

Louis Beftoni

GIANPIERO BOTTINELLI

LOUIS BERTONI

UNE FIGURE DE
L'ANARCHISME OUVRIER À GENÈVE

*Traduit de l'italien
par Marianne Enckell et Alain Perrinjaquet
version revue par l'auteur*

Entremonde
Genève - Paris

En mémoire des amis et compagnons de Luigi Bertoni, en particulier à Ferdinando Balboni, Bâle; Ruth et André Bösiger, Carouge; Eleonora (Clelia) Dotta, Bodio; Rocco Gentile Merli, Genève; Antonietta Peretti, Bellinzona; Henri et Lucien Tronchet, Genève; Carlo Vanza, Biasca; qui, avec enthousiasme, m'ont accordé des entretiens de leur vivant et m'ont confié leurs souvenirs, témoignages et documents.

Je remercie pour la documentation qu'ils m'ont fournie Furio Biagini, Pistoia; Giovanni Casagrande, Neuchâtel; Aurelio Chessa (Archivio Famiglia Berneri), Marie-Christine Mikhaïlo et Marianne Enckell (CIRA), Lausanne; et Peter Schrembs (Circolo anarchico Carlo Vanza), Locarno.

Je remercie pour leurs précieux conseils Edy Zarro et ma compagne Nicoletta (1944-2001).

Ouvrage publié avec le soutien de la République
et canton de Genève et de la Ville de Genève, de l'Associazione Bertoni,
de la Fondation Oertli et de la Loterie Romande.

TITRE ORIGINAL: *Luigi Bertoni, la coerenza di un anarchico*

Édition originale italienne publiée par La Baronata, 1997.
Entremonde, 2012, pour la traduction française.

INTRODUCTION

Genève, 22 janvier 1947. À midi le froid est mordant, alors que devant le numéro 6 de la rue des Savoises près de mille personnes se réunissent, venues de tous les coins de Suisse, mais aussi d'Italie et de France, pour rendre un dernier hommage à Louis Bertoni. Échangeant des salutations, des poignées de mains et, parfois, un coup d'œil chargé d'une rancœur mal dissimulée. Des anarchistes, des ex-anarchistes, des syndicalistes, des libres penseurs, des antimilitaristes, des socialistes, des communistes et même, parmi les quelques rares bourgeois, un magistrat¹, suivent le cercueil recouvert d'une gerbe de roses rouges et du drapeau noir du groupe anarchiste local, qui porte l'inscription « Ni dieux, ni maîtres »². Au crématoire de Saint-Georges, on entendra les discours des anarchistes Alfred Amiguet et Domenico Ludovici, de Marius Noul au nom du Parti socialiste genevois, puis les adieux d'autres compagnons, comme Carlo Frigerio et André Bösiger³.

Celui qui venait de mourir après une brève maladie, le dimanche 19 janvier, avait été un des fondateurs et, durant un demi-siècle, le rédacteur responsable de deux bimensuels édités à Genève depuis 1900, *Le Réveil anarchiste* et *Il Risveglio anarchico*, il était le subversif le plus fiché par la police politique suisse, un homme que les journaux bourgeois associaient aux « gréviculteurs » honnis, que les socialistes qualifiaient de « noble personnage, belle âme, cœur généreux, vieux lutteur et militant parfait », les communistes d'« incorruptible

1. « Il y avait [...] même un magistrat radical actuellement encore en charge. "J'ai le droit d'être là – nous a-t-il dit – comme je fus avec le défunt à l'occasion de la grève mouvementée de 1902." » L. NICOLE, « Louis Bertoni, une grande figure et un grand caractère des luttes ouvrières », *La Voix ouvrière*, organe du Parti suisse du travail, Genève, 23.1.1947.

2. Carlo FRIGERIO, in *L'Adunata dei Refrattari*, New York, 8.2.1947. Le drapeau est conservé au CIRA à Lausanne.

3. Quelques discours et hommages ont été publiés dans *Un grand lutteur, Louis Bertoni (1872-1947)*, Genève, 1947.

ennemi des injustices sociales». Les ouvriers piémontais l'appelaient «le saint», les anarchistes anti-organisateurs et individualistes «le prêtre» ou «l'archevêque de l'anarchie». Ses compagnons et amis les plus proches le disaient «doté d'une extrême sensibilité, qui lui donnait une profonde compréhension et compassion pour les souffrances humaines [...]; il peut sembler froid et réservé, mais il est un homme profondément honnête et courageux et il a de plus un esprit clair et équilibré et un cœur d'or»⁴. Pour Maurice Dommanget, c'était «l'une des plus belles figures de l'anarchisme ouvrier» qui venait de disparaître⁵.

4. Voir, par exemple, les nécrologies parues dans les jours suivant sa mort dans *La Sentinelle*, journal socialiste neuchâtelois et dans *La Voix ouvrière*; les accusations de sectarisme viennent du rédacteur de *L'Anarchie*, Louis Louvet (in *Cahiers de Contre courant*, Paris, septembre 1958), mais aussi du syndicaliste anarchiste Armando Borghi, qui écrivait (en italien) à James Guillaume, le 27.2.1914: «Bertoni est un excellent garçon, mais il est on ne peut plus sectaire. Il considère notre mouvement italien [l'Union syndicale italienne – USI] et notre De Ambris comme de la poudre aux yeux» (lettre publiée in Maurizio ANTONIOLI, *Armando Borghi e l'Unione Sindacale Italiana*, Lacaïta, 1990, p. 184); c'est Paolo Schicchi qui le nommait en plaisantant «l'archevêque de Genève». Pour le jugement des plus proches compagnons de Bertoni, voir l'article de Jeanne PIDOUX, «Un lato poco noto di Bertoni», *Il Libertario*, Milan, 26.2.1947, et la lettre d'Errico Malatesta à Randolfo Vella du 5.10.1930 (publiée in *Errico Malatesta, Epistolario 1873-1932*, Avenza, 1984, p. 302).

5. Maurice DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai*, Paris, 1953, chap. XIX, p. 410.

DU LIBÉRALISME RADICAL À L'ANARCHISME (1872-1897)

UN APPRENTI REBELLE – Luigi Bertoni naît à Milan le 6 février 1872, d'un père suisse et d'une mère lombarde. On conserve peu de traces de ses proches parents. Son père Giuseppe, un Tessinois originaire de Lottigna, village de la vallée de Blenio, né le 22 septembre 1821 et décédé en 1897, fut propriétaire d'une épicerie à Côme; il épousa le 21 septembre 1868 une Cômase, Carolina Dominioni, décédée en 1914. Leur premier fils Giacomo naquit le 6 décembre 1869 et mourut à Londres le 21 juin 1945; leur fille Maria, née le 14 janvier 1871, est probablement disparue en bas âge.

D'autres membres de la famille sont mieux connus et plus renommés, comme l'oncle paternel de Luigi, Ambrogio Bertoni (1811-1887), et ses deux fils Mosè et Brenno. Ambrogio est un défroqué, avocat, volontaire aux Journées de Milan de 1848 et député aux Chambres fédérales et au Grand Conseil tessinois pour le Parti libéral. Mosè (1857-1929) est un personnage original: naturaliste, ethnologue et linguiste, il fait vers 1880 la connaissance des anarchistes Élisée Reclus, alors réfugié dans les environs de Vevey, Pierre Kropotkine, un des théoriciens de l'anarchisme les plus importants du XIX^e siècle, et Georges Herzig, militant de la Fédération jurassienne¹ (ces deux derniers résident alors à Genève); en 1884 il quitte définitivement Lottigna pour l'Argentine, avec sa famille, sa mère et un groupe de compatriotes, dans l'intention de fonder une collectivité anarchiste². Brenno (1860-1945), franc-maçon après le coup d'État de 1890 au Tessin, abandonnera plus tard l'aile gauche du Parti libéral ainsi que son « maître » Romeo Manzoni, pour devenir un avocat et un notaire à succès, puis un homme d'État libéral.

1. Voir la lettre de Luigi Bertoni à Pierre Kropotkine du 25.9.1913, Bibliothèque de Genève (BGE), microfilm 1143, aimablement signalée par Giovanni Casagrande.

2. Mosè Bertoni s'établit ensuite au Paraguay où il mène des études agronomiques, botaniques et philologiques.

En 1880, la famille de Giuseppe Bertoni s'établit à Côme. Luigi grandit dans un milieu libéral, anticlérical, mazzinien: à l'âge de neuf ans, il assiste, juché sur les épaules de son père au milieu de la foule en délire, à l'arrivée de Garibaldi dans la capitale lombarde³. « Mon père, m'entendant étudier des textes monarchistes, me mettait en garde: *Tu n'es pas un sujet des Piémont-Savoie, mais tu es un libre citoyen suisse*⁴. » À la maison, les opuscules et les feuilles de propagande républicaine, socialiste et anarchiste ne manquent pas (c'est son cousin Mosè Bertoni qui envoie la littérature anarchiste au père de Luigi)⁵. En 1885, Luigi commence un apprentissage de typographe et adhère au syndicat; mais il découvre bien vite, à 14 ans, sa vocation de rebelle: « Après un peu plus d'un an d'apprentissage comme compositeur dans une imprimerie de Côme, j'en ai été renvoyé, *pour avoir effrontément refusé de travailler quelques heures de plus que la normale, même contre rétribution*, comme le dit l'extraordinaire certificat de travail que l'on m'a remis [...]. Je décidai de me faire passer pour un ouvrier et je me rendis à Mendrisio pour chercher du travail; j'en trouvai à l'imprimerie Prina, onze heures par jour pour 2,25 fr.⁶ » Mendrisio est un petit bourg du Tessin, situé à une vingtaine de kilomètres de Côme. Bertoni, officiellement domicilié à Côme jusqu'en 1890, s'établit ensuite à Bellinzone, capitale du canton du Tessin, toujours en travaillant comme typographe, et, poussé par son cousin Brenno – qui prévoit que les libéraux accèderont au pouvoir dans un proche avenir – il se présente à l'examen cantonal pour le diplôme de maître d'école primaire, un tremplin qui, écrit-il, « aurait dû me servir pour concourir aux emplois de l'État »⁷.

3. A. AMIGUET in *Un grand lutteur, Louis Bertoni (1872-1947)*, Genève, 1947.

4. L. BERTONI: « Il caso Peretti e l'antitalianità », in *Il Risveglio*, Genève, 7.9.1929.

5. Lettre de Luigi Bertoni à Max Nettlau du 15.7.1930 (IISG Amsterdam); ces informations ont été partiellement publiées par Nettlau dans *La Revista Blanca*, Barcelone, 15.8.1930. Parmi les publications anarchistes qui se trouvaient au domicile des Bertoni, mentionnons la brochure *Aux jeunes gens*, de P. Kropotkine, publiée par l'Imprimerie jurassienne à Genève en 1881.

6. L. BERTONI: « Una cattiva azione », in *Il Risveglio*, 7.7.1928.

7. Lettre à Max Nettlau, 15.7.1930, *op. cit.*, et *Certificato del Dipartimento di Pubblica educazione della Repubblica e Cantone del Ticino*, 9 septembre 1890 (Archives CIRA Lausanne).

« ARMÉ D'UNE CARABINE, JE FIS PARTIE DU GROUPE QUI, PASSANT SUR LE CADAVRE DU CONSEILLER D'ÉTAT ROSSI... » – Depuis avril 1889, Bertoni collabore à la revue *Vita Nuova*, publiée à Genève par la gauche libérale tessinoise en « exil », qui combat âprement le gouvernement autoritaire et clérical de Gioachimo Respini; en effet, « les conservateurs s'étaient montrés féroce­ment exclusifs dans la répartition des emplois publics [et] ils avaient fait preuve dans l'administration de la justice d'une partialité révoltante et asservi le canton au clergé⁸ ». Dans un Tessin imprégné des vieilles rancœurs des deux factions, Luigi Bertoni annonce lui aussi le coup d'État de septembre 1890: « Pour les libéraux, le moment de l'action est arrivé, d'une action commune et énergique [...]. Le droit est avec nous, mais contre les tyrans qui ne se soucient pas du droit, la force est parfois nécessaire⁹. » Et, quand le moment tant attendu arrive enfin, « c'est surtout – écrit-il – comme membre de l'une des familles libérales les plus notoires dans le canton que j'ai pris une part d'humble suiveur à l'insurrection ». « La révolution éclatait le 11 septembre 1890, à Bellinzzone, et armé d'une carabine à double détente, dont j'ignorais d'ailleurs le maniement, je fis partie du groupe qui, passant sur le cadavre du conseiller d'État, Rossi, un jeune homme de 25 ans, chef du Département de justice et police, s'emparait de l'Hôtel de Ville. D'autres groupes d'insurgés avaient pris l'Arsenal et fait prisonnier tout le poste de gendarmerie. L'autorité judiciaire fédérale intervint. Elle n'arrêta personne¹⁰. » Seize ans plus tard, il écrira que les griefs contre le comportement des conservateurs « me paraissent dans ce temps-là suffisants pour expliquer le massacre de tout le Conseil d'État tessinois » et il ne reniera jamais la Révolution tessinoise, qui a eu « son utilité »; mais il convient que depuis lors ces motifs lui ont paru « bien peu

8. L. BERTONI: « Cour pénale fédérale, audience du lundi 26.11.1906. Défense du camarade Bertoni », in *Le Réveil*, 1.12.1906, p. 4.

9. Cité par G. CASAGRANDE: *Luigi Bertoni, dalla « Rivoluzione borghese » allo sciopero generale (1890-1902)*, p. 18.

10. L. BERTONI: *Journal de prison (1902-1903)*, manuscrit inédit, en français, 1^{er} cahier, p. 20 (dimanche 19 octobre 1902). CIRA. Il ne s'agit pas de « l'Hôtel de Ville », mais du siège du gouvernement cantonal.

de choses en présence de l'écrasement quotidien et systématique des pauvres par les riches»¹¹. L'intervention de l'armée, à la demande du Conseil fédéral, calmera assez les esprits pour qu'il soit possible, ou plutôt nécessaire, de fixer de nouvelles élections au système proportionnel, au cours desquelles les libéraux parviendront à obtenir une part du gâteau plus équitable, pour abandonner aussitôt toute velléité de changement.

Luigi Bertoni n'attend pas même la phase du procès, au cours duquel les meneurs libéraux impliqués dans l'affaire seront acquittés: quatre jours plus tard, le 15 septembre 1890¹², invité par quelques rédacteurs de *Vita Nuova*, il se rend à Genève et travaille comme ouvrier à l'imprimerie Schira; cependant, ce n'est qu'à partir du 25 août 1891 qu'il réside officiellement à Genève. À l'imprimerie, il a fait la connaissance d'un socialiste tessinois, Primo Borsa, qui l'invite à partager son logement; il restera toute sa vie dans cette famille qui l'avait quasiment adopté¹³. Plein d'espoirs, il continue de collaborer à la revue, dont il va devenir un rédacteur régulier, il participe à la Société ouvrière radicale tessinoise de la ville et entre au syndicat des typographes. C'est en janvier 1892 qu'il publie son dernier article dans *Vita Nuova*, sous le pseudonyme de Giulio Brenti: on y discerne ses interrogations, mais aussi son amertume, sa déception et sa méfiance vis-à-vis d'un parti qui a désormais abandonné son objectif principal, «la question sociale»; il s'y manifeste également la conscience du fait que ce parti ne pourra plus guère recevoir, comme par le passé, l'appui des ouvriers: «C'est pour cette raison que nous disons que l'ancien radicalisme, qualifié plus d'une fois d'autoritaire, et pas toujours à tort, a fait son temps

11. L. BERTONI: «Cour pénale fédérale...», *op. cit.*

12. Voir sa lettre à Max Nettlau, *op. cit.*

13. À la mort de Primo Borsa en 1928, Bertoni jouera un rôle de figure paternelle pour ses quatre enfants. Sur la vie personnelle de Bertoni, voir Jeanne Pidoux: «Un lato poco noto di Bertoni», *Il Libertario*, Milan, 26.2.1947: «Dans sa jeunesse, il avait rencontré une jeune institutrice française pour laquelle il nourrissait une grande affection. Quand se posa pour lui la question d'en faire sa compagne, voilà comment il la résolut: «J'ai beaucoup médité et tout pesé; mais je considère qu'avoir une femme dans sa propre vie implique qu'on ne peut pas appartenir complètement à notre Idée. C'est ainsi que j'ai décidé de rester seul et, depuis ce moment, j'ai vécu uniquement pour notre mouvement.»»

et qu'il ne lui reste plus qu'à suivre la grande loi de l'évolution, s'il ne veut pas mourir»; «si le Parti radical ne veut pas se voir répudié par ceux qui l'ont si longtemps soutenu, c'est-à-dire par les grandes masses ouvrières, qu'il fasse siennes les sacro-saintes aspirations de ces masses¹⁴.»

Bertoni n'a donc pas encore complètement abandonné ses illusions sur une possible évolution du libéralisme, mais il est aussi contraint de constater, désenchanté, qu'au Tessin la situation reste la même malgré le changement des partis au pouvoir à la suite du coup des «Septembristes». À ce propos, il écrira quelques années plus tard, dans son journal de prison: «les chefs de la révolution tessinoise étaient des bourgeois plus ou moins rentés. Leur procès se termina par un acquittement et de ces révolutionnaires l'un, M. Simen, est devenu président du Conseil des États; l'autre, M. Manzoni, est devenu conseiller national; un troisième, M. Bruni, [...] est devenu procureur général»¹⁵.

«NOUS CROYONS QUE L'ÉTAT EST UNE INSTITUTION BARBARE» – Durant l'été 1891, l'imprimerie Schira où travaille Bertoni imprime quelques feuilles anarchistes rédigées par Paolo Schicchi. Celui-ci, anarchiste individualiste sicilien, paladin du courant «anti-organisateur», réside à Genève depuis cette même année 1891 et publie, dans un isolement presque complet, les périodiques *Pensiero e Dinamite* (*Pensée et Dynamite*), puis *La Croce di Savoia* (*La Croix de Savoie*). Bertoni n'approuve pas du tout ce révolutionnarisme provocateur, violent, terroriste; il en est si éloigné que cette rencontre aurait retardé de quelques mois son passage du libéralisme radical à l'anarchisme¹⁶. Schicchi écrit en effet des textes incendiaires de

14. G. BRENTI: «Partiti e programmi», in *Vita Nuova*, Genève, 10.1.1892. Pour l'identification du pseudonyme (anagramme), voir G. CASAGRANDE, *Luigi Beffoni...*, *op. cit.*, p. 21.

15. L. BERTONI: *Journal de prison, op. cit.*, 1^{er} cahier, pp.20-21 (dimanche 19 octobre 1902).

16. L. TRONCHET, *Un Homme dans la Mêlée sociale, Louis Beffoni, Genève, 1942*, p. 3. Voir aussi L. BERTONI: «Sino in Fondo», in *Il Risveglio*, 3.7.1920: «[...] le compagnon Schicchi, que nous sommes heureux de retrouver avec la même foi ardente que lorsque nous l'avons connu il y a trente ans à Genève».

ce style: «Pour que la révolution sociale triomphe complètement, il faut détruire intégralement cette race d'assassins qui se nomme bourgeoisie [...]. Nous massacrerons celui que nous trouverons les armes à la main, nous défenestrons ou noierons en mer les vieillards, les femmes et les enfants, de façon à ne pas nous salir les mains de leur sang pestiféré¹⁷.»

Dans le cadre de la révolte des opprimés contre les classes dominantes, le courant radical et le courant anarchiste proposent des tactiques différentes, parfois fort divergentes. Il est peut-être nécessaire de jeter ici un rapide regard en arrière.

À cette époque, l'anarchisme n'est pas une nouveauté en Suisse: il s'est en effet organisé dès les années 1870, avec la fondation de la Fédération jurassienne, section de l'Association internationale des travailleurs (AIT), composée en majorité d'ouvriers de l'horlogerie, qui se comportent en rebelles vis-à-vis du Conseil général de l'AIT, dirigé par Karl Marx. Avec d'autres sections importantes de l'AIT, les fédérations italienne, espagnole, belge et hollandaise, les Jurassiens fondent en septembre 1872, à Saint-Imier, une «Internationale antiautoritaire», qui entend réaliser le socialisme par une révolution des classes exploitées sans intermédiaires, sans partis et sans gouvernants. En d'autres termes, les antiautoritaires soutiennent qu'une société sans classes – mais organisée sans autorité, donc non hiérarchique, fédéraliste et autogérée – ne pourra naître qu'à partir de la destruction de toute forme de domination: politique, économique et morale. Ils développent ainsi une pensée et une activité fécondes, remettant en question le communisme autoritaire de Marx et Engels qui, en 1876, finiront par liquider «leur» Internationale, qui avait déplacé son siège de Londres à New York.

Au début de la décennie suivante, c'est l'Internationale anti-autoritaire qui, à son tour, entre en crise. Au Congrès socialiste révolutionnaire de Londres, en 1881, le délégué suisse, Georges Herzig, ainsi que des espagnols et français proposent de poursuivre les activités de l'Internationale sur la base des corps de métier, c'est-à-dire dans une structure de type syndical, mais ils se heurtent

17. P. SCHICCHI, *Pensiero e Dinamite*, Genève, 18.7.1891.

à des oppositions, surtout de la part des anarchistes italiens Errico Malatesta et Saverio Merlino, qui défendent alors un anarchisme insurrectionnaliste et la «propagande par le fait». Cette perspective est aussi soutenue par un autre théoricien anarchiste, Pierre Kropotkine (1842-1921), qui pêche peut-être par optimisme scientifique: l'évolutionnisme et le positivisme, le déterminisme scientifique et l'idée de la créativité des masses populaires sont les armes théoriques dont il fait usage afin de démontrer la parfaite harmonie entre anarchisme et science, entre révolution sociale et désenchantement intellectuel, entre vérités morales et vérités naturelles. Cette vision se fonde en particulier sur l'idée de l'imminence de la révolution et sur une conception optimiste et spontanéiste de la réaction des exploités, d'après laquelle les anarchistes, vengeurs des injustices, ont pour rôle de donner l'exemple, en utilisant attentats ou tentatives d'insurrections comme des instruments susceptibles d'amener les exploités à prendre conscience des possibilités qui s'offrent à eux et de leurs propres potentialités.

Le Bulletin de la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs avait été publié de 1872 à 1878. *L'Avant-Garde* (1877-1878), rédigée par Paul Brousse et Louis Pindy, se voit interdire en décembre 1878; c'est alors que Pierre Kropotkine, François Dumartheray et le jeune Suisse Georges Herzig fondent à Genève *Le Révolté*, «organe communiste anarchiste». Le journal peut compter en outre sur des collaborateurs aussi importants que Carlo Cafiero et Élisée Reclus. Au début, il connaît dans la diffusion de ce nouveau courant un succès considérable; mais après l'expulsion de Suisse de Kropotkine en 1881, puis celle de son rédacteur Jean Grave, rencontrant des difficultés dans l'exportation clandestine vers la France et ne trouvant que peu de partisans en Suisse – la crise de l'horlogerie est l'une des causes du déclin de la Fédération jurassienne – le journal ferme ses portes en 1885 et émigre à Paris. Quelques antiautoritaires ou «collectivistes» jurassiens se dispersent, d'autres semblent s'isoler; inscrits sur la liste noire, sans travail, ils émigrent, comme James Guillaume, qui est parti pour la France en 1878 déjà, ou Auguste Spichiger, qui vit quelques années aux États-Unis dès 1887. Adhémar

Schwitzguébel, tombé dans l'indigence avec une nombreuse famille à charge, accepte un poste de fonctionnaire au Secrétariat ouvrier suisse, prenant ainsi le chemin d'une évolution vers le syndicalisme réformiste, alors que le communard Louis Pindy se consacre à la Libre Pensée. D'autres militants, dispersés dans de petits groupes, parfois sans guère de contacts entre eux, maintiennent en vie la pensée libertaire, fédéraliste et antiautoritaire, et demeurent pratiquement les seuls en Suisse à propager les notions socialistes de la lutte des classes – une lutte qui reprendra dans les années 1890, sur des bases différentes et avec une plus grande vigueur. En 1885, une enquête du Procureur général de la Confédération signale l'existence de groupes anarchistes à Zurich, Zoug, Lausanne, Vevey, Genève, Bâle, Saint-Gall, Winterthour, Lucerne et Rorschach, parmi lesquels les éléments de langue allemande prédominent¹⁸. Durant ces années, l'essor des attentats et de la propagande anarchiste en Allemagne, en France et ailleurs incite le gouvernement helvétique à prendre des mesures répressives: il expulse plusieurs centaines de subversifs étrangers. Paul Brousse, responsable de *L'Avant-Garde*, est expulsé en 1878; Errico Malatesta, Pierre Kropotkine et Jean Grave, respectivement en 1879, 1881 et 1885; Luigi Galleani, Paul Bernard, Lucien Weill et Paraskev Stojanov, en 1890. Pietro Gori (1865-1911) et ses dix-sept compagnons d'infortune, en 1895, chantent à la gare de Lugano, la chanson des anarchistes expulsés, *Addio Lugano bella...*, écrite quelques jours auparavant par Gori dans les prisons de Lugano.

Alors que la majeure partie des anarchistes européens semble camper sur de stériles positions insurrectionnalistes, une nouvelle orientation tactique émerge au début de la dernière décennie du XIX^e siècle, qui se traduit par le souhait de se rapprocher de la classe ouvrière. Kropotkine, sans remettre complètement en cause son optimisme évolutionniste, précise sa pensée (qui avait parfois été mal interprétée) et figure parmi les premiers à remettre en valeur le rôle des syndicats. Dans une série d'articles parus en automne 1890

18. *Rapport sur l'enquête relative aux menées anarchistes en Suisse adressé au Conseil fédéral suisse par Edouard Müller, procureur général de la Confédération*, Berne, Feuille fédérale, 1885.

dans *La Révolte* de Paris – titre qui a pris la succession du *Révolté* –, il insiste sur l'idée «qu'il faut être avec le peuple, qui ne demande plus l'acte isolé, mais *des hommes d'action dans ses rangs*»; il préconise des unions englobant des millions de prolétaires, s'élevant contre «l'illusion que l'on peut vaincre les coalitions d'exploiteurs avec quelques livres d'explosibles»¹⁹. D'autres anarchistes, tels Errico Malatesta, Émile Pouget et Louise Michel, alors en exil à Londres, s'expriment en faveur d'un tel projet, non sans quelques contradictions et non sans se heurter à des résistances. Par la suite, une importante activité syndicale se développera, surtout en France, où les anarchistes Fernand Pelloutier et Émile Pouget deviendront les principaux animateurs des Bourses du travail et de la Confédération générale du travail.

En Suisse, et en particulier en Suisse romande, quelques anarchistes continuent, comme nous l'avons mentionné, de placer toute leur confiance dans l'avenir du prolétariat; ils parviennent ainsi – mais non sans peine, entre autres à cause de la répression – à assurer une transition dans le développement de la pensée libertaire et, dès les années 1890, ils regagnent du terrain dans le domaine syndical, qui avait été en partie abandonné par le mouvement. On trouve un exemple révélateur de ce regain dans une brochure parue à Genève en 1892; ses auteurs y déclarent que «les syndicats ouvriers présentent en général un triste tableau. On voit une masse de travailleurs groupés inconsciemment, sans but largement social; au contraire, souvent les idées les plus mesquines et étroites y sont approuvées, tandis qu'à la tête de ces groupements, quelques ambitieux intriguent avec les bourgeois pour décrocher un mandat ou une fonction quelconque. Il faut qu'on le sache pourtant, les syndicats ouvriers sont appelés à jouer un rôle important dans l'avenir; ce sont eux qui, après la Révolution, mettront en mouvement tous les moyens de production lorsque la bourgeoisie sera expropriée. C'est pourquoi, il faut que les groupements ouvriers se pénètrent des idées libertaires, qu'ils deviennent des foyers de discussion,

19. P. KROPOTKINE, in *La Révolte*, Paris, 18-24 octobre 1890, cité par J. MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, 1955.

des centres d'éducation sociale, permettant à tous les travailleurs de s'instruire et d'avoir connaissance de leurs droits»²⁰. Cette situation nouvelle est aussi illustrée par la grève et l'émeute du 29 mai 1893 à la fabrique de montres Gygax de Saint-Imier, au cours desquelles une trentaine d'ouvriers sont arrêtés; parmi eux, Alcide Dubois, ancien membre de la Fédération jurassienne, Jules Coullery, Ernest Droz et Alexis Meyrat – qui ne manquent pas d'afficher devant le tribunal leur «foi anarchiste» – sont sèchement condamnés à dix mois d'emprisonnement. Cette condamnation disproportionnée est entre autres provoquée par la violence de la période, marquée par les attentats en France; au moment du jugement, les Chambres fédérales viennent d'adopter (le 12 avril 1893) un projet de loi sur les délits contre la sécurité publique, dans le but de prévenir les attentats anarchistes. Mais il faut probablement aussi rechercher les causes de la sentence dans les manifestations ouvrières et les grèves sauvages qui deviennent alors une réelle menace pour le capitalisme et pour le système politique de la démocratie bourgeoise. De 1880 à 1914, on a recensé 2426 grèves en Suisse, et quelque 348 000 grévistes²¹.

En 1893, Bertoni entre en contact avec quelques anarchistes, probablement par l'entremise du typographe genevois Émile Held, qui allait être l'imprimeur responsable de plusieurs publications révolutionnaires d'immigrés russes; il s'agit d'anciens de la Fédération jurassienne comme Jacques Gross, Georges Herzig, François Dumartheray, Eugène Steiger, Auguste Spichiger, Alcide Dubois, Henry Soguel, les réfugiés français Antoine Perrare et Louis Pindy²². Bertoni participe alors à la fondation du périodique genevois *L'Avenir*²³, qui propose avec prudence de renouer avec le projet antiautoritaire dans les organisations syndicales. Dans ce contexte, il approfondit ses lectures, qui vont du libéralisme de John Stuart

20. Un groupe d'anarchistes suisses (Albert NICOLET, Alcide DUBOIS et Jules COULLERY), *Les anarchistes et ce qu'ils veulent, dialogue entre ouvriers*, Genève, 1892.

21. E. GRUNER, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, Zurich 1987, t. 2.

22. Voir les brèves notices biographiques en index.

23. *L'Avenir, organe ouvrier indépendant de la Suisse romande*, Genève, bimensuel, 17 numéros publiés, du 8.10.1893 au 30.7.1894.

Mill²⁴ et de l'évolutionnisme du radical anglais Herbert Spencer, à l'anarchisme de Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine et Pierre Kropotkine, en passant par l'anti-étatisme et l'antimilitarisme de Léon Tolstoï et la philosophie libertaire de Jean-Marie Guyau. Un article contre le «syndicalisme d'État», paru en 1893, confirme le virage que prend alors sa pensée: «Certainement, [les syndicats] pourraient avoir une bien plus grande utilité, si, au lieu de se transformer en cercles électoraux, comme il arrive bien souvent, ils s'occupaient à combattre énergiquement le capital, sans implorer à chaque instant la protection ou la médiation de l'État»; à la fin de l'article, il annonce une renaissance et un développement du syndicalisme révolutionnaire au niveau européen²⁵.

Après un séjour d'environ deux ans à Brugg (en Argovie), où il va travailler comme ouvrier typographe, il retourne définitivement à Genève en 1895. Il refuse la direction de l'Imprimerie cantonale de Bellinzone, que lui offre le nouveau gouvernement tessinois à majorité libérale, «en raison des idées anarchistes qui s'étaient précisées en moi», mais il écrit néanmoins dans le journal libéral tessinois *L'Idée Moderna*, fondé par Francesco Chiesa et Emilio Bossi. Il publie «dans quelques journaux littéraires italiens d'assez nombreuses traductions de vers français»²⁶, traduit de l'allemand quelques nouvelles de G. Schelling²⁷, et, à partir de 1896, collabore à *L'Emigrante Ticinese Illustrato*, publié tout d'abord à Berne, puis à Genève. Il sera l'éditeur responsable des derniers numéros de ce

24. En 1906, accusé d'apologie de régicide pour un article qu'il a publié, Bertoni déclarera devant la Cour pénale: «En matière de liberté de la presse, j'en suis resté aux idées libérales qui m'avaient été enseignées encore enfant, c'est-à-dire aux idées de Stuart Mill», selon lequel la liberté de pensée «est inséparable de la liberté de publier et d'exprimer des opinions»; voir «Cour pénale fédérale», *art. cit.*

25. L. BERTONI: «Syndicats obligatoires». *Le Réveil* du 26.5.1934 ne signale pas où il est paru pour la première fois, mais l'introduit ainsi: «Sous ce titre, notre camarade Bertoni publiait, en 1893 déjà, un article contre l'intervention de l'État dans l'organisation syndicale. À ce moment-là il signalait un danger qui depuis lors n'a fait que de croître, à tel point qu'aujourd'hui fascisme et syndicalisme d'État vont de pair. Comme quoi l'anti-étatisme anarchiste avait une grande raison d'être».

26. D.T. in *Un grand lutteur, Louis Bertoni, op. cit.*, p. 24.

27. F. W. SCHELLING, *Le veglie di Bonaventura*, traduzione dal tedesco di L. Bertoni, Côme, Libreria editrice Omarini Vittorio, 1897.

journal, où il écrit: «Nous croyons que l'État est une institution barbare [...] qui doit tomber, pour laisser place à des associations constituées par de libres ententes.» À la question «Quelles sont les institutions qui éduquent le mieux à la pratique de la solidarité?», il répond: «les syndicats et les coopératives». Il en conclut: «Deux partis se trouvent donc fatalement en présence: le parti de ceux qui veulent le développement progressif de l'État et le parti de ceux qui demandent au contraire sa suppression et l'adaptation de l'individu à une société sans autorité coercitive. Entre les deux, il faut choisir; quant à nous, nous l'avons déjà dit, et même si cela nous demande bien de la hardiesse, nous nous rangeons aux côtés du second». Il faut enfin rompre complètement avec le passé: «nous ne devons plus participer à aucune fête, à aucune commémoration de la classe dominante; il nous faut nous en séparer complètement pour la combattre»²⁸. Le journal libéral *Gazzetta Ticinese* publiera encore quelques-uns de ses articles anticléricaux en 1900²⁹, mais Bertoni a désormais abandonné toute illusion sur la capacité d'évoluer du libéralisme.

L'évolution, l'avenir sont donc à chercher dans le socialisme qui, dans ses valeurs et ses aspirations d'égalité et de solidarité, est l'expression des besoins, des luttes et des expériences de tous les exploités; ces valeurs, Bertoni ne les adopte pas seulement après une analyse théorique ou une connaissance extérieure des faits, mais bien – en tant qu'ouvrier – comme des choix confirmés par une expérience directe de l'exploitation et de l'aliénation. En même temps, ce n'est que dans l'anarchisme qu'il retrouve une partie significative du bagage culturel du libéralisme anglais et français, qui prône la plus grande restriction de la sphère d'action de l'État; il y retrouve une conception où la liberté individuelle prend une valeur essentielle, sans oublier des corollaires tels que l'anticléricalisme, l'athéisme et même l'antimilitarisme, que soutenait aussi le libéral tessinois Romeo Manzoni.

28. L.B. in *L'Emigrante Ticinese Illustrato*, respectivement des 26 avril, 22 août et 15 août 1896; voir G. Casagrande: Luigi Bertoni..., op. cit., pp. 37-38.

29. Voir l'article anonyme: «*Gazzetta Ticinese*, i fasti della polizia federale», in *L'Aurora, giornale del Partito socialista ticinese*, 6.7.1901.

En d'autres termes, son socialisme anarchiste, par opposition au libéralisme et au socialisme marxiste, considère que la liberté et l'égalité sont indissociables et ne peuvent être réalisées que simultanément. L'anarchisme, issu des Lumières comme le marxisme et le libéralisme, se présente comme une troisième voie³⁰, comme une pensée radicale et subversive, critiquant le «principe d'autorité», c'est-à-dire comme une attitude de refus absolu de toute domination, qu'elle soit économique, politique ou morale, un refus dont les corollaires sont les valeurs de liberté et d'autonomie individuelle, d'égalité, de solidarité et de respect de la différence.

30. G. BERTI, *Un'idea esagerata di libertà*, Milan, 1994, pp. 7-23.

ANARCHISME ET SYNDICALISME (1898-1916)

LE RÉVEIL SOCIALISTE-ANARCHISTE ET IL RISVEGLIO SOCIALISTA-ANARCHICO, ORGANES DU MOUVEMENT ANARCHISTE EN SUISSE – À Genève en juin 1898, la grève de cinq mille ouvriers de la construction et les affrontements avec deux bataillons de soldats appelés pour «défendre l'ordre public» montrent à quel point les rapports de classe se sont durcis; ce durcissement (auquel contribue aussi le grand nombre de travailleurs immigrés¹), les organisations réformistes, politiques et économiques, du mouvement ouvrier ne peuvent plus le contrôler, y jouer les médiateurs, car elles sont compromises par un immobilisme manifeste, par leurs relations privilégiées avec le Parti libéral, par leur acceptation de la loi sur les conflits collectifs, par la manipulation des syndicats pour des motifs électoralistes. Les choix de Fritz Thiébaud, premier conseiller d'État socialiste de Genève en 1897, sont symptomatiques: il va jusqu'à se solidariser avec ses collègues bourgeois lorsqu'ils répriment la grève et expulsent les grévistes étrangers. Lors des affrontements avec la police et la troupe, on a ainsi arrêté deux anarchistes, l'Espagnol Pablo Nin et le Suisse Auguste Bérard, qui sont condamnés, respectivement, à 6 ans et à 3 ans de prison; ils sont graciés le 31 janvier 1901, à la suite de l'intervention des organisations syndicales, anarchistes et socialistes. Nin, expulsé, recevra l'aide des anarchistes genevois pour émigrer à Londres.

Mais les dirigeants socialistes et syndicaux suisses ne sont pas les seuls à se retrouver en marge des manifestations et des grèves sauvages. En 1898 toujours, les socialistes suisses, français, russes et italiens se réunissent à Genève, sur l'initiative des Italiens, et cherchent à constituer un comité de coordination pour lutter

1. À Genève, en majorité français et italiens, ils constituent 40 % de la population.

ensemble contre l'anarchisme². On rencontre cette situation et cette recherche fébrile d'instruments plus adaptés à la conscience ouvrière dans d'autres cantons romands, comme dans la grève de la construction de Lausanne, en août 1900, lors de laquelle des émigrés italiens créent le premier syndicat révolutionnaire, interprofessionnel mais formé en majorité d'ouvriers du bâtiment, appelé «Syndicat mixte»³. Les socialistes italiens sont aussi en difficulté pour des motifs internes: en leur sein, une aile économique, syndicale, est opposée aussi bien à la suprématie du Parti qu'à l'entrée des ouvriers immigrés dans les syndicats suisses, qu'ils jugent réformistes et dont ils considèrent les cotisations trop élevées. Ces années-là, des syndicats autonomes d'immigrés italiens se forment dans plusieurs centres industriels suisses; ce n'est qu'à la fin des années vingt qu'ils seront absorbés par l'Union syndicale suisse.

En novembre-décembre 1898, la Suisse participe à la Conférence internationale des polices politiques pour la coordination de la lutte contre l'anarchisme, qui se déroule à Rome; ce nouvel organisme établit mensuellement des rapports d'information internationaux sur les anarchistes et va favoriser un élargissement des compétences du Ministère public de la Confédération, introduisant en particulier le fichage systématique des anarchistes. Bertoni a été fiché par la police genevoise et signalé pour la première fois au Ministère public en septembre 1898 déjà, pour avoir proposé au Syndicat des typographes de participer à la journée du Premier Mai, et il sera sans cesse contrôlé et fiché en particulier dans ses déplacements, aussi bien par la police politique suisse que par son homologue italienne⁴; mais son nom apparaît sur le devant de la scène à la suite de l'affaire de l'*Almanacco socialista-anarchico per l'anno 1900*, édité à Berne en décembre 1899 par le typographe Carlo Frigerio et rédigé en collaboration avec Luigi Bertoni et Émile Held. L'exilé

2. M. VUILLEUMIER: « Le Parti socialiste suisse et la II^e Internationale », in *Solidarité, débats, mouvement, cent ans du Pafli socialiste suisse*, éd. d'En bas, Lausanne, 1988.

3. A. LASSERRE, *La classe ouvrière dans la société vaudoise, 1845 à 1914*, Société académique vaudoise, Lausanne, 1973.

4. Voir G. CASAGRANDE: «Fiches du début du siècle: le cas de Luigi Bertoni», in *Cent ans de police politique en Suisse*, AEHMO, Lausanne, 1992.

italien Nino Samaja y a sans doute collaboré lui aussi: il est arrêté en janvier 1900, mais relâché aussitôt, faute de preuves. Un article anonyme intitulé «Contre la monarchie», écrit par Errico Malatesta, alors en exil à Londres, qui invite toutes les forces républicaines à s'unir pour abattre la monarchie, est peu apprécié du gouvernement italien, qui demande au gouvernement helvétique une intervention répressive immédiate. Ce dernier satisfait servilement à cette requête et les trois responsables sont donc jugés par le Tribunal fédéral de Lausanne en mai 1900, qui est contraint de les acquitter, parce que l'article en question ne remplit pas les critères de propagande anarchiste. La plaidoirie de Bertoni «dura une heure et demie et elle a été, quoiqu'en disent le *Nouvelliste vaudois* et quelque autre feuille réactionnaire, une bonne défense, non dépourvue de connaissances juridiques, bien liée, bien unie et soutenue par un raisonnement toujours logique⁵ ». D'après un autre journal libéral tessinois, «il s'est défendu lui-même. Il professe explicitement son anarchisme. Il dit que le gouvernement fédéral a fait ce procès à l'incitation de la légation italienne. Il affirme que le gouvernement italien provoque à la révolte et que les anarchistes soutiendront cette révolte. Plutôt que de rédiger l'acte d'accusation contre les inculpés, il eût mieux valu le rédiger contre les rois»⁶.

Bien que les 1 200 almanachs séquestrés restent confisqués, les anarchistes italiens résidant en Suisse exultent, conscients du fait que la propagande anarchiste est désormais possible, avec le soutien officiel des compagnons suisses, au grand jour. Sans l'appui officiel de citoyens suisses, il n'a en effet jamais été possible aux étrangers, comme nous l'avons vu, de faire paraître des publications subversives en Suisse sans encourir une expulsion. Mentionnons, à titre d'exemple, *L'Agitatore* de Neuchâtel (12 numéros parus), un journal auquel Bertoni ne collabore pas: il est interdit en 1898 suite à l'attentat de Luigi Luccheni contre l'impératrice d'Autriche, qui a eu lieu le 10 septembre à Genève; on expulse alors 75 Italiens, anarchistes ou présumés tels, parmi lesquels les rédacteurs du

5. C. MAGGINI, *Gazzetta Ticinese*, 30.5.1900.

6. *Il Dovere*, 30.5.1900.

périodique, Giuseppe Ciancabilla et Domenico Zavattero. Deux mois après le procès, en juillet 1900, se fonde *Le Réveil socialiste-anarchiste/Il Risveglio socialista-anarchico*, qui comptera parmi les organes anarchistes les plus durables et les plus importants au niveau international dans la première moitié du xx^e siècle.

Il s'agit au début d'un bimensuel bilingue qui se transformera ensuite, du 12.3.1910 jusqu'en 1940, en deux bimensuels vendus séparément, de quatre pages chacun. Le titre initialement proposé par les fondateurs, *La Solidarité* (et, probablement, *La Solidarietà*), n'a pas été accepté par la Chancellerie cantonale, parce que le même titre avait déjà été déposé par un autre éditeur. Quoique les deux périodiques aient une orientation commune, ils ont une fonction différenciée, parce qu'ils ne s'adressent pas au même public, ils ne traitent pas nécessairement des mêmes sujets, il est rare que les mêmes articles y figurent: *Il Risveglio*, à l'origine rédigé surtout par des exilés, ensuite par des ouvriers immigrés, s'adresse à la nombreuse colonie italienne en Suisse, alors que *Le Réveil* s'adresse à la Suisse francophone. Les abonnements annuels dépassent le millier. Les numéros spéciaux, par exemple ceux publiés pour le Premier Mai, ont des tirages d'environ 8 000 à 10 000 exemplaires; de 1918 à 1930, les deux périodiques publient, pour le Premier Mai, et surtout en première page, les gravures d'Alexandre Mairat. Outre ces deux périodiques, les Éditions du *Réveil/Il Risveglio* publient plusieurs livres et brochures ainsi que des estampes et des cartes postales. Bertoni publiera aussi en 1927 et 1928, pour le Premier Mai, *Ticino Libertario*, en collaboration avec les anarchistes tessinois. Jusqu'à leur interdiction, décrétée en août 1940 par le Conseil fédéral, les deux périodiques auront été en moyenne diffusés à 4 000 exemplaires.

Outre Luigi Bertoni, responsable des deux bimensuels, on trouve parmi les fondateurs et les premiers collaborateurs du *Risveglio* quelques réfugiés italiens, comme Lavinio Barchiesi, Mario Basadonna, Vivaldo Lacchini, Nino Samaja, Felice Vezzani (depuis la France), que rejoignent Antonio Cavallazzi, Pietro Tempia et Giuseppe Tonetti; au *Réveil*, on rencontre des vétérans de la Fédération jurassienne, tels Georges Herzig, Louis Pindy et Eugène Steiger,

qui côtoient la nouvelle génération des anarchistes suisses: Georges Biolley, Émile Held, Jean Karlen, Otto Karmin, Karl Steinegger, vite rejoints par Henri Bornand, Frédéric de Spengler, Joseph Karly, François Rouge et Jean Wintch⁷.

Dès le premier numéro, les rédacteurs précisent leur orientation socialiste anarchiste «pour la lutte de classes, pour une vie d'hommes libres et égaux», selon laquelle l'association «est un fait biologique, une nécessité sociale. À notre avis, on ne peut concevoir l'homme sans le concevoir comme homme associé»⁸. Ils incitent vivement les libertaires à entrer dans les syndicats: «D'aucuns, qui se disent anarchistes et, le plus souvent, le sont réellement, ne s'inscrivent pas dans leurs syndicats respectifs et s'en tiennent à l'écart, parce que, selon eux, il s'agit d'organisations autoritaires qui ne servent qu'à faire le jeu des politiciens de métier. Et cela est partiellement vrai; mais c'est pour donner une autre orientation au mouvement professionnel, pour le soustraire à l'influence de prédicateurs des réformes légales trop rusés ou trop naïfs, pour le mettre lui aussi sur la voie révolutionnaire, que nous devons tous entrer dans les syndicats, où notre tâche sera tout sauf facile, mais sans aucun doute féconde⁹».

Peu après la parution des premiers numéros, on donne de la situation du mouvement anarchiste en Suisse la description suivante: «À part les socialistes-anarchistes italiens, disséminés un peu en toute l'Helvétie, et qu'on pourrait chiffrer à un millier au moins, on peut parler des "sympathiques", tout aussi nombreux. À ce contingent, joignez une centaine de camarades allemands, autrichiens, français, et vous aurez le bilan des révolutionnaires étrangers. [...] Quant aux anarchistes essentiellement suisses, une activité bienfaisante semble s'emparer d'eux» et le groupe anarchiste de Lausanne appelle à la propagande dans les casernes – par l'insubordination, les protestations et les refus de servir, collectifs

7. Nous ne mentionnons ici que les fondateurs et les collaborateurs réguliers en 1900 et 1901. Voir les notices en index.

8. La Rédaction, *Il Risveglio*, 7.7.1900.

9. «Gli anarchici e i sindacati», in *Il Risveglio*, 7.7.1900.

et individuels – et, surtout, à l'agitation dans les syndicats, en faveur de la grève générale, expropriatrice et révolutionnaire. On signale l'existence de groupes anarchistes de langue française à Lausanne, Genève, Neuchâtel, Saint-Imier et La Chaux-de-Fonds; de langue allemande à Zurich, Berne, Lausanne et Genève; de langue italienne à Lugano, Bellinzone, Lausanne, Genève, Lucerne et Zurich¹⁰.

AGITATEUR ANARCHISTE ET «GRÉVICULTEUR» – Le soir, lorsqu'il a fini son travail de typographe, et en fin de semaine, on trouve Bertoni dans de nombreuses villes suisses, invité par des cercles culturels, des syndicats, des groupes anarchistes et socialistes; il participe chaque année à une centaine de réunions, conférences et débats, qui inciteront à la fondation de nombreux groupes anarchistes de langue italienne: au nombre de dix en 1902, vingt-sept groupes seront actifs en 1915. Les campagnes vigoureuses qu'il mène en faveur du droit d'asile, qui sont aussi une des suites de l'attentat de Gaetano Bresci contre le roi Umberto I^{er}, le 29 juillet 1900, causent bientôt des ennuis au périodique, souvent séquestré aux frontières et interdit de vente dans les kiosques. Bertoni et ses compagnons justifient l'acte de Bresci, parce qu'il touche en la personne du roi les institutions de classe qu'il représente et parce que cet acte de protestation individuel est motivé par une protestation au nom de la collectivité outragée; en revanche, ils portent un jugement tout différent sur le terrorisme, qui vise des inconnus sans faire la différence entre les innocents et les coupables, et qui est pratiqué clandestinement.

Le 30 avril 1901, la police autrichienne a déjà séquestré à Trieste 400 exemplaires de l'opuscule de Bertoni, *Primo Maggio, il suo passato, il suo avvenire*, sur l'indication de la police politique qui contrôle les expéditions effectuées par Bertoni et Mario Basadonna depuis

10. Le groupe révolutionnaire de Lausanne: «Le mouvement en Suisse», in *Les Temps Nouveaux*, suppl. littéraire, n^{os} 26 et 27, et Nino Samaja, «Conditions de la propagande anarchiste en Suisse», *idem*, n^o 31, Paris 1900. Ces deux articles sont des rapports préparés pour le Congrès ouvrier international qui devait se dérouler à Paris du 19 au 22 septembre 1900, mais qui fut interdit par les autorités.

Genève¹¹. L'interdiction de vendre le journal dans les kiosques du canton de Vaud est encore plus rapide: elle intervient dès le deuxième numéro, sur ordre du Département de justice et police.

En effet, parallèlement au travail de propagande que mène *Le Réveil/Il Risveglio* en faveur de la pensée antiautoritaire, de l'associationnisme et du syndicalisme, une autre activité s'avère très importante. Face aux nombreuses expulsions de syndicalistes et d'ouvriers étrangers, Bertoni devient le promoteur du Groupe pour la défense de la liberté d'opinion – constitué à Genève le 25 juillet 1901 lors d'une assemblée regroupant 250 anarchistes, socialistes et syndicalistes – qui s'occupe de recueillir des fonds et d'informer le mouvement ouvrier et l'opinion publique sur les méthodes anti-socialistes et liberticides de la police suisse. Ainsi, en mai 1898, 250 immigrés ont été remis à la Garde royale italienne sur ordre du gouvernement tessinois, parce qu'ils avaient l'intention de se rendre à Milan par solidarité avec leurs camarades massacrés lors des soulèvements récents. Lors de la grève genevoise de juillet 1898, les expulsions d'étrangers ont été nombreuses; en juillet 1901, à Brigue, les grévistes du tunnel du Simplon sont amenés à la frontière menottes aux poings, sous le coup d'une inculpation pour... vagabondage. En novembre 1900, le syndicaliste italien Vittorio Jaffei a été incarcéré à Bellinzone, à la demande du gouvernement italien, accusé de complicité dans le meurtre du roi Umberto – pour la seule raison qu'il avait envoyé une lettre de félicitations à Gaetano Bresci – avant d'être remis, en avril 1901, aux autorités italiennes, qui le libéreront peu après. Mentionnons encore l'arrestation, à l'occasion du Premier Mai 1901 à Chexbres, des syndicalistes Ernest Bischoff et Noli, immédiatement sortis de prison à la demande de la foule en fureur.

Bertoni s'occupera aussi, en 1903, de l'expulsion du canton de Berne du socialiste Benito Mussolini, qui se trouve en Suisse de 1902 à 1904. Bien des années plus tard, Bertoni évoquera leur première rencontre, le 13 mai 1903: «Ce dimanche-là, je me trouvais à Berne,

11. Sur cette brochure, voir les commentaires de Maurice DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai*, op. cit.

au Bierhübeli, pour une conférence fixée comme à l'ordinaire quinze jours à l'avance et ignorais aussi bien l'existence d'une grève que la présence de Mussolini. Mon exposé terminé sur «Réforme et Révolution», sauf erreur, Mussolini s'approcha de moi, me dit son nom et, m'apprenant qu'il y avait une grève, m'invita à en dire quelques mots et surtout à engager les grévistes à participer le lendemain à un cortège dans les rues malgré l'interdiction de la police. Je lui répondis que j'allais bien volontiers faire un appel à la solidarité, mais que, rentrant le jour même à Genève, je ne pouvais engager à courir un risque auquel je ne participerais point. Mussolini le comprit fort bien, et après que j'eus repris la parole pour conseiller aux grévistes la résistance, l'union et la vigilance, il parla à son tour pour appuyer mes paroles et inviter à passer outre le lendemain à l'interdiction policière.»¹² Mussolini, pour sa part, garde du Tessinois ce souvenir: «C'est la bête noire de la bourgeoisie helvétique. Je l'ai connu à Berne en 1903: grand, sec, au nez proéminent, aux traits anguleux, imberbe. Il tient de l'ascète. Il parle et écrit, avec beaucoup de correction, l'italien et le français. Sa culture historique et sociologique est très vaste. C'est un des meilleurs esprits de l'anarchisme international. Ouvrier. Huit heures par jour, il travaille comme typographe et il lui reste le temps d'écrire un journal et de faire des tournées de propagande. Son activité est prodigieuse. Le groupe éditorial du *Réveil* est son œuvre [...]. En 1904, nous nous sommes rencontrés plusieurs fois à Genève [...]. Il hait le fonctionnarisme ouvrier, les *permanents*, les professionnels et il n'a jamais voulu abandonner la casse du compositeur. C'est un esprit désintéressé»¹³. En 1904, Mussolini,

12. L. BERTONI: «Rectification au journal «Die Nation», Berne», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 33, février 1942. Pour d'autres informations concernant cette expulsion, voir la lettre de Mussolini dans *Il Risveglio* du 18.7.1913.

13. «Uno che c'è stato», in *La Folla*, 25 août 1912. «Répétons le une fois encore, Mussolini n'a jamais été maçon. On peut s'improviser ministre, de n'importe quel ministère, mais le métier de maçon, comme tout autre métier honnête, demande un apprentissage. Mussolini a été durant quelques semaines manœuvre du bâtiment et membre du *Fingerverein*, la société du doigt. En d'autres termes, il avait appris à simuler des accidents de travail en se blessant volontairement à un doigt», L. BERTONI, in *Il Risveglio*, 25.7.1931.

peut-être pour remercier les camarades anarchistes de leur solidarité, traduit gratuitement en italien les *Paroles d'un Révolté* de Pierre Kropotkine pour les éditions du Réveil; en 1911 il traduit pour les mêmes éditions, cette fois-ci contre rétribution, le premier volume de *La Grande Révolution* de Kropotkine.

En janvier 1902, la publication d'un entrefilet anodin¹⁴ dans le *Risveglio*, à propos de la responsabilité de la monarchie italienne, provoque un incident diplomatique entre la Suisse et l'Italie: en effet, la Monarchie n'est en rien satisfaite par la réponse du gouvernement helvétique, qui lui dit ne pas pouvoir intervenir pénalement en l'absence d'une plainte formelle de la part de l'Italie et d'une garantie de réciprocité. À la suite de continuelles protestations et accusations de la part de l'Italie, l'ambassadeur de Suisse à Rome, Carlin, avait demandé le remplacement de Silvestrelli, diplomate italien à Berne, qu'il considérait incompetent, afin que les rapports entre les deux États puissent se rétablir. Le Conseil fédéral interrompit ses relations avec Silvestrelli, alors que l'Italie, par rétorsion, rompit avec Carlin, qui fut contraint de rentrer en Suisse. Par la suite, l'Allemagne parvint à réconcilier les deux gouvernements, en obtenant de la Suisse la promesse d'édicter une loi contre la propagande anarchiste¹⁵. Cette promesse sera tenue par la promulgation d'un nouvel article du Code pénal fédéral punissant l'apologie du délit anarchiste (un article que ses adversaires nommèrent ironiquement «Lex Silvestrelli»), entré en vigueur quelques années plus tard, le 30 mars 1906.

À Genève, la loi sur les conflits collectifs, promue par le Parti socialiste ouvrier, se heurte au mécontentement des vingt-cinq syndicats organisés dans la Fédération des sociétés ouvrières¹⁶ et Bertoni, comme délégué du Syndicat des typographes, évoque dans

14. HURSUS (Antonio CAVALLAZZI): «Brevi note», in *Il Risveglio*, 18.I.1902.

15. Pour quelques précisions sur cette affaire, voir l'article «Mutano i tempi», in *Il Risveglio*, 1.5.1939, ainsi que Pablo CRUCHON et Guillaume LEFEBVRE, «Anarchisme, justice et répression étatique: l'exemple de l'affaire Bertoni», in *Cahiers AETHMO*, n° 26, Lausanne, 2010.

16. Cette fédération a été fondée en 1889; à côté d'elle, il existe une Union ouvrière, réformiste, qui rassemble dix syndicats.

Le Réveil un moment de l'assemblée: «J'ai demandé la parole et expliqué en quelques mots qu'une loi dans le genre de celle qui nous était proposée ne pouvait aboutir qu'à une restriction du droit de coalition. Or la grève étant, malgré tout, une des armes les plus puissantes à notre disposition, il ne fallait pas s'en laisser priver» et il propose de faire abroger la loi par l'action directe, il faut «la violer, passer outre, se moquer absolument de l'œuvre de quelques parlementaires. [...]. Oui, prouvons par le fait, en la violant, que la nouvelle loi est insupportable, tellement elle est mauvaise. Qu'un syndicat donne l'exemple, et si nos autorités osent sévir, répondons par une grève générale de tous les syndicats, de toutes les corporations, de tous les ouvriers¹⁷.» L'action directe, les luttes «extralégales», la grève générale, le syndicat comme moyen de lutte et d'éducation révolutionnaire, voilà quelques-uns des concepts fondamentaux du nouveau syndicalisme défendu par les anarchistes: «Nous ne pouvons être complètement légalistes qu'à la condition d'être injustes. Les lois économiques de la bourgeoisie, comme toutes les autres, ne font que légitimer un certain nombre de violences commises pour le plus grand profit des plus forts; ce n'est donc qu'en dehors de la légalité qu'on peut rechercher la justice¹⁸.» En même temps, «tout en restant fermement attachés à l'idée de grève générale – comme le moyen le meilleur, mais non pas unique, de nous libérer de tout ce qui contribue à renforcer le joug qui pèse sur nos épaules – nous nous sommes gardés de négliger la propagande éducative, qui sert en même temps à ennoblir la masse et à lui faire prendre conscience de ses droits et de ses forces»¹⁹.

Le 1^{er} mai 1902, la Fédération des sociétés ouvrières fonde un hebdomadaire de lutte, *L'Émancipation*, qui dans la pratique épaula *Le Réveil*, en exerçant une fonction complémentaire. Ses deux rédacteurs responsables sont les anarchistes Émile Held et Jean Karlen. Outre Bertoni, Herzig et Steinegger, le journaliste libertaire Louis Avennier et quelques syndicalistes socialistes, dont John

17. L. BERTONI: «Violons la loi», in *Le Réveil*, 30.3.1901.

18. L. BERTONI: «Questioni economica», in *Il Risveglio*, 31.8.1901.

19. L. BERTONI: *Il Risveglio*, 3.8.1901.

Croiser, en sont les collaborateurs réguliers. Le journal, qui paraît jusqu'au 30 avril 1904, se fait l'expression du nouveau syndicalisme, un syndicalisme révolutionnaire qui s'est déjà développé en France grâce à la Confédération générale du travail et aux Bourses du travail et pour lequel le boycottage, le sabotage et la grève deviennent des instruments indispensables pour préparer l'émancipation des producteurs et pour pouvoir abattre simultanément aussi bien l'État que le capitalisme au moyen de la grève générale expropriatrice. Auparavant, Bertoni avait déjà répondu aux réformistes, qui continuaient d'affirmer que «l'essentiel n'est pas la grève, mais l'organisation», que «si nous, ouvriers, nous nous organisons, c'est précisément pour lutter et notre meilleure arme dans la lutte économique, c'est encore la grève»: il insiste particulièrement sur le fait qu'il faut absolument éviter de confondre la lutte de classe avec «le fait d'aller voter pour des candidats qui sont en majeure partie bourgeois dans leur vie économique, quand ce n'est pas également dans leur vie politique»²⁰. Il n'ignore pas que «la plupart des ouvriers ne voient dans le syndicalisme qu'une œuvre d'adaptation au système économique bourgeois au lieu que la suppression de ce même système. [...] la lutte est presque toujours pour un intérêt de corporation, rarement pour un intérêt de classe», alors même que la bourgeoisie veille et cherche de toutes les façons possibles «à *légaliser*, bien *légaliser* le mouvement ouvrier»²¹. Le syndicat ne peut être ni socialiste, ni anarchiste: «nous n'avons jamais *confondu* l'action de notre groupe avec celle d'un syndicat quelconque. Les *confusionnistes légalitaires*, par contre, ont toujours voulu laisser croire que leur course au mandat et même au portefeuille s'identifiait au mouvement ouvrier»²². Il souhaite que les ouvriers comprennent enfin que le suffrage universel est un moyen de domination: «Faisons que l'abstention ne reste pas simplement passive, mais devienne

20. Dans ce cas, la note polémique est dirigée contre le socialiste italien Filippo Turati, à la suite d'un article paru dans *l'Avanti!*; voir L. BERTONI in *Il Risveglio*, 14.9.1901.

21. L. BERTONI: «Le mouvement ouvrier I», in *Le Réveil*, 5.7.1902.

22. L. BERTONI: «La nouvelle conférence anti-anarchiste», in *Le Réveil*, 2.8.1902.

active et signifie non pas résignation au pouvoir politique, mais négation de ce même pouvoir²³.»

Après avoir précisé ces points fondamentaux, Bertoni part aussi en guerre contre le «fonctionnarisme», c'est-à-dire contre les secrétaires syndicaux rémunérés, qui jouent un rôle dangereux, parce qu'ils créent à l'intérieur des organisations syndicales une nouvelle classe bureaucratique et privilégiée, dont les intérêts s'opposent à ceux des affiliés: «...au moment de l'action, l'homme qui se sent responsable pour toute une foule hésitera bien davantage que l'homme qui n'a d'autre responsabilité que la sienne. Et cela, même en admettant que notre chef soit incorruptible, ce qui n'a pas été souvent le cas! [...] La plus large participation de tous à l'œuvre commune et la suppression toujours croissante des délégations et des représentations, voilà la tendance qui doit guider le syndicat²⁴.»

En août 1902 Genève est en ébullition à cause du licenciement de 44 traminots et, après des grèves et interruptions de travail, 300 grévistes de l'entreprise sont licenciés. La Fédération des sociétés ouvrières proclame le 8 octobre une grève générale de solidarité, à laquelle adhèrent trente et un syndicats: c'est en Suisse la première grève générale locale, à laquelle participent 15 000 ouvriers, alors que la ville est placée en état de siège avec 3 500 soldats. Notons que 321 soldats refusent de se présenter et que dix-huit d'entre eux sont condamnés à des peines d'emprisonnement²⁵. On compte cinquante blessés lors des affrontements entre les soldats et les grévistes; 250 grévistes sont arrêtés et 110 d'entre eux, étrangers ou confédérés, sont expulsés. Le premier jour de la grève, trente étrangers sont immédiatement amenés à la frontière. Le gouvernement genevois, tentant de vider le canton de ses subversifs, réussira à expulser 1 400 personnes dans la seule année 1903.

Bertoni est arrêté deux jours plus tard, avec les autres membres du comité de grève, dont l'anarchiste Karl Steinegger et le socialiste

23. L. BERTONI: «Le suffrage universel», in *Le Réveil*, 2.8.1902.

24. L. BERTONI: «Le Mouvement ouvrier III», in *Le Réveil*, 16.8.1902.

25. Voir C. BAILAT, «Le procès des réfractaires lors des grèves de septembre-octobre 1902 à Genève», in *Cahiers AEFMO*, n° 26, Lausanne 2010.

John Croisier, sous l'inculpation de « crimes contre la sécurité interne de l'État ». Il décrit le moment de l'arrestation à son cousin Brenno: « J'allais achever mon dîner lorsque le local où nous nous trouvions fut envahi par une vingtaine d'agents. Nous fûmes enlevés, bousculés, frappés, traînés dehors, où une vingtaine de gendarmes coururent à notre rencontre et, bien qu'ayant déjà les menottes aux poings et maintenus par deux agents, le bal recommença. Les gendarmes aussi, et c'était bien juste, voulaient être de la fête. Les tiraillements, les coups, les bourrades recommencèrent²⁶. » Au procès du 12 novembre, il est condamné à un an de détention, en tant que responsable et fauteur des désordres, alors que Steinegger et Croisier écopent respectivement de huit mois et trois mois avec sursis. Il apparaît avec tant d'évidence que la « justice » a voulu se venger de Bertoni que tous les syndicats genevois se mobilisent en sa faveur: ils récoltent en quelques jours 4466 signatures de citoyens suisses demandant l'amnistie, signatures qui seront ensuite remises au Conseil national. Dans leur assemblée du 11 novembre 1902, les syndicats genevois prennent l'entière responsabilité de la grève et des désordres, déclarant « que les décisions prises pendant la grève l'ont été après acceptation formelle de la Commission; qu'en conséquence les actes relevés à la charge de nos camarades doivent tout aussi bien être attribués aux autres mandataires de la classe ouvrière. » Dans les organisations ouvrières, l'importance de la composante anarchiste est de plus en plus évidente, comme en témoigne aussi John Croisier, syndicaliste socialiste et membre du comité de grève, qui avoue, lors de son interrogatoire de police, avoir dû s'élever contre le langage violent de Bertoni et Steinegger, sans pouvoir diminuer leur influence²⁷. Le mouvement de protestation s'élargit et implique aussi différentes associations culturelles, dont la colonie tessinoise de Genève, qui demande au Grand Conseil la libération de Bertoni. Enfin, la menace d'une grève générale de

26. Lettre inédite en français de Luigi Bertoni, écrite de la prison à son cousin Brenno Bertoni [début octobre 1902]. CIRA.

27. « Déclaration [des syndicats ayant adhéré à la grève générale] », in *Le Réveil*, 23.11.1902. Notes manuscrites (en français) de L. Bertoni, prises par Bertoni à la lecture des procès-verbaux, CIRA.

protestation prévue pour le 1^{er} mai – sans aucun soutien du Parti socialiste – débloque la situation: Bertoni est amnistié le 5 mars 1903, bien qu'il n'en ait pas fait personnellement la demande, après 132 jours de détention. Durant cette période, le médecin Georges Biolley, qui avait étudié quelques années à Turin, assume la responsabilité éditoriale de la partie italienne du périodique, tandis que Georges Herzig assure la rédaction en français.

En juillet 1903, invité à l'assemblée qui sera décisive pour la grève du bâtiment à Genève, Bertoni est nommé secrétaire – non rémunéré – de la Fédération des syndicats ouvriers (il s'agit de la nouvelle organisation résultant de la fusion, après la grève générale, des deux unions locales existantes). Lors de cette grève sauvage, à laquelle participent 3 000 ouvriers et qui touche 130 chantiers (et qui «s'accompagne» à nouveau de l'arrestation du comité de grève et d'une centaine d'expulsions), les boutiquiers refusent de faire crédit aux grévistes; pour leur fournir, à eux-mêmes et à leurs familles, au moins un repas quotidien, on recourt à la pratique éprouvée des «cuisines communistes», qui, durant tout le conflit, deviennent un important lieu de rencontre et d'animation. Lucien Tronchet raconte à ce propos que «sans ostentation, Louis Bertoni avait pris un engagement avec le boulanger dont le four se trouvait être dans la maison où habitait la famille où logeait Louis, c'est ainsi que chaque jour le boulanger cuisait une fournée supplémentaire de pain pour les grévistes. Ce que l'on ne sait pas, c'est que Louis acquitta la dette chez le boulanger, par de petits versements personnels qui durèrent pendant de nombreuses années»²⁸.

En novembre de la même année, seule une partie du patronat ayant accepté d'améliorer les conditions de travail, la grève du bâtiment de Genève reprend, mais elle se conclut par un échec complet; Bertoni avoue avoir été «opposé à ce mouvement, non par amour de l'ordre bourgeois, mais parce que je ne savais que trop combien les forces ouvrières étaient épuisées» et c'est seulement sur l'insistance

28. L. Tronchet: *Un penseur anarchiste...*, *op. cit.*, p. 4. Voir aussi l'article anonyme: «Il Comizio di Protesta», in *Il Risveglio*, 2.11.1918, dans lequel on souligne l'importance de la dette, qui se montait à 13 000 fr. Le livre de comptes des cuisines communistes est conservé au CIRA à Lausanne.

des ouvriers qu'il participe à l'assemblée du 12 novembre. En effet, convaincu «qu'un nouveau mouvement n'avait aucune chance de succès» et qu'en conséquence il ne saurait le recommander, il tient le langage suivant: «Camarades, je ne voudrais pas décourager un acte d'énergie, si vraiment vous vous sentez capables de l'accomplir. Mais représentez-vous toutes les difficultés d'une reprise de la grève et songez que vous ne pourriez plus compter que sur vos propres forces. Que chacun de vous qui veut répondre *oui* compte surtout sur lui-même et non pas sur les autres²⁹.»

Dans ces années, Bertoni continue d'insister sur la question des grèves, en particulier sur la lutte contre le caractère exclusif de la pratique réformiste des syndicats et sur l'importance de la grève générale: «Le moment est venu de nous débarrasser de la conception bourgeoise de la lutte économique réformiste, pour explorer la grève générale révolutionnaire, avec toutes ses conséquences, dont la première est l'expropriation de la bourgeoisie³⁰.» Il remarque que «le mouvement ouvrier en Suisse, du reste comme partout, tend à se soustraire à la direction du Parti social-démocrate, dont l'embourgeoisement a désormais dépassé les prévisions les plus pessimistes»; le moment est favorable pour un développement du syndicalisme révolutionnaire, aussi au niveau organisationnel, et Bertoni sera bon prophète: «nous pouvons en somme espérer voir fleurir une agitation semblable à celle de la vieille Fédération jurassienne»³¹.

Par la suite, il précise la tâche des anarchistes dans les syndicats: leur participation au mouvement ouvrier «doit se proposer de maintenir celui-ci sur le terrain de la lutte de classe et de l'action directe, extraparlamentaire, en combattant toute intervention législative. Au réformisme que les besoins immédiats [leur] imposent, [ils doivent] donner un caractère extralégal, en repoussant toute institution d'arbitrage qui ne constituerait qu'une reconnaissance

29. L. BERTONI, *Leur Grève et la nôtre, réponse au «Journal de Genève»*, Éd. du Réveil, Genève, 1907.

30. L. BERTONI, *L'émancipation*, Genève, 16.5.1903.

31. L. BERTONI: «Il movimento operaio in Svizzera», in *Il Pensiero*, Rome 10.12.1903.

de la légitimité des rapports d'employeur à employé, de patron à salarié, de maître à esclave»³², et cela aussi parce que les ouvriers «ne veulent plus *s'entendre* avec le pouvoir, mais *lutter* contre le pouvoir. Ils ne croient pas que l'État bourgeois puisse subventionner des institutions dirigées contre lui, et qui tendraient à *supprimer* l'exploitation capitaliste, et non simplement à la *régulariser*. Quant aux soi-disant représentants du prolétariat qui n'ont jamais fait que rassurer la bourgeoisie en prêchant la résignation dans l'attente de *bonnes lois*, comme d'autres la prêchent dans l'attente du paradis, ils ne trouveront bientôt plus de dupes pour les élire»³³. Peu avant cette polémique avec le socialiste genevois Jean Sigg, Bertoni s'en était pris au vétéran Herman Greulich (qui s'était clairement opposé aux grèves dans sa brochure *Où voulons-nous aller ?*), émaillant son article de considérations ironiques: «Nous ne voulons pourtant pas faire une longue biographie du *vénérable* Greulich, ainsi que l'appelait *La Suisse*, charmée de son patriotisme. Il nous suffira de rappeler que ses idées sur la propriété, l'État, la famille et la religion ont été approuvées par toute la presse conservatrice et bourgeoise et que le *Journal de Genève*, notamment, a dit de lui que «son socialisme est fort acceptable». Nous n'en doutons point. Mettez un conservateur dans un milieu ouvrier, jamais il n'osera y faire des affirmations aussi réactionnaires que celles du vieux bureaucrate, appelé, sans doute par ironie, vieux lutteur.»³⁴

Mais Bertoni ne s'oppose nullement aux réformes: «À quelle occasion, demande-t-il, ai-je soutenu qu'il ne faut pas de réformes? J'ai dit, et je le répète encore, qu'elles sont insuffisantes, souvent illusoires, mais elles peuvent constituer une excellente école révolutionnaire lorsqu'elles sont préconisées sur le terrain extralégal et obtenues grâce à l'action directe»³⁵.

32. L. BERTONI: «Organisation Ouvrière et Anarchisme IV», in *Le Réveil*, 10.12.1904.

33. L. BERTONI: «L'adjoint romand [au Secrétariat ouvrier suisse]», in *Le Réveil*, 22.4.1905.

34. L. BERTONI: «L'organisation ouvrière I», in *Le Réveil*, 19.12.1903

35. L. BERTONI: «Otto o nove ore», in *Il Risveglio*, 10.2.1906.

LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE (FUOSR) – La déception face au socialisme et au syndicalisme réformistes, incapables de comprendre les exigences nouvelles, ainsi que la conscience du fait que les organisations ouvrières existantes n'ont aucun projet de transformation concrète et aucune volonté ou rêve de révolution ouvrent un large champ aux forces plus radicales. Durant l'année 1905, les militants syndicalistes romands de la tendance révolutionnaire se rencontrent plusieurs fois; en juillet, une réunion préliminaire rassemble à Lausanne les Unions ouvrières des principaux centres industriels romands, et la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande (FUOSR) est fondée à Neuchâtel en octobre. Elle regroupe tout d'abord les Unions ouvrières de Lausanne, Vevey et Nyon et le Syndicat des maçons de Peseux, que rejoignent peu après les Unions de Sion, Montreux, Fribourg, Neuchâtel, Yverdon et Serrières. Dans ses meilleures années, entre 1907 et 1908, la FUOSR représentera quatre-vingts syndicats, soit 7 000 syndiqués.

L'Union syndicale suisse (USS), la plus grande organisation syndicale réformiste, représente en 1908 40 000 affiliés (des fédérations importantes, comme celle des cheminots et celle des ouvriers du bâtiment italiens, sont encore autonomes). Certaines Unions ouvrières, comme celle de La Chaux-de-Fonds, où les réformistes exercent l'hégémonie, décident de ne pas adhérer à la FUOSR, ayant constaté, après son premier congrès, sa volonté d'autonomie, et donc sa volonté de constituer de façon latente une solution de remplacement à l'USS, ainsi que ses choix antiétatiques et antiparlementaires. La FUOSR est constituée en majeure partie d'ouvriers du bâtiment et de typographes. Parmi les agitateurs de premier plan de ce nouveau syndicalisme révolutionnaire, mentionnons ceux qui viennent des rangs socialistes: à Lausanne, les frères Louis et Henri Baud (typographes), Ernest Bischoff (maçon), Édouard Jaques (tapissier), Edmond Jaccard (ébéniste), Louis Dallemagne (libraire), Pierre-Louis Aspesi (forgeron), Léon Paris (menuisier), Alfred Reymond (électricien), Henri Blanc (qui écrit dans *La Voix du Peuple* sous le pseudonyme de L. Gabarit), Alfred Sinner; à Genève,

Louis Avennier (journaliste) et le tessinois Giovanni Devincenti (peintre en bâtiment, un des rares membres de la FUOSR à rester membre du Parti socialiste, à la section tessinoise de Lausanne³⁶). Parmi les anarchistes, nous avons déjà mentionné Bertoni, Georges Herzig (comptable), Auguste Rouiller (gypcier-peintre), Joseph Karly (dessinateur lithographe), Émile Held (typographe), Tell Brandt, Henri-Ernest Bornand (peintre en bâtiment), Alfred Amiguet (électricien), Jean Wintsch (médecin), Gustave Noverraz (typographe); et entre Saint-Imier et La Chaux-de-Fonds, Alcide Dubois, Jules Coullery, Ernest Droz, Émile Flotron, Aimé Bovet et Auguste Spichiger, tous dans les métiers de l'horlogerie. On trouve encore à Fribourg, Jules Schneider et Jules Erlebach; en Valais, Clovis Pignat et Guillaume Métrailler qui va s'établir à Genève; à Vevey, Charles Rouiller (horloger); à Genève, Louis Bopp (charpentier), Emilio Frassati; à Lausanne, Segond Casteu (typographe), Paul Merli (manœuvre), Jules Fernekès (menuisier), C. Jeanrichard, Jules Bignasci (maçon), Théodore Rochat (enseignant), d'autres encore.

Les statuts définitifs, que Bertoni, Rouiller et Karly présentent le 28 janvier 1906 au troisième congrès de la fédération, à Vevey, sont acceptés à l'unanimité, alors que James Guillaume, l'ancien animateur et historien de la Fédération jurassienne, écrit de Paris: «L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Cette phrase, vous en avez fait la devise de votre organe [*La Voix du Peuple*]: on est donc en droit de dire que la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande n'est autre chose que la résurrection de l'Association internationale des travailleurs – comme l'est en France la Confédération générale du travail³⁷.» Cependant, Guillaume ne parviendra pas à mener à bien son intention de constituer, sur l'exemple français, une fédération des unions ouvrières liée à la Fédération des métiers et de l'industrie (USS), malgré ses nombreux contacts avec des syndicalistes socialistes, tels Charles Naine, Achille Graber, Henri Viret ou Robert Grimm, qui restent ancrés dans le réformisme et l'électorisme de l'USS et du PSS.

36. Voir G. BOTTINELLI, *Giovanni Devincenti, il sogno di un emigrante*, Lugano, 2001.

37. J. GUILLAUME: «L'Internationale», in *La Voix du Peuple*, Lausanne, 10.2.1906.

Bien qu'ils aient adopté des positions critiques et qu'initialement ils aient eu tendance à conférer un rôle plus important à l'organisation syndicale, ils deviendront vite des adversaires résolus de la FUOSR.

La nouvelle fédération syndicale est explicitement organisée sur des bases libertaires, selon une structure horizontale et fédéraliste:

«Art. 10. – Les Unions ouvrières et les syndicats composant la fédération conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail.»

Le comité fédératif – composé d'un président, d'un vice-président, de trois secrétaires (de langue allemande, française et italienne) et d'un caissier, tous non rétribués – a surtout pour fonction de recueillir et de centraliser les informations concernant les conflits du travail, et d'organiser la propagande, les conférences, les publications et les congrès semestriels. Les intentions de ce nouveau syndicalisme sont exprimées tout aussi clairement par les statuts, qui définissent son but comme l'émancipation économique des travailleurs, un but «auquel doit être subordonné tout mouvement politique», et précisent que les efforts des travailleurs doivent tendre «à réaliser par l'expropriation de la classe possédante la socialisation des moyens de production, de consommation, d'échange et l'abolition du patronat et du salariat»³⁸. Ce syndicalisme a donc l'intention de poursuivre «une active propagande pour l'organisation économique des travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce sur la base du principe de la lutte de classes» et les syndicats adhérents se fixent pour programme la résistance quotidienne, les réformes immédiates et l'éducation socialiste; ils sont les acteurs révolutionnaires dans l'organisation de la grève générale expropriatrice, mais ils veulent constituer dès maintenant les noyaux de la société à venir.

L'hebdomadaire *La Voix du Peuple*, publié à Lausanne dès 1906, puis à Genève de 1912 à 1914, est imprimé par l'Imprimerie communiste à Pully, jusqu'en 1906 à 2 000 exemplaires, puis à 2 700 et à

38. Statuts de la FUOSR, 1906, CIRA.

1 000 dès 1913. La FUOSR publie aussi chaque année, de 1908 à 1913, l'*Almanach du Travailleur*. Le journal est l'organe de combat des syndicalistes de la FUOSR; il fait la chronique locale, nationale et internationale des luttes ouvrières, mais il promeut aussi le néomalthusianisme et les méthodes contraceptives, l'égalité entre les hommes et les femmes, le coopérativisme révolutionnaire, l'antimilitarisme, l'antiparlementarisme et la libre pensée, il informe sur les ravages de l'alcoolisme et sur les maladies professionnelles, il propose des réflexions sur l'éducation rationaliste et antiautoritaire. Bertoni pour sa part ne semble pas enthousiasmé par le néomalthusianisme³⁹; au contraire, le syndicaliste révolutionnaire G. Devincenti et les anarchistes G. Noverraz et S. Casteu en sont de fervents champions. Dès le 5 septembre 1908, la revue *Vie intime* de Valentin Grandjean paraît à l'intérieur de l'hebdomadaire syndicaliste; le Département fédéral des postes en interdira les expéditions dès mai 1909, mais «un camarade médecin» (Jean Wintsch) continuera de donner, sur demande, des informations gratuites sur les méthodes anticonceptionnelles alors que la librairie de la FUOSR envoie sur demande des conseils, des brochures, pratiques ou théoriques, des préservatifs, etc.

Henri Baud, principal animateur de l'Union ouvrière de Lausanne, typographe à l'Imprimerie communiste, est un des nombreux militants déçus par le réformisme politique et syndical; il explique ainsi son choix d'être au côté des anarchistes: «J'ai travaillé côte à côte avec des anarchistes dans le mouvement syndical. Pour mon compte personnel, les étiquettes m'importent peu, pourvu que l'on agisse et que l'on travaille contre le patronat. Maintenant, je suis définitivement fixé: c'est du côté des politiciens que se trouvent les confusionnistes et les désorganiseurs de la classe ouvrière⁴⁰.»

Par ailleurs, des courants individualistes, ou «anti-organiseurs», se manifestent vivement en Italie et dans les deux Amériques, parmi

39. Certains camarades «sont à la fois consternés et stupéfaits de sa répugnance, de son insurmontable aversion pour le néomalthusianisme» (Louis Avennier: *Considérations à propos de l'Affaire Bertoni*, Genève, 1909).

40. H. BAUD: «Les Organiseurs», in *La Voix du Peuple*, Lausanne, 2.3.1907.

les émigrés italiens. Ces mouvements cherchent à s'opposer aussi au syndicalisme, parfois avec un certain succès: «la tendance anti-organisatrice, si chère à certains, n'est que la dernière cause des mille difficultés que l'on rencontre pour réaliser la moindre initiative»⁴¹. En Suisse, certains périodiques de cette tendance, comme *L'Azione anarchica/L'Action anarchiste*, publiée à Genève par Henri-Louis Truan en 1906, en collaboration avec le groupe de langue italienne *Germinal*, ne parviennent à publier que quelques numéros. Plus tard, Bertoni évoquera le petit groupe rassemblé autour du journal *La Rivolta*, publié à Bâle, puis à Lugano, comme «la tentative d'un certain Bartolozzi, qui en Italie était fonctionnaire syndical, mais, en Suisse, s'est transformé en quelques semaines en individualiste, au-delà du bien et du mal, terroriste, etc. Il ne réussit pas à créer de division entre nous»⁴².

«LE DANGEREUX ANARCHISTE TESSINOIS BERTONI DEVRAIT ÊTRE PUNI DE FAÇON EXEMPLAIRE» – Le 8 août 1906, Bertoni est arrêté et inculqué pour l'article «29 luglio», qui marque le sixième anniversaire de l'attentat de Gaetano Bresci, paru anonymement dans *Il Risveglio* du 28 juillet. Son auteur s'exclame, entre autres: «Soulève-toi, comme seul Bresci eut le courage de le faire, contre le régime de misère, de faim et de mort qui nous écrase, et conquiers définitivement le droit à la vie!» Bertoni assume l'entière responsabilité de l'article; son auteur est Felice Vezzani, artiste peintre, résidant en

41. L. BERTONI, *Il Risveglio*, 10.6.1905; dans cet article, Bertoni se réfère surtout à la situation italienne. Les «anti-organisateur» – voir au chapitre 1 – sont individualistes dans leur tactique, c'est-à-dire qu'ils refusent toute organisation spécifique, qu'ils considèrent comme toujours autoritaire, mais, contrairement aux individualistes, ce sont des «communistes anarchistes» quant à leur conception de la société. Ils exerceront une certaine influence dans les années vingt et trente, surtout parmi certains émigrés italiens en Suisse alémanique; le courant individualiste, en revanche, ne trouve pas en Suisse de terrain fertile.

42. L. BERTONI: «Il nostro convegno», in *Il Risveglio*, 12.7.1930. Les responsables du bimensuel *La Rivolta* sont Mario Aldeghi, Ettore Bartolozzi et Giulio Barni; la publication s'arrêtera après un an (1.5.1912 – 1.6.1913). Elle a compté parmi ses collaborateurs, pour quelques articles, le jeune socialiste tessinois Guglielmo Canevascini. Bartolozzi sera expulsé de Suisse à cause d'une conférence donnée à Berne en faveur de la «bande à Bonnot».

France depuis le début du siècle et un des premiers collaborateurs du *Réveil*, sous le pseudonyme de Lux. Les 183 exemplaires non distribués du journal sont mis sous séquestre le 3 août. La réaction immédiate et les pressions du gouvernement italien sont telles que Bertoni, jugé le 26 novembre, est condamné à un mois de détention pour avoir «incité publiquement à commettre des crimes anarchistes» et «fait publiquement l'apologie de crimes de ce genre dans l'intention d'inciter autrui à commettre de tels actes»: dans la pratique, il s'agit de la première application de la fameuse «Lex Silvistrelli», mais aussi de la dernière. Dans sa plaidoirie, après avoir montré que cette loi a été «imposée [...] par une puissance étrangère», l'accusé aborde le sujet de l'apologie du crime, que les classes dirigeantes jugent de façon hypocrite et contradictoire, en fonction de leurs intérêts politiques ou économiques. Un exemple significatif en est la Révolution libérale tessinoise de 1890, au cours de laquelle les «Septembristes» eux-mêmes, tout en pleurant la mort du conseiller d'État conservateur Rossi, aidèrent Angelo Castioni, accusé du meurtre, à se réfugier en Angleterre; «la Suisse ayant demandé son extradition, le Club libéral tessinois Guillaume Tell, à Londres, chargea de la défense de Castioni un ancien ministre du cabinet Gladstone, sir Charles Russell, qui devait mourir Lord Chef de la Justice d'Angleterre. Le juge anglais refusa l'extradition et nos libéraux tessinois payèrent à Russell 100 guinées (2 625 F)». Quoique Bertoni soit loin de blâmer cette solidarité, il se demande s'il n'y a pas dans cette affaire «quelque chose de plus grave que la simple apologie du crime. Lorsque tous ces bons libéraux et radicaux tessinois s'indignent hautement contre les anarchistes, pensent-ils peut-être que la vie d'un conseiller d'État suisse ne vaut pas celle d'un roi étranger?» Il évoque aussi l'assassinat du couple royal de Serbie, en 1903, à l'occasion duquel «le président de la Confédération suisse, Zemp, trouve heureux l'événement qui a remplacé le roi Alexandre I^{er} par le roi Pierre I^{er}», se permettant ainsi de commettre une apologie du crime officielle, et plus qu'explicite⁴³.

43. L. BERTONI: «Cour pénale fédérale, audience du lundi 26.11.1906. Défense du camarade Bertoni», in *Le Réveil*, 1.12.1906.

Mais le patronat et l'État ne sont pas du tout satisfaits de la condamnation: ils voudraient éliminer Bertoni de la place de Genève. Le 7 janvier 1907, le Département genevois de justice et police décrète son expulsion du canton. Pour justifier cette décision, les journaux bourgeois redoublent de violence, attribuant à Bertoni la responsabilité de tous les actes subversifs, des nombreux conflits et grèves qui ont éclaté dans les dernières années: «toute cette agitation a mis en lumière le caractère de l'action exercée par Bertoni. Cette foule cosmopolite, qui l'acclame comme son maître, agit selon la méthode enseignée par le maître, celle de la terreur, de la violence et, là où elle le peut, de la force qui prime le droit»⁴⁴. D'autres écrivent, non sans lyrisme: «nous estimons que, si large que doive être notre hospitalité, elle ne doit pas aller jusqu'à garder dans le sein de notre mère le serpent qui veut lui sucer le meilleur de son lait»⁴⁵. Bertoni, quoiqu'il soit encore incarcéré jusqu'au 26 janvier, dépose le 8 janvier 1907 un recours auprès du Tribunal fédéral, qui confirme la décision du Conseil d'État genevois. Mais le soutien des organisations ouvrières est, comme naguère, décisif: le 17 janvier la Fédération des syndicats ouvriers, l'Union des ouvriers sur métaux, la Libre Pensée, le Cercle coopérativiste et le Groupe du Réveil convoquent une imposante assemblée de protestation, où est adoptée une résolution dans laquelle les présents se déclarent «prêts à défendre *par tous les moyens* les moyens d'action de ceux qui travaillent à l'éducation des masses ouvrières en vue d'une action libératrice»⁴⁶. Le docteur Adrien Wyss y représente les socialistes, Margarethe Faas-Hardegger les syndicats de l'Union syndicale, Charles Fulpius la Libre Pensée. On reçoit même des messages de soutien d'intellectuels français comme Anatole France et Francis de Pressensé, de la Ligue des droits de l'Homme. Même le socialiste

44. *Journal de Genève*, 7.2.1907, cité par L. Bertoni, in *Leur Grève et la nôtre, réponse au «Journal de Genève»*, op. cit.

45. Anonyme, *Réponse à la brochure «Bertoni doit-il être expulsé?»*, Genève, 1907. Cette brochure de l'avocat Vuille, de Genève, prenait la défense de Bertoni; Vuille avait ouvertement accusé les autorités de vouloir l'expulser uniquement pour «délit d'opinion». Le Parti démocratique de Genève publia à 20 000 exemplaires un recueil d'articles du *Journal de Genève* favorables à l'expulsion.

46. «Meeting pro Bertoni...», in *La Voix du Peuple*, Lausanne, 26.1.1907.

neuchâtelois Charles Naine, adversaire notoire de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, avoue que «le cas de Bertoni est un jalon sur la route du progrès». En effet, écrit-il, «il faut absolument que nous vous le disions, citoyens genevois, voici quelque temps, au moins quinze jours, que du haut de notre Jura, nous regardons avec admiration vers les plaines où votre ville est bâtie. Vous venez, en effet, d'accomplir un acte mémorable. Vous venez de renverser un dogme. [...] Le dogme de l'infailibilité gouvernementale»⁴⁷. La menace d'une nouvelle grève générale plane et, le 4 février, elle convainc enfin le Conseil d'État de Genève de faire preuve de magnanimité, c'est-à-dire de suspendre le décret d'expulsion cantonale, même si, pour sauver la face, il décide que «le recourant bénéficiera jusqu'à nouvel ordre d'autorisations de séjour renouvelables tous les trois mois»⁴⁸, un provisoire qui durera... jusqu'à la mort du recourant, en 1947. Cette tentative d'expulsion donne à Bertoni un nouveau prétexte pour approfondir quelques questions légales à propos de la démocratie: «J'avoue que pour me décider à étudier les actes parlementaires et les publications juridiques, il me faut toujours vaincre une vive répugnance. Je n'en ai pas moins reconnu qu'il y a une réelle utilité à de telles études, elles peuvent encore plus que toute autre nous fournir un enseignement anarchiste. Le néant du parlementarisme, le vide des soi-disant réformes, l'hypocrisie des classes dirigeantes nous apparaissent toujours clairement dans la besogne gouvernementale à tous ses degrés»⁴⁹.

En décembre 1906, le Syndicat des ouvriers du chocolat et le Syndicat des ouvriers de l'alimentation s'étaient constitués à Montreux et à Vevey, à l'initiative des ouvriers des fabriques Peter-Kohler et Nestlé. Le 23 mars 1907, Bertoni est invité à une assemblée des chocolatiers de Vevey: «Je fus amené vers le comité des grévistes, qui me pria de ne faire aucune allusion politique ou religieuse, car, parmi leurs adhérents, il y avait beaucoup de femmes. Mes paroles

47. Charles NAINE: «Nous avançons», in *Le Peuple Suisse*, Genève, 21.2.1907.

48. G.H. [Georges HERZIG]: «Trop de politique», in *Le Réveil socialiste-anarchiste*, 9.2.1907.

49. L. BERTONI: *Leur Grève et la nôtre*, op. cit.

ne devaient être qu'un appel à la solidarité et un encouragement à la résistance. Je me trouvai en face d'une foule compacte et vibrante, à laquelle je tins le langage qui m'avait été conseillé, le seul, d'ailleurs, à la portée du public nouveau que j'avais en face de moi»⁵⁰. L'Union ouvrière locale accueille favorablement le discours de l'anarchiste et elle décide de lancer pour le 25 mars une grève de solidarité, à laquelle participeront 5 000 ouvriers, alors que la FUOSR proclame le jour suivant une grève générale à Lausanne, Bussigny et Montreux, qui sera ensuite suivie également dans le canton de Genève. Dans le canton de Vaud, l'armée intervient massivement – huit bataillons, deux escadrons de cavalerie et même, à Aigle, l'artillerie –, elle occupe les Maisons du peuple, les sièges des associations ouvrières et l'imprimerie de *La Voix du Peuple*, elle charge les manifestants et interdit les réunions de tous genres. À Orbe, 46 ouvriers sont arrêtés, à Vevey 51, et condamnés à des peines allant jusqu'à trois mois de détention; de nombreux étrangers et confédérés sont expulsés, alors que l'on compte 500 réfractaires à l'ordre de marche militaire, dont 78 seront condamnés par le Tribunal fédéral. Par la suite, le gouvernement cantonal vaudois sera contraint d'intervenir comme médiateur auprès du patronat, afin de parvenir à un accord entre les parties. Mais ce grand conflit sauvage, au cours duquel 12 000 ouvriers entrent en grève, «surprit les camarades anarchistes lesquels, n'étant prêts à rien, se trouvèrent quelque peu désarmés et durent se borner à prendre part au mouvement sans pouvoir lui imprimer un caractère plus accentué de guerre sociale»⁵¹.

Quelques mois auparavant, en décembre 1906, les anarchistes de Suisse romande, conscients de l'importance d'une organisation spécifique parallèlement à l'organisation syndicale, avaient fondé la Fédération communiste anarchiste de la Suisse romande. Neuf groupes en font partie: La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Saint-Imier,

50. *Le Réveil*, 6 avril 1907.

51. Rapport de Jean Wintsch au Congrès d'Amsterdam, in A. MIÉVILLE et M. ANTONIOLI, *Anarchisme et syndicalisme, le congrès anarchiste d'Amsterdam (1907)*, Rennes et Paris, 1997, p. 146.

Genève, Lausanne, Vevey, Fribourg, Montreux et Valais, représentant deux cents militants. C'est un nombre relativement mince, mais leur rôle dans les organisations syndicales est considérable et la pensée libertaire bien diffusée. La Fédération publie en 1907 une brochure, *Manifeste aux travailleurs des villes et de la campagne*, à 15 000 exemplaires. Dans ces années, elle peut même compter sur deux hebdomadaires, *La Voix du Peuple* et *Le Réveil socialiste-anarchiste/ Il Risveglio socialista-anarchico* (hebdomadaire de 1905 à 1908), avec un tirage global de presque 5 000 exemplaires, auxquels il faut ajouter les 2 400 exemplaires de *L'Exploitée*, mensuel dirigé par la secrétaire féminine de l'Union syndicale suisse, Margarethe Faas-Hardegger, qui se rattache explicitement à la tendance syndicaliste révolutionnaire et qu'elle lance après la grève générale du canton de Vaud⁵². Les fureurs du patronat se déchaînent et celui-ci trouve immédiatement son bouc émissaire: «Le peuple vaudois unanime demande le châtiment de cette poignée d'escarpes commandés par le trop fameux Bertoni, l'entrepreneur de grèves si néfaste à notre pays. Le dangereux anarchiste qu'est le Tessinois Bertoni devrait être puni d'une manière exemplaire, car il a été sans contredit l'instigateur et le chef du mouvement révolutionnaire veveysan.» Le rédacteur du *Peuple* d'Yverdon perd toute maîtrise de soi: «Cet homme qui ne vit que d'agitation et ne rêve que sabotage, propagande par le fait, violences et émeutes mérite une punition d'une sévérité excessive. Souhaitons que cette fois la mansuétude dont les tribunaux ont malheureusement fait usage à son égard jusqu'ici disparaîtra devant l'immensité des méfaits causés par Bertoni et ses élèves et devant la grandeur et l'imminence du péril que ces agitateurs font courir à la société. Et qu'une bonne fois, par une loi ou tout autre moyen, notre canton se débarrasse à tout jamais du fléau anarchiste et de la race malfaisante des entrepreneurs de grèves!»⁵³ On trouve le même langage dans d'autres journaux bourgeois, par exemple la

52. *L'Exploitée, Organe des femmes travaillant dans les usines, les ateliers et les ménages* (Berne, 1907-1908), rééd. par les éditions Noir, Genève, 1977.

53. *Le Peuple, organe démocratique: feuille d'annonces des districts d'Yverdon, Grandson et Orbe*, cité par *Le Réveil*, 20.4.1907.

Gazette de Lausanne du 27.3.1907 qui relate les mots d'un soldat: «Si l'on pouvait, de cette bande de hurleurs, enlever les quelques gens du pays, les femmes et les enfants, quel bon feu de magasin on ferait.» Mais, si de tels épanchements de rage viennent des journaux bourgeois, on pourrait être surpris, de premier abord, de trouver des prises de position similaires chez les socialistes, qui s'inquiètent: «Cette mainmise de l'élément anarchiste sur la population ouvrière fut si soudaine qu'au moment où l'on eut connaissance [des événements], il ne restait plus, pour les socialistes, qu'à laisser faire l'autorité chargée du maintien de l'ordre public ou à se substituer à elle et à provoquer une guerre d'extermination entre socialistes et anarchistes.»⁵⁴ Le Parti socialiste a en effet de bonnes raisons de s'offenser d'être la victime d'une telle confusion: même si un grand nombre de ses membres a participé à la grève, le Parti s'y est opposé officiellement et vigoureusement.

UN DÉBAT INTERNATIONAL: ANARCHISME OU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE – Au Congrès anarchiste international d'Amsterdam, en août 1907, où il n'y a pas de délégué de la Suisse (bien que Carlo Frigerio, qui réside à Londres depuis 1901, y soit présent), c'est le syndicaliste français Amédée Dunois, collaborateur du *Réveil* à Paris, qui lit le rapport de Jean Wintsch sur la condition du mouvement anarchiste en Suisse romande. Le débat est serré, les positions parfois contrastées. Alors que l'éclatant échec de la tendance individualiste est évident, sur le point «anarchisme et syndicalisme» les positions divergent: on discute en particulier la thèse des syndicalistes français, défendue par Pierre Monatte en l'absence de Georges Yvetot, Émile Pouget et Paul Delesalle. Pour ceux-ci, le syndicalisme révolutionnaire sera le «nouvel anarchisme», son renouveau, quoiqu'ils n'excluent pas complètement le groupe anarchiste spécifique, probablement par opportunisme. À cette position s'oppose celle, défendue par Errico Malatesta, pour laquelle le groupe affinitaire et l'idéal sont toujours prioritaires par rapport à l'organisation syndicale, qui dépend forcément de

54. Grutli, Lausanne, 12.4.1907, cité par A. LASSERRE: *La Classe ouvrière...*, *op. cit.*, p. 359.

l'évolution économique. Malgré cela, il n'y a pas de cassure manifeste dans l'immédiat et Malatesta écrira sagement que «deux tendances réelles se sont manifestées, quoique la différence entre elles réside davantage dans le développement que l'on prévoit pour l'avenir que dans les intentions actuelles des personnes»⁵⁵. Au sein du vaste débat qui, jusqu'à la Première Guerre mondiale, se poursuivra avec beaucoup de vivacité dans les différentes organisations syndicales et anarchistes (de même que dans les nombreux périodiques révolutionnaires) d'Europe et des Amériques, Bertoni adopte en 1907 une position intermédiaire, révélatrice de la situation du mouvement anarchiste et du syndicalisme révolutionnaire en Suisse. Il affirme que le groupe affinitaire et le mouvement ouvrier organisé sont tous deux indispensables au projet révolutionnaire et il précise à l'égard de Malatesta que, malgré son affinité avec le point de vue de celui-ci, «il y a pourtant certaines de ses affirmations qui sont un peu trop absolues, quoique non dépourvues de fondement, et auxquelles nous ne pouvons pas souscrire. La première d'entre elles est celle selon laquelle le syndicalisme ne saurait être qu'un mouvement légal»⁵⁶. Bertoni reconnaît assurément que le syndicat n'est pas nécessairement révolutionnaire, mais il est d'avis que, dans des circonstances déterminées, il peut le devenir: «Nous ne sommes pas syndicalistes pour l'amour des syndicats actuels, mais parce qu'il y a là une nouvelle puissance en formation et qu'il s'agit de ne pas la laisser accaparer par les fourbes du fonctionnarisme ouvrier et par les capitalistes eux-mêmes. [...] Ou nous réussirons à orienter le syndicalisme vers la révolution et l'expropriation, ou il deviendra, aux mains des capitalistes, un puissant moyen pour régulariser leur exploitation.»⁵⁷ En Suisse, de nombreux camarades se rallient à cette interprétation. Georges Herzig, délégué de la Fédération des syndicats de Genève et collaborateur du *Réveil*, est quant à lui plus proche de Malatesta et exprime, avant même le congrès, un certain

55. E. MALATESTA, *Il Risveglio*, 19.10.1907.

56. Note de la rédaction à l'article susmentionné de Malatesta, in *Il Risveglio*, 19.10.1907.

57. L. BERTONI: «Anarchisme et syndicalisme», in *Le Réveil*, 30.11.1907.

scepticisme sur le «nouveau» syndicalisme: «Soyons syndicalistes, mais ne nous laissons pas submerger par les syndicats»⁵⁸. Il le répétera l'année suivante: «Je ne sais pas ce que sera demain le syndicalisme, car, adapté aux formes capitalistes, il peut être appelé à de multiples transformations, mais je sais que l'anarchisme sera toujours la négation de l'autorité dans sa forme morale et matérielle et qu'il sera le but de toute l'évolution sociale.»⁵⁹ À l'opposé, un autre collaborateur du *Réveil*, Jean Wintsch, épouse complètement – mais pour peu de temps – les thèses de Monatte et Dunois⁶⁰. Dans ce contexte, il utilise parfois le terme d'«anarchisme ouvrier», qu'il compare – tout en en précisant l'origine – au syndicalisme révolutionnaire; c'est surtout pour distinguer ce courant de l'anarchisme individualiste et intellectualiste qu'il introduit cette expression. Quelques syndicalistes révolutionnaires romands, non sans une certaine dose de provocation, écrivent dans l'organe de la FUOSR: «Le syndicalisme se suffit à lui-même⁶¹.»

Après un an à peine, l'évolution des syndicalistes français se précise, amenant à leur éloignement définitif du mouvement anarchiste: Dunois, répondant à Herzig dans *Le Réveil*, affirme sans ambages qu'il faut abandonner l'anarchisme et le socialisme, parce que c'est désormais le syndicalisme révolutionnaire qui prévaut, parce que «l'organisation et l'action syndicale tiennent désormais la première place dans l'esprit des révolutionnaires»⁶².

Ces choix qui divisent le mouvement anarchiste international – surtout en France – ne suscitent pas de réels conflits entre les deux courants du syndicalisme révolutionnaire romand, toujours unis dans la FUOSR et tous deux en lutte ouverte contre l'État, le patronat et le syndicalisme réformiste. Parmi les grands conflits de cette période, mentionnons la grève, en mai 1907, des cigarières de l'entreprise Vautier Frères à Yverdon et Grandson, qui reçoivent le

58. G. HERZIG: «Le Congrès d'Amsterdam», in *Le Réveil*, 20.7.1907.

59. G. HERZIG: «Les deux tendances du syndicalisme», in *Le Réveil*, 25.7.1908.

60. Voir J. WINTSCH: «Correspondance», in *Le Réveil*, 16.5.1908.

61. Un Groupe de syndicalistes: «Ce qu'est le syndicalisme», in *La Voix du Peuple*, Lausanne, 4.1.1908.

62. A. DUNOIS in *Le Réveil*, 25.7.1908.

soutien actif de la FUOSR; celle-ci donne aux ouvrières la possibilité de fonder une coopérative de cigares, «La Syndicale», qui sera en activité durant plus d'une décennie. En ce qui concerne la répression étatique, on évoquera les nombreux procès et condamnations qui, en 1907 et 1908, frappent A. Amiguet, H. Bornand, G. Noverraz, puis des Tessinois émigrés à Lausanne, comme Devinenti, Molinari et Sartori. De nouvelles lois portant atteinte à la liberté de la presse sont édictées contre la propagande révolutionnaire (par exemple dans le canton de Vaud) et des militants de premier plan en feront les frais, comme le typographe anarchiste français Segond Casteu qui, bien que domicilié en Suisse depuis 1895 et marié à une citoyenne helvétique, est expulsé de Suisse en 1910. Bertoni lui-même sera expulsé à plusieurs reprises de certains cantons romands (Neuchâtel et Vaud), quoiqu'à titre provisoire seulement.

Mais une tempête s'annonce: à son congrès de Berne, en février 1908, l'Union syndicale suisse déclare une guerre ouverte à la FUOSR, qui fait obstacle à son expansion en terre romande. Les délégués proposent toutes sortes de moyens, de l'entrisme au sein des Unions ouvrières (Achille Graber et August Huggler) à l'élimination de *La Voix du Peuple* par tous les moyens (Konrad Ilg et Herman Greulich), et appellent à s'opposer absolument à l'action directe, en particulier à la grève générale (Herman Greulich), à répandre des flots de brochures de propagande contre le syndicalisme révolutionnaire, à rompre les relations avec ceux qui n'acceptent pas les principes de l'USS. Huggler adresse le 21 août 1909 une circulaire confidentielle aux fonctionnaires syndicaux: «Il y a derrière eux un petit noyau d'intellectuels plus ou moins grands bourgeois qui tirent les ficelles. Je vous nommerai James Guillaume à Paris, Jean Wintsch à Lausanne, Herzig à Genève [...]. Sauf Bertoni que je considère atteint d'une maladie du cerveau, ou d'une mentalité anormale, nous avons affaire à des marionnettes⁶³.» La Fédération des ouvriers de l'horlogerie, qui est l'une des plus réformistes de l'USS, livrera toujours un rude combat contre la FUOSR; lors de son congrès d'août 1909, elle décide de demander à

63. Voir A. LASSERRE, *La classe ouvrière...*, *op. cit.*, p. 274.

l'Union syndicale d'examiner les mesures à prendre pour repousser le danger que représente la propagande du syndicalisme libertaire. En décembre 1912, des directives de l'Union syndicale demandent que, sur tous les chantiers et dans toutes les usines, seuls les étrangers membres des fédérations de l'USS soient tolérés.

Des voix dissidentes se manifestent toutefois, alors que quelques sections romandes du bâtiment refusent cette guerre à outrance et menacent même de démissionner: celle de Margarethe Faas-Hardegger, qui depuis 1905 dirige le secrétariat féminin de l'USS, ou celle du médecin socialiste zurichois Fritz Brupbacher. La première publie à Lausanne, à l'imprimerie de la FUOSR, le mensuel syndicaliste *L'Exploitée*; le second, qui connaît personnellement les anarchistes romands et Pierre Kropotkine et a des liens d'amitié avec James Guillaume et les syndicalistes français, a une position syndicaliste révolutionnaire, bien qu'il soit membre du Parti socialiste. Il publie notamment un article dans l'*Almanach du Travailleur pour 1910*, «Le courant syndicaliste révolutionnaire dans la Suisse allemande». Son ami Max Tobler, rédacteur du *Volksrecht* de Zurich, est lui aussi un porte-parole du syndicalisme révolutionnaire, qualifié de «général» des syndicats dans les grèves zurichoises de 1904 et 1909.

En mars 1908, les syndicalistes romands Gustave Noverraz, Henri Baud et Adhémar Schwitzguébel fils discutent longuement avec Brupbacher, à Zurich, d'un projet de publication commune, *Der Syndikalist*, qui aurait dû paraître le 1^{er} mai de la même année. Mais le projet ne se réalise pas⁶⁴. Il est probable que les Unions ouvrières et les organisations syndicales de Zurich, Berne et des autres villes alémaniques, ne veulent pas remettre en question leur appartenance à l'Union syndicale suisse, même si, à cette époque, elles ont réussi à éviter la présence en leur sein du Parti socialiste (pour la même raison, elles refuseront en 1909 de reconstituer avec les anarchistes et les syndicalistes romands la Ligue antimilitariste); un autre motif peut être l'absence presque complète de la composante anarchiste dans les syndicats de l'USS. D'autre part, il existe alors,

64. Voir M. NETTLAU, *Anarchisten und Syndikalisten, Geschichte der Anarchie*, Vaduz, Topos, 1984, p. 312; Nettlau n'explique pas pourquoi le projet fut abandonné.

au niveau national, deux fédérations du bâtiment concurrentes: l'une est liée à l'USS, l'autre autonome et composée exclusivement d'émigrés italiens, soutenus aussi bien par le Parti socialiste italien (G. M. Serrati) que par les anarchistes italiens, alors qu'en Suisse romande certaines sections du bâtiment de l'USS et du syndicat autonome de la maçonnerie adhèrent à la FUOSR.

Les anarchistes et les syndicalistes romands sont conscients depuis longtemps du fait qu'il serait important d'établir des contacts plus profonds en Suisse alémanique, où seuls existent des groupes et de petits syndicats autonomes fondés par des émigrés italiens; dès 1903, les collaborateurs du *Réveil/Il Risveglio* ont essayé de publier un périodique en langue allemande, *Der Weckruf*, rédigé principalement par Otto Karmin à Genève (six numéros). Le titre est repris bientôt par un groupe de langue allemande résidant à Zurich et il connaît un succès inattendu au cours des luttes de 1905, comme l'évoque F. Brupbacher: «En réalité, ce n'est pas nous qui commençâmes le combat, mais un certain nombre d'anarchistes que le hasard avait confinés dans notre gros village de Zurich. [...] Ils insufflèrent tout d'abord une vie nouvelle au groupe anarchiste zurichois, dont l'organe était *Der Weckruf* (*Le Réveil*), puis, à partir de ce centre, au mouvement syndical de la ville. Partout ils soulevaient la question de l'action directe et de la grève générale, et les syndiqués déjà hostiles aux politiciens ultra-réformistes de leurs organisations accueillirent avec enthousiasme [ces] mots d'ordre...⁶⁵ » On compte parmi les principaux rédacteurs du périodique Mattias Malaschitz, Heinrich Schmitt, Robert Scheidegger et surtout les frères Max et Siegfried Nacht; en juillet 1905, treize anarchistes de ce groupe sont arrêtés et les collaborateurs étrangers sont expulsés; *Der Weckruf* est publié jusqu'en 1907.

Au Congrès de la FUOSR du 13 septembre 1908, à Nyon, où James Guillaume et Pierre Monatte sont invités, Bertoni rappelle que «le but de la Fédération des Unions ouvrières romandes, tel qu'il est défini par ses statuts, est la socialisation des moyens de production, de consommation, d'échange et l'abolition du patronat

65. F. BRUPBACHER, *Socialisme et Liberté*, Neuchâtel, La Baconnière, 1954, p. 208.

et du salariat par l'expropriation de la classe possédante». Il déclare ensuite, à propos du point concernant les rapports avec l'USS, que «nous devons donc appuyer ces fédérations dans leurs grèves et boycottages contre le patronat, et coopérer surtout à leur œuvre tendant à élever les ouvriers les plus ignorants au niveau moyen des salaires et des conditions de travail». Mais cette solidarité et ce soutien ne signifient en aucune manière que les Unions ouvrières doivent subordonner leur action aux décisions et à la tactique de telle ou telle autre fédération de métier ou d'industrie: elles doivent pouvoir se déterminer de façon absolument autonome⁶⁶.

Pour Bertoni, on a peut-être donné trop d'importance à l'amélioration des conditions de travail, même lorsque ces progrès ont été obtenus par l'action directe ou les grèves généralisées, car ces progrès sont complètement remis en cause en période de crise économique⁶⁷. S'il est vrai que le réformisme peut apporter quelques avantages dans les temps prospères – lorsque ces progrès sont acceptables pour l'économie capitaliste – en temps de crise, il est contraint de céder: il faut donc demeurer révolutionnaires, parce que «si le système capitaliste n'est pas en mesure d'assurer normalement cette circulation [de la richesse], l'idée d'expropriation s'impose»; et Bertoni de souligner combien il est important de ne pas accepter l'idée même de crise comme un fruit du destin, «comme cela se produit, hélas»⁶⁸.

«LES SYNDICATS NE SUFFISENT PAS» – Dans une lettre à Kropotkin du 17 avril 1909, Bertoni présente quelques-uns des motifs de sa perplexité à propos du syndicalisme révolutionnaire: «C'était une erreur de croire qu'il convenait de mettre une sourdine à la propagande anarchiste pour se faire mieux accepter par les masses. Je n'ai jamais vu les ouvriers aussi intéressés que quand je leur

66. L. BERTONI: «Il y a vingt-cinq ans», in *Le Réveil*, 9.9.1933. James Guillaume avait invité au Congrès quelques syndicalistes zurichoïses, mais en vain.

67. Voir L. BERTONI: «L'œuvre des syndicats», in *Le Réveil*, 12.12.1908.

68. L. BERTONI: «De l'œuvre des syndicats en temps de crise économique», in *La Voix du Peuple*, Lausanne, 3.4.1909.

parle d'anarchisme»⁶⁹. C'est en 1904 qu'il commence à avoir une position critique face au syndicalisme révolutionnaire, lorsqu'il dénonce quelques erreurs de la CGT et des Bourses du travail françaises: «Nous ne devrions pas non plus accepter de devenir de véritables fonctionnaires ouvriers, des dirigeants en place, et pour ma part je n'approuve nullement les camarades anarchistes en France qui ont cru bien de le faire», car ces fonctionnaires seront fatalement destinés à devenir réactionnaires, «comme toute institution reposant sur le principe gouvernemental»⁷⁰. À son avis, ces organisations ne sont pas du tout anarchistes, entre autres du fait qu'il y coexiste deux courants divergents, le courant réformiste et la tendance révolutionnaire, qui se paralysent mutuellement⁷¹; de plus, «un organisme prolétaire, pour être vraiment tel, doit se suffire à soi-même, et non pas fonctionner grâce à une direction externe»⁷².

Mais, dès 1909, le syndicalisme révolutionnaire français se met à changer et Bertoni s'oppose à la notion ambiguë d'«autosuffisance syndicale», proclamée par la Confédération générale du travail; il affirme que «de toute façon les syndicats ne suffisent pas»⁷³, insistant sur le fait qu'il est tout à fait indispensable qu'existent, à côté de l'organisation syndicale, des petites avant-gardes audacieuses, prêtes à donner l'exemple et à fournir au peuple les moyens de l'insurrection. Des avant-gardes au moyen desquelles les anarchistes se proposent d'indiquer aux masses – sans les diriger – les voies et les moyens nécessaires pour réaliser la révolution sociale. Bertoni est en effet conscient du fait que le principe «pas de politique dans les syndicats» s'est révélé tout à fait contre-productif, puisqu'il a poussé au refus de toute discussion d'idées, au lieu de parvenir à remplacer par l'action directe la tromperie électorale, et il accuse le

69. L. BERTONI: Lettre à P. Kropotkine, 25.9.1913, Bibliothèque de Genève, microfilm F1143, signalée par G. Casagrande.

70. L. BERTONI: «Fonctionnarisme ouvrier», in *Le Réveil*, 9.4.1904.

71. Voir L. BERTONI: «Organisation ouvrière et anarchisme (III)», in *Le Réveil*, 8.10.1904.

72. L. BERTONI: «Polemica sindacalista», in *Il Risveglio*, 22.10.1904.

73. L. BERTONI: «Per un'inchiesta», in *Il Risveglio*, 14.5.1910.

mouvement syndical français de formuler presque exclusivement des revendications d'ordre légal, d'être subventionné par les pouvoirs publics et d'avoir créé une masse de bureaucrates syndicaux, qui prétendent même que «leur direction et celle des patrons venant à nous manquer, nous serions perdus»⁷⁴. Bertoni développera ces thèses dans des conférences tenues à Paris en mai 1910 – à l'invitation des anarchistes français qui sont manifestement en difficulté face aux syndicalistes – alors que James Guillaume cherchera même à s'opposer à sa venue⁷⁵. Peu avant son arrivée à Paris, les syndicalistes français, après avoir donné dans leur organe *La Vie Ouvrière* une présentation amicale du mouvement anarchiste et syndicaliste en Suisse romande, ainsi que du rôle important qu'y joue Bertoni, soulignent le fait «qu'il a apporté aussi dans le mouvement les défauts de ses qualités. Homme de volonté, il fait prévaloir facilement ses idées d'une façon qui déplaît parfois à ceux qui voudraient travailler avec lui. Homme d'action, il ne discute pas toujours, mais veut marcher sans tenir compte des différences de tempérament chez ceux qui devront marcher avec lui. Comme il lui est impossible d'être opportuniste, il ne devrait, peut-être, pas trop intervenir dans les comités d'organisations ouvrières, car par sa riche nature il peut empêcher d'autres personnalités de se montrer. Ne sait-il pas lui-même qu'il est infiniment plus agitateur qu'organisateur? C'est là une qualité précieuse qu'il n'est pas donné à tout le monde d'exercer et qui suffit, au-delà des forces d'un homme, à remplir la vie.»⁷⁶ Georges Yvetot, un anarchiste qui est en même temps secrétaire adjoint de la CGT française, critique l'opposition de Bertoni aux grandes fédérations syndicales et aux permanents rémunérés: «je me suis convaincu que Bertoni ne comprenait rien

74. L. BERTONI: «La Grève générale expropriatrice», *Almanach du Travailleur pour l'année 1910*, Lausanne, 1909, et «Toujours le syndicalisme», in *Le Réveil*, 25.6.1910.

75. Voir G. HERZIG, in *La Voix du Peuple*, Lausanne, juillet 1910. L'année suivante, dans une lettre qu'il adresse à P. Kropotkine le 16.12.1911, Bertoni fait le commentaire suivant: «Guillaume a un peu rompu son amitié pour nous (rien de grave, comprends-moi) parce qu'il avait tenté sans succès de nous concilier avec les socialistes soi-disant avancés.» Bibliothèque de Genève, microfilm F1143.

76. «À propos de la conférence Bertoni», in *La Vie Ouvrière*, Paris, 20.5.1910. La revue est dirigée par Pierre Monatte.

à notre syndicalisme, et, bien que nous comprenions le sien, nous ne le prendrons pas pour modèle»⁷⁷.

Les polémiques se poursuivront jusqu'à la veille de la Grande Guerre. Bertoni est à nouveau invité à Paris en janvier 1914. La police politique italienne, qui depuis la Suisse contrôle tous ses déplacements, note qu'il y est d'abord l'hôte de Jean Grave, puis de son compatriote Henri Jeanmaire, et qu'il participe comme orateur, le 30 janvier, à une assemblée en faveur de Masetti⁷⁸. Dans ses conférences, ne se limitant pas à attaquer le fonctionnarisme syndical⁷⁹, il remet en question non seulement l'interprétation que les syndicalistes font de Bakounine, mais aussi les contradictions de ce même Bakounine, en soulignant que «l'automatisme syndical» proclamé par les syndicalistes français et italiens, censé pousser toujours davantage «le producteur» vers une conception révolutionnaire du mouvement social, est clairement démenti par l'histoire: «Le syndicat, à moins d'une forte pénétration d'éléments anarchistes, développe surtout l'esprit de corporation et aboutit ainsi aux pires conséquences⁸⁰.» Enfin – et ceci concerne tant le syndicalisme révolutionnaire que le syndicalisme réformiste – il affirme que l'action syndicale «peut engager des millions d'hommes, mais aussi longtemps qu'ils respecteront les cadres de l'économie capitaliste et ne s'affirmeront pas contre elle, les répercussions et les crises de toute nature maintiendront la classe ouvrière dans une situation d'insécurité et de pauvreté»⁸¹. Errico Malatesta et Luigi Fabbri, au jugement desquels Guillaume fait appel, interviennent à plusieurs reprises dans les journaux libertaires et soutiennent

77. G. YVETOT: «La conférence Bertoni», in *La Voix du Peuple*, Paris, 19 juin 1910.

78. Ministero dell'Interno, Dir. gen. di P.S., Affari generali e Riservati, Cat. J5, Busta 36/37; document aimablement signalé par Furio Biagini.

79. L. BERTONI: «Ouvriérisme et permanents», in *Le Réveil*, 1.2.1913. Bertoni dénonce aussi avec fougue la décision du syndicaliste italien Alceste De Ambris – qui sera ensuite secrétaire de l'Union syndicale italienne (USI) – de se faire élire au parlement italien, dans le but de pouvoir rentrer librement en Italie après quelques années d'exil en Suisse et en France; dans cette affaire, De Ambris recevra, outre celui de l'USI, le soutien des syndicalistes de *La Vie Ouvrière*.

80. L. BERTONI: «Notre syndicalisme», in *Le Réveil*, 7.2.1914.

81. L. BERTONI: «Notre syndicalisme», in *Le Réveil*, 21.2.1914.

ouvertement Bertoni et les anarchistes français, alors que Pierre Kropotkine, dans une lettre qu'il adresse le 2 mars au Tessinois, affirme: «Mon opinion est absolument celle qu'a exprimée Malatesta dans *Volontà* du 7 février 1914, et à laquelle tu te rallies. Le syndicat est absolument nécessaire. C'est la seule forme de groupement ouvrier qui permette de maintenir la lutte directe contre le Capital sans verser dans le parlementarisme. Mais évidemment elle n'y mène pas mécaniquement, puisque nous avons, par exemple en Allemagne, en France et en Angleterre, les syndicats ralliés à la lutte parlementaire, et en Allemagne les syndicats catholiques, très puissants, etc. Il faut donc *l'autre* élément, dont parle Malatesta et que Bakounine a toujours pratiqué.» James Guillaume, désormais sur le pied de guerre, signe un article où il attaque très durement Bertoni, Herzig et Wintsch, qu'il accuse d'agir comme des éléments de désagrégation face aux forces ouvrières organisées⁸²; Kropotkine invite Bertoni à interrompre cette polémique avec Guillaume, parce qu'il s'agit, après tout, d'un camarade anarchiste⁸³.

ARRESTATIONS, PROCÈS, CRISE – Au cours de la grève des typographes de la *Tribune de Genève*⁸⁴, Bertoni est arrêté dans la nuit du 25 au 26 mai 1909, alors qu'il colle des affiches illégales, puis il est jugé pour avoir «agressé» un agent de police dans sa tentative de fuite. Un de ses adversaires politiques, le socialiste Jean Sigg, déclarera pourtant que «ceux qui comme moi connaissent Bertoni savent qu'il est absolument incapable de frapper qui que ce soit. Encore moins qu'il ait jamais porté une arme sur lui. C'est un révolutionnaire verbal»⁸⁵. Une assemblée en faveur de Bertoni est suivie d'une manifestation de protestation de 700 ouvriers dans les rues de la ville. Il est libéré après quatre jours, mais sous caution – elle s'élève au montant, alors considérable, de 3 000 francs; à son

82. Voir *La Bataille syndicaliste*, Paris, 13.2.1914.

83. P. KROPOTKINE, lettre en français à Louis Bertoni, 2 mars 1914, publiée dans *Le Réveil* du 11.2.1922.

84. Voir C. HEIMBERG: «Le boycott de la *Tribune de Genève* (1909-1913)», in *Pour une histoire des gens sans Histoire*, Lausanne, 1995, pp. 181-191.

85. Jean SIGG, in *Le Peuple Suisse*, Genève, 29.5.1909.

procès, qui a lieu à fin juillet, il est lavé de toute accusation, alors que «2 000 travailleurs, qui n'avaient pas trouvé place dans les tribunes attendaient le verdict dans la cour du Palais de justice et dans les rues adjacentes»⁸⁶. Des meetings en faveur de Bertoni ont aussi lieu en Suisse alémanique, à Berne, par exemple, où l'assemblée est animée par G. Devinenti en langue italienne et par Margarethe Faas-Hardegger en allemand.

À cette période, Bertoni insiste sur l'importance de la présence anarchiste dans les organisations syndicales: il faut, à son avis, intensifier la lutte et l'élargir pour répandre l'esprit de révolte parmi les producteurs, pour qu'ils prennent conscience de leur infériorité causée par le système capitaliste et souhaitent la destruction de ce régime. Mais il déclare aussi que nous devons «avant tout et surtout travailler à donner au peuple la confiance en lui-même. Ce n'est pas la nôtre qui est une propagande désespérante, mais bien celle de tous ceux qui prétendent toujours que les travailleurs manquent d'une foule de capacités et d'aptitudes, justifiant leur rôle de dirigeants et de parasites»⁸⁷.

Dès 1909 le syndicalisme romand est sur la défensive, en partie à cause d'une dépression économique et en partie à la suite d'une nouvelle attaque du réformisme politique et syndical, qui parvient à reconstituer un parti plus actif ainsi qu'une nouvelle organisation syndicale romande concurrente de la FUOSR, la Confédération romande du travail (fondée en 1910), officiellement autonome mais liée de fait à l'Union syndicale (à laquelle elle adhérera en 1918) et au Parti socialiste. Quelques brèves polémiques amorcées par Henri Baud, estimant excessives les charges qui à l'intérieur de la Fédération incombent à l'Union ouvrière de Lausanne⁸⁸, contribuent aussi à cette faiblesse momentanée.

Cependant, la FUOSR ne lâche pas prise et, en septembre 1910, elle cherche à sortir des frontières locales en relançant la Fédé-

86. *Aurora*, *Organo del Partito socialista ticinese*, Lugano, 3.8.1909.

87. L. BERTONI: «Pour l'idée révolutionnaire», in *Le Réveil*, 16.5.1909.

88. Voir *La Voix du Peuple*, décembre 1910 et la réponse immédiate de Luigi Bertoni dans *Le Réveil*.

ration romande des travailleurs du bâtiment (dont le président sera Giovanni Devinenti; la fédération était en gestation depuis 1909, grâce à l'anarchiste français Segond Casteu), mais, après les premières adhésions enthousiastes de onze syndicats du bâtiment, ne semble pas atteindre les résultats prévus. Néanmoins, à Genève, où le mouvement libertaire est toujours alerte, les maçons et les manœuvres du Syndicat autonome se mettent en grève pendant 45 jours, le 1^{er} mai 1911; ce mouvement sera couronné par un succès, avec la conquête définitive du repos dominical et une augmentation du salaire horaire.

À la même époque, la FUOSR crée à nouveau la surprise en parrainant une initiative importante, l'École Ferrer de Lausanne, dont les activités de 1910 à 1919 vont être suivies avec un grand intérêt par de nombreux pédagogues suisses et français. L'enseignant et syndicaliste Francisco Ferrer y Guardia avait créé l'École moderne à Barcelone en 1901, puis la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance. En butte aux persécutions de l'Église, du patronat et de l'État, Ferrer est fusillé à Barcelone en octobre 1909, accusé d'être le chef de la révolte de la «Semaine tragique»; c'est en fait dans la forte collusion entre la monarchie et le clergé qu'il faut rechercher les raisons de cet assassinat, tous deux voulant contrôler l'enseignement scolaire, par tous les moyens. De nombreuses manifestations en faveur de Ferrer ont alors lieu, y compris en Suisse. Deux douzaines d'Écoles Ferrer seront rapidement créées, en Europe et dans les deux Amériques. Celle de Lausanne est soutenue par une quinzaine de syndicats de l'Union ouvrière de Lausanne, avec l'appui des groupes anarchistes, de la Libre Pensée et des Loges maçonniques. L'auteur de la déclaration des principes de l'école, qui se base sur les principes libertaires et s'inspire des valeurs de la philosophie et du rationalisme scientifique, est le professeur de mathématiques Henri Roorda van Eysinga. De nombreux ouvriers participeront activement à l'enseignement; l'école bénéficie aussi de contributions et interventions de Paul Robin, ancien collaborateur de Bakounine et directeur à Cempuis, en France, d'une école similaire de 1880 à 1894. Avant la fondation de l'École Ferrer, la Libre Pensée de

Lausanne avait inauguré, le 19 février 1905, l'École libre, une école dominicale, où l'on enseignait les sciences, l'histoire, l'histoire de l'art, la géographie, l'hygiène, le chant, etc.; la participation régulière d'une cinquantaine d'élèves témoigne du succès de cette entreprise.

Bertoni n'a jamais été bien convaincu par les coopératives qui, selon lui, développent souvent «le goût du lucre et de la spéculation et s'opposent absolument à la mentalité révolutionnaire, telle que nous la comprenons» et il s'oppose en conséquence «au réformisme éducatif tout autant qu'à n'importe quelle sorte de réformisme, qu'il soit syndical, coopératif ou parlementaire». Il soutient néanmoins cette expérience avec enthousiasme: «s'il y a une expérience pratique que nous sommes moralement obligés de faire [...], c'est bien celle de réaliser nos idées en matière d'instruction et d'éducation»; c'est en effet une telle entreprise qui permet le mieux «d'arriver à des résultats concrets, en rapport avec nos idées et le but qui est le nôtre». Elle aura «valeur d'expérience»; en effet, «c'est avant tout dans le peuple que l'on trouve les éléments de renouveau. Et c'est aussi du peuple qu'il faut tirer les ressources susceptibles de régénérer la culture». En d'autres termes, il s'agit d'une école dans laquelle on ne rencontrera pas «l'absurde division entre travail manuel et travail intellectuel» et où ne s'exercera «aucune coercition»⁸⁹. Plus tard, Bertoni relèvera le besoin d'attirer l'attention de tous les anarchistes sur l'importance de la théorie et de la pratique d'une pédagogie libertaire et il fera remarquer, non sans une certaine fierté, que les thèses avancées sur ce sujet par les anarchistes sont adoptées par des représentants influents du monde pédagogique, comme Maria Montessori⁹⁰.

Pourtant, l'expérience originale de l'École Ferrer de Lausanne, totalement indépendante de l'État (même au niveau financier), provoque paradoxalement les premières controverses importantes au sein du syndicalisme révolutionnaire romand: quelques mois après l'ouverture de l'école, le premier enseignant, Emile Duvaud,

89. L. BERTONI: «La Scuola Ferrer di Losanna», in *Il Risveglio*, 15.11.1913.

90. L. BERTONI: «Educazione libertaria», *Volontà*, 16.1.1920, cité par Francesco Codello, *Educazione e anarchismo*, Ferrara, 1995, p. 40.

qui avait auparavant été licencié d'une école d'État pour raisons politiques, est congédié par la Société de l'École Ferrer, à cause de son «exceptionnelle inertie». Cette décision met les militants en émoi. On fait appel, comme expert, à Paul Robin, qui confirme: «J'estime nul ce prétendu *enseignement*.»⁹¹ Quelques syndicalistes sont en désaccord avec cet avis, comme les frères Louis et Henri Baud – soutenus par deux loges maçonniques – qui ne se limitent pas à abandonner la Société Ferrer, mais vont jusqu'à démissionner de la FUOSR et de l'Imprimerie communiste, accentuant ainsi les difficultés du courant syndicaliste révolutionnaire de l'Union ouvrière de Lausanne. Celui-ci y perdra son hégémonie en 1913. Un des responsables de l'école, Jean Wintsch, écrit à Fritz Brupbacher que «les événements de ces derniers temps, la trahison de Baud et nos démêlés avec l'instituteur Duvaud à l'école Ferrer ont amené un tel désarroi dans le mouvement que la méfiance est au camp et que chacun en souffre».⁹² En revanche, d'autres loges maçonniques, des sections de la Libre Pensée, des cercles révolutionnaires, des coopératives ouvrières et, surtout, de nombreux syndicats continuent de collaborer avec la Société Ferrer jusqu'en 1919, année de la fermeture.

Le 2 août 1912, durant ses tournées de propagande habituelles (l'année précédente, il avait participé à 131 conférences et assemblées), Bertoni est une nouvelle fois arrêté par vingt-cinq agents de police au cours d'une assemblée à Dietikon. La presse s'ingénie à trouver à cette arrestation les motifs les plus disparates et les plus curieux: Bertoni aurait été arrêté pour un discours tenu auparavant à Zurich, sur «Bresci et douze ans de règne», lors duquel cinquante agents avaient envahi la salle où 300 personnes étaient présentes, ou pour l'assemblée analogue de Dietikon, toujours dirigée contre la monarchie italienne, ou encore pour un projet visant à assassiner l'empereur Guillaume II, qui assistait alors aux manœuvres militaires suisses. Progressivement, le mystère se dévoile: l'arrestation,

91. Article anonyme, *Le Réveil*, 15.4.1911.

92. Lettre (en français) du 23.4.1911, citée in A. LASSERRE, p. 291.

demandée par le procureur de la Confédération, se fonde sur une dénonciation présentée par un fonctionnaire zélé du consulat italien de Zurich, le vice-consul Grossardi; mais cette dénonciation va se révéler complètement fautive et incohérente. S'il est vrai, selon les autorités zurichoises, que les conférences de Bertoni relèvent de l'apologie de régicide, elles ne constituent nullement une incitation directe à commettre un tel acte. Les déclarations de soutien des organisations politiques et syndicales, jusqu'à l'Union syndicale suisse, les assemblées de soutien qui ont lieu dans tout le pays, une grève et une manifestation à Lausanne (les 8 et 9 septembre, 3 000 ouvriers du bâtiment y participent et affrontent la police) dissuadent les autorités de rechercher d'autres accusations fantaisistes: Bertoni est libéré sans procès après six semaines de détention.

La nouvelle convention professionnelle romande des typographes de 1913, adoptée après la fin du boycottage de la *Tribune de Genève* commencé en 1909, provoque la démission collective immédiate de Bertoni et de ses camarades du Syndicat des typographes; ils qualifient en effet cette convention de «corporatiste», parce qu'elle prévoit une étroite collaboration entre patronat et travailleurs. D'après Carlo Frigerio, «son attitude intransigeante à ce sujet l'amènera plus tard à se séparer pendant plusieurs années du syndicat officiel et à mettre sur pied, avec un petit nombre de camarades de la profession, un groupement autonome dont l'activité s'exercera en dehors de toute tutelle bureaucratique»⁹³. Avec une trentaine de typographes dissidents, Bertoni constitue en effet en mars 1913 le Groupe typographique romand, qui sera actif durant une dizaine d'années. Plus tard, il remettra partiellement en question sa démission, qui fut douloureuse: «Obligé de choisir entre deux maux, j'ai choisi le mal mineur; mais je persiste à regretter de devoir rester à l'écart de mon syndicat professionnel: c'est un contact perdu, une possibilité de propagande diminuée, une influence que je

93. CARLO FRIGERIO: «Bertoni et le mouvement ouvrier», in *Un grand lutteur, Louis Bertoni, op. cit.*, p. 15.

ne peux plus faire valoir⁹⁴. » En 1923 (ou 1925 ?) Bertoni adhérera à nouveau au Syndicat des typographes de Genève.

Un des derniers grands combats des syndicalistes sera la longue grève de deux mille ouvriers du bâtiment, organisée en mai 1914 par le Syndicat autonome des maçons et manœuvres de Genève et interrompue par la mobilisation générale du 1^{er} août. Avec la guerre et le rapatriement forcé de nombreux immigrés, l'expérience du syndicalisme révolutionnaire romand touche à sa fin. Par principe, il avait fait une totale confiance à l'impétuosité et à la spontanéité des ouvriers de la base; ce faisant, il n'avait peut-être pas toujours évalué de façon assez approfondie et avec la prudence requise ses chances de succès et ses militants payèrent de leur personne leur audace. Il est difficile de suivre certains historiens, de Charles Hubacher (ancien président du syndicat rival, la Confédération romande du travail) à Marc Vuilleumier⁹⁵, lorsqu'ils condamnent la « légèreté » ou l'« incompétence » de la FUOSR, dont ils interprètent l'expérience presque exclusivement comme un obstacle à l'affirmation du socialisme réformiste en terre romande. La proportion des mouvements qui ont abouti à des victoires est en effet plus élevée qu'on ne pourrait le penser; les avantages matériels acquis de cette façon aventuriste ont été nombreux. De plus, s'il est vrai que les ouvriers du bâtiment constituent le noyau dur de la FUOSR, cette fédération a cherché, avec insistance et sans préjugés, à organiser les catégories d'ouvriers les moins spécialisés ou celles qui n'étaient pas encore organisées, comme les apprentis, les manœuvres de divers métiers, les chocolatiers, les cigariers, les charretiers ou les employés de commerce, c'est-à-dire les catégories les plus mal défendues. Enfin, dans cette lutte à contre-courant, les Unions ouvrières romandes sont parvenues à réunir les ouvriers sous un même toit malgré les barrières linguistiques et culturelles qui les divisaient.

94. L. BERTONI: «Che fare?», in *Il Risveglio*, 18.8.1922; voir aussi la réponse à «Prometeo» dans «Botta e risposta», in *Il Risveglio*, 28.10.1922.

95. C. HUBACHER: «Le mouvement anarcho-syndicaliste en Suisse romande», in *Union syndicale suisse 1880-1930*, Berne, 1933, pp. 755-766; M. VUILLEUMIER: «Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande» in *Ricerche storiche*, n° 1, 1975, pp. 43-73.

À plusieurs égards, il s'agit donc d'une période positive pour le mouvement anarchiste, lors de laquelle de nombreux socialistes, en 1907 ou 1908, cherchent à se rendre à Genève, « parce qu'habiter la ville où se trouvait une personnalité aussi militante du monde ouvrier que celle de Louis Bertoni nous paraissait un privilège »⁹⁶. Encore collégien ces années-là, le jeune Edmond Privat l'entend « dire à ses camarades: C'est votre faute s'il y a des guerres. Pourquoi fondez-vous les canons? C'est votre faute s'il y a des geôles. Pourquoi bâtissez-vous les prisons? Vous pouvez tout par un refus, mais il faut savoir crever de faim. » Le jeune chrétien se décide à aller voir le militant ouvrier. « Puisque vous me demandez un conseil, me dit l'anarchiste aux yeux bleus, ne devenez jamais un militant politique. Laissez les ouvriers lutter eux-mêmes pour leur cause et contentez-vous de les défendre et d'expliquer la justice à la classe où vous êtes né... Un bourgeois qui devient chef ouvrier nous empêche de nous sauver nous-mêmes et se nourrit d'illusions. »⁹⁷

Bien des années plus tard, Bertoni se souviendra de cette expérience, non sans regrets: « Avant la guerre, nous nous sommes vigoureusement battus, durant une dizaine d'années, en faveur d'un syndicalisme à base fédéraliste, conciliant solidarité et autonomie, un syndicalisme d'action directe, sans fonctionnaires salariés, où le travail de propagande et d'administration était fait par des ouvriers qui étaient restés ouvriers et non pas par ceux qui ont déserté l'usine ou le chantier ou par des professionnels de la politocailerie »⁹⁸.

Les 11 et 12 juillet 1914, lorsque les représentants de vingt-sept groupes anarchistes de langue italienne se réunissent à Zurich, ils mettent précisément l'accent sur l'engagement syndical. Lors de ce congrès – où les votes sur les questions théoriques n'ont, comme dans tout congrès anarchiste, qu'une valeur consultative, n'engageant que ceux qui les approuvent – trois tendances s'affrontent: quelques militants optent pour l'activité au sein des fédérations de l'USS, d'autres, pour les syndicats autonomes, d'autres encore expriment

96. L. N. [Léon NICOLE], « Une grande figure... », in *Voix ouvrière*, *op. cit.*

97. E. PRIVAT: « A mon tour », in *La Sentinelle*, 9.1.1945

98. L. BERTONI: « Manrovesci e battimani », in *Il Risveglio*, 24.1.1931.

des positions antisyndicales. C'est surtout contre ces derniers que Bertoni polémique; résidant presque exclusivement en Suisse alémanique, ils préférèrent s'occuper de propagande anarchiste, plutôt que de travail syndical. Bertoni relève le danger de se séparer ainsi du mouvement ouvrier local: «En Suisse alémanique, et en particulier à Zurich, il faut malgré tout tenter de parvenir à un accord avec l'élément indigène pour constituer avec lui un mouvement. On est déjà plus proche d'un tel accord en Suisse romande, où les ouvriers des différentes nationalités s'intègrent plus facilement les uns aux autres». Il déclare au congrès que «l'organisation ouvrière est une nécessité économique [...]. Il est inconcevable qu'un anarchiste puisse se désintéresser des luttes les plus communes et les plus fréquentes [...]. Les anarchistes ont toujours participé à chaque conflit opposant les patrons aux ouvriers et ils continueront à s'y battre en première ligne, en cherchant à montrer le but idéal à atteindre, au-delà des intérêts immédiats»⁹⁹.

La guerre étant maintenant à la porte, le congrès décide à l'unanimité des présents: «1° De dénoncer toute guerre de conquête, qu'elle vise à fonder ou à agrandir un État, en montrant les turpitudes et les horreurs qui se cachent sous la fausse gloire sanglante. 2° De répandre l'idée de la grève générale en cas de guerre, de façon à priver celle-ci des énormes moyens qu'elle requiert. 3° De préparer l'insurrection armée qui transformera la guerre en révolution générale»¹⁰⁰.

«À BAS L'ARMÉE!» – Au début du xx^e siècle, l'antimilitarisme se développe en Suisse avant tout en réaction aux interventions de l'armée contre les grévistes; la première grève générale de Genève, en 1902, marque les premiers refus collectifs d'endosser l'uniforme¹⁰¹; des refus individuels leur font écho. On peut citer parmi les plus

99. L. BERTONI: «Il Convegno di Zurigo», in *Il Risveglio*, 18.7.1914. À partir du 1^{er} mai 1913, *Le Réveil socialiste-anarchiste* et *Il Risveglio socialista-anarchico* changent de titre pour se distinguer clairement du socialisme réformiste, devenant *Le Réveil communiste-anarchiste* et *Il Risveglio comunista-anarchico*.

100. L. BERTONI: «Il Convegno di Zurigo», in *Il Risveglio*, *ibid*.

101. Voir plus haut, note 25.

visibles le refus de servir en 1902, lors de la grève générale à Genève, du socialiste Jean Sigget et de l'ouvrier anarchiste Guillaume Métrailler (qui sera ensuite condamné pour objection de conscience en 1906 et 1907), l'objection du socialiste Charles Naine en 1903 ou celles des anarchistes Edmond Herzig (fils de Georges) et Henri Bartholdi en 1904 (E. Herzig sera à nouveau condamné en 1907), d'Arnold Barras en 1906 (à nouveau condamné en 1917 à six mois de détention), de Clovis Pignat (condamné à trois mois de prison en avril 1906, puis à deux mois en 1916), d'Henri Ernest Bornand.

Bertoni fait paraître en 1905 *Abbasso l'esercito (À bas l'armée)*, brochure de propagande simple et claire qui s'adresse surtout aux jeunes ouvriers; il y dénonce la guerre comme «une nécessité pour le régime capitaliste: elle consolide sa puissance et interrompt le progrès des idées de justice sociale». Il espère alors que les travailleurs de tous les pays se préparent à la «*grève militaire* s'ils sont appelés à s'entrégorger pour un intérêt qui n'est pas le leur», car «le plus grand obstacle à tout mouvement d'émancipation de la classe ouvrière est [...] l'armée. Elle sert plus à la bourgeoisie pour la guerre intérieure contre les révoltés que pour la conquête de la prédominance commerciale sur tel ou tel marché extérieur», et il souligne «que la propagande syndicale ne peut donner tous ses fruits que si elle est accompagnée de la propagande antimilitariste»¹⁰². Mais, contrairement à l'Association internationale antimilitariste – créée l'année précédente à Amsterdam, sous le slogan «Pas un homme, pas un centime pour le militarisme!» – qui au début s'opposait au refus individuel, et contrairement à la majorité des anarchistes français, italiens, voire suisses¹⁰³, Bertoni le prône avec fermeté: «Si tu penses à refuser de revêtir l'uniforme militaire, ou si, l'ayant revêtu, tu ne peux en supporter le poids, n'hésite pas et deviens réfractaire ou déserteur [...]. «Pas de paroles, des actes»,

102. L. BERTONI, *Abbasso l'esercito!*, brochure de 16 pp., imprimée en 1905 par la Cooperativa Tipografica sociale de Lugano. Nous citons la version française, publiée en 1910, sous le titre *Travailleur, ne sois pas soldat!*, Éd. de La Voix du Peuple, Lausanne, 1910 (NdT).

103. Voir par exemple Groupe d'études et d'instruction mutuelle du Cercle ouvrier de Saint-Imier, *La troupe et les grèves*, Imprimerie coopérative, Saint-Imier 1905.

va-t-on répétant un peu partout aujourd'hui. Eh bien! ô jeune ouvrier, accomplis cet acte de t'affranchir de la plus honteuse des servitudes, de la servitude militaire! Il aura peut-être des conséquences graves pour le reste de ta vie, mais tu pourras te dire que si beaucoup osaient faire ce que tu fais, un des plus grands fléaux de l'humanité disparaîtrait et le socialisme, encore si lointain aux yeux d'un grand nombre, deviendrait une possibilité de demain¹⁰⁴.» Dans son rapport envoyé au congrès anarchiste italien de 1907 à Rome, Bertoni met à nouveau en évidence l'importance du couple syndicalisme-antimilitarisme: «Le syndicalisme devient chose vaine s'il ne va pas de pair avec l'antimilitarisme. Il ne suffit pas d'enseigner aux travailleurs qu'il ne faut pas jouer les kroumirs dans les grèves; il faut aussi leur faire comprendre qu'il ne faut pas endosser l'uniforme. L'idée que l'armée est là pour les défendre est ce qui pousse le plus les capitalistes à l'intransigeance, parce qu'ils savent pouvoir ainsi affamer impunément leurs salariés¹⁰⁵.»

L'antimilitarisme n'est pas seulement propagé par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, mais aussi par une minorité du Parti socialiste qui a fondé en 1905 la Ligue antimilitariste suisse, liquidée l'année suivante à Olten par le congrès du Parti, le 25 février: à la grande majorité, les délégués reconnaissent la nécessité d'une armée populaire pour défendre le pays contre les agressions étrangères. Ce même mois, le Conseil fédéral, réagissant sur le champ à une circulaire de l'Association internationale antimilitariste qui annonçait vouloir tenir son congrès à Genève en juin, émet un décret contre la propagande antimilitariste faite par des étrangers, qui pourront être immédiatement expulsés. C'est ce qui arrivera par exemple aux anarchistes Ernest Girault et Armando Borghi, expulsés pour avoir participé à des assemblées antimilitaristes, le Français en 1906, l'Italien en 1912. Mais les citoyens suisses encourent aussi des mesures de rétorsion: Luigi Gobbi, employé postal et collaborateur du périodique socialiste tessinois *Aurora*, a été licencié en 1906 pour

104. L. BERTONI, *Travailleur, ne sois pas soldat!*, pp. 13-14.

105. L. BERTONI, in *Il Pensiero*, Rome, n° 12, 1907. Les kroumirs sont les briseurs de grève.

avoir fait de la propagande pour la Ligue antimilitariste et diffusé le *Risveglio* à Zurich.

Si le Parti socialiste refuse l'antimilitarisme révolutionnaire, un congrès tenu en 1909 à Bienne réunit les courants les plus radicaux du mouvement ouvrier: les Unions ouvrières de la FUOSR, de nombreux groupes anarchistes, quelques tolstoïens; de Zurich viennent des délégués de la Ligue antimilitariste, de l'importante Arbeiter Union¹⁰⁶, de la Fédération de la métallurgie, du Syndicat des charpentiers; la section tessinoise du Parti socialiste est aussi représentée, c'est la seule qui se rebelle contre le mot d'ordre du Parti. Les oppositions proviennent tant de l'État que du socialisme réformiste, politique et syndical. Lors d'une séance extraordinaire, le Conseil fédéral ne trouve aucune base légale crédible pour empêcher le congrès de se tenir; les comités centraux du Parti socialiste et de l'Union syndicale recommandent énergiquement à toutes les sections et fédérations de n'envoyer aucun délégué chez ces «provocateurs»¹⁰⁷. Au congrès antimilitariste, des tactiques diverses sont proposées. Les divergences apparaissent surtout entre les Suisses alémaniques – avec leur délégué Fritz Brupbacher – qui insistent sur l'importance pour les révolutionnaires de gagner l'armée à leur cause, et s'opposent donc au choix individuel de refuser de servir, et les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires romands – Bertoni notamment – qui s'opposent à toute armée et se déclarent en faveur de la désertion et du refus collectif et individuel. On décide tout de même de s'engager de plus en plus dans la propagande antimilitariste dans toutes les régions linguistiques. En Suisse romande c'est la FUOSR qui s'en chargera, en Suisse alémanique la Ligue révolutionnaire de Zurich, enfin le Parti socialiste tessinois. Sur la question de la Ligue antimilitariste suisse, «les représentants de Zurich ainsi que d'autres furent contraires à sa reconstitution. Ils déclarèrent ne pas pouvoir nouer de contacts avec les associations de Suisse romande tant que celles-ci poursuivraient leur lutte acerbe

106. L'Arbeiter Union de Zurich regroupe environ 15 000 ouvriers.

107. C'est le quotidien socialiste *Berner Tagwacht* qui accuse ses promoteurs d'être des «agents provocateurs» (octobre 1909).

contre le Comité central des syndicats», c'est-à-dire de l'Union syndicale suisse¹⁰⁸.

En 1912, Bertoni dénonce la position de certains anarchistes individualistes et syndicalistes révolutionnaires italiens enthousiasmés par l'expédition de Tripoli de 1911 – lorsque l'Italie a déclaré la guerre à la Turquie sous prétexte de protéger sa zone d'influence – qui voient dans cette guerre le début d'une révolution: «...nous ne concevons vraiment pas comment cette *inconscience* inouïe pourrait nous conduire à la révolution, qui n'est en somme que la *conscience* de la possibilité d'une nouvelle forme de vie supérieure»¹⁰⁹. Un peu plus tard, il souligne à nouveau les liens entre anarchisme et antimilitarisme: «Serons-nous donc enfermés éternellement dans cette contradiction: pour rester libres, il faut devenir soldats, c'est-à-dire esclaves? Il est évident qu'il en sera précisément ainsi aussi longtemps que le principe *étatiste* triomphera sur le principe *anarchiste*. Notre abstentionnisme électoral, notre négation du parlementarisme, qui paraît n'avoir qu'une valeur très relative, en a, en réalité, une très grande. Et la bourgeoisie ne s'est pas trompée en faisant de l'idée anarchiste un délit. Elle sait que l'acceptation de l'État conduit fatalement à l'acceptation de toutes ses institutions et en tout premier lieu de l'armée¹¹⁰.» Quelques jours après le début de la guerre, en août 1914, il dénonce l'esprit autoritaire, en particulier chez les socialistes réformistes, qui a augmenté «sans cesse les attributions, l'influence et le pouvoir de l'État, montrant en lui nous ne savons quel bienfaiteur et protecteur»; malgré le pacifisme de millions de socialistes français, allemands, autrichiens et italiens, «tous marcheront, tous obéiront, par respect de l'autorité, pas même de la légalité, car le suffrage universel existe aussi bien en France qu'en Allemagne et en Autriche et personne n'a songé à lui soumettre la question de la paix et de la guerre». Il termine

108. Voir G. BOTTINELLI: «La Lega antimilitarista svizzera (e ticinese) e il Partito socialista nel primo ventennio», in *Rapsodia dell'antimilitarismo*, Balerna 1989, et *Giovanni Devinenti*, Lugano 2001.

109. L. BERTONI: «Guerre et révolution», in *Le Réveil*, 28.3.1912.

110. L. BERTONI: «Antimilitarisme et anarchisme», in *Le Réveil*, 23.8.1913.

son article par cette mise en garde: «Il y a une première déviation contre laquelle nous devons réagir de toutes nos forces, et c'est celle consistant à rejeter la faute de tout le mal sur l'Allemagne. Non, le grand coupable est le régime capitaliste tout entier [...]. Nous n'avons cessé de le répéter. Ou le peuple saura faire la révolution pour son émancipation, ou il sera entraîné à la guerre pour affermir après une saignée monstrueuse le pouvoir de ses maîtres, financiers et rois¹¹¹.»

Plus tard, il se souviendra de cette période: «Je me suis rendu en Italie au mois de septembre 1914, et ai parlé à Caccivio, province de Côme, dans un meeting d'ouvriers et paysans contre la guerre. À Milan, j'ai aussi cherché à prendre la parole contradictoirement à un meeting du syndicaliste Corridoni, sortant de prison et converti à la «guerre de révolution», aux ordres de Sa Majesté! Mais la réunion se termina par un tumulte entre partisans et adversaires de la guerre. Pendant toute la période de la neutralité italienne, je collaborai par des articles hebdomadaires à *Volontà* d'Ancône, en réponse à tous les fauteurs de guerre, sous le prétexte qu'elle aboutirait à la révolution... fachtiste [sic]! En Suisse, au mois de mai 1915, lorsque l'entrée en guerre de l'Italie devint évidente, nous avons fait distribuer dans toutes les localités de la Suisse où nous avions des camarades un tract intitulé: *Non partite!* Ne partez pas! Et pendant toute la durée de la guerre, sauf la période de mai à novembre 1918, passée en prison, je n'ai cessé de préconiser la fin de la guerre par la révolution, avec des centaines d'articles et de conférences.»¹¹²

Si la grande majorité des anarchistes restent internationalistes, la guerre provoque de douloureuses fractures, jusqu'en Suisse. Pierre Kropotkine, collaborateur de prestige du *Réveil* depuis

111. L. BERTONI: «La catastrophe», *La Voix du Peuple*, Genève, 8.8.1914.

112. L. BERTONI: «Historien fantaisiste», in *Le Réveil*, 11.3.1933. Bertoni écrit souvent «fachtiste» pour fasciste. «Bien que travaillant régulièrement de mon métier de typographe, j'ai donné pendant les 46 mois où j'ai été en liberté pendant la guerre plus de 200 conférences et écrit plus de 2000 pages.» L. BERTONI, «Précisions nécessaires», in *Le Réveil*, 13.5.1933. Le tract «Non partite!» est signé par le Syndicat autonome des maçons et des manœuvres de Genève et par le Gruppo libertario di Zurigo, *Il Risveglio*, 29.5.1915.

l'Angleterre où il réside, est un des porte-parole des anarchistes «interventionnistes». Dans une lettre du 12 décembre 1914 au journal, il souligne la nécessité, si douloureuse soit-elle, de l'union sacrée entre les classes, et donc de la défense nationale. Deux autres collaborateurs importants du *Réveil*, Jean Wintch et Georges Herzig, se solidarisent avec Kropotkine, tout en réitérant leur antimilitarisme, et s'éloignent de la majorité du mouvement. Wintch ne renie pas l'internationalisme; il soutient que, si en France comme en Allemagne le capitalisme est l'ennemi des prolétaires, il y a quelque chose de plus à défendre en France, qui est le patrimoine révolutionnaire: «la poussée des communes du Moyen Âge, la suppression de la féodalité, le droit de discuter les conditions du travail, un certain degré de liberté de réunion et de la presse, le mouvement de 1789 avec la légère émancipation paysanne qu'il a amenée, l'insurrection communaliste de 1871...». Il refuse toutefois de se solidariser avec certains socialistes et syndicalistes français qui parlent «des Allemands à la façon de l'*Action française*, en exprimant des sentiments de haine de race» et en jouant sur une «surenchère patriotique» et il conclut: «Seul le triomphe même du peuple des travailleurs sur la classe bourgeoise cosmopolite pourra éveiller en nous de la joie et de l'enthousiasme, jusque-là nous serons contraints peut-être à faire des gestes de sauvetage, mais ce sera l'amertume au cœur¹¹³».

Comme d'autres compagnons de la vieille garde, James Guillaume en particulier, Wintch et Herzig approuvent le *Manifeste des Seize*, daté du 28 février 1916 et signé par ceux que Malatesta qualifie d'«anarchistes de gouvernement». Ils publient irrégulièrement à Lausanne, de 1916 à 1919 la *Libre Fédération*, que Bertoni appelle ironiquement «Libre confusion». Bertoni réagit sur le champ, accusant les interventionnistes d'avoir «une attitude en grande partie pareille à celle d'hommes s'affirmant nettement, eux, les

113. J. WINTSCH: «Les anarchistes et la guerre actuelle», in *Le Réveil*, 12.12.1914; c'est là sa dernière contribution au journal: «Malgré la tolérance dont nous avons cru devoir faire preuve, nous ne pouvons continuer à donner à cette heure surtout le spectacle d'une division», déclare Bertoni, «Explication nécessaire», in *Le Réveil*, 26.12.1914.

représentants du nationalisme intégral, de l'Église, de la contre-révolution». Il affirme au contraire: «nous prenons une position de franche opposition à tous les gouvernants et exploiters. En dehors de cette opposition, il n'y a que la soumission pleine et entière aux pouvoirs nationaux.»¹¹⁴ Avec trente-cinq autres, dont Carlo Frigerio, Emma Goldman, Errico Malatesta, Alexander Berkman, Ferdinand Domela Nieuwenhuis, Alexander Schapiro, il avait signé le manifeste *L'Internationale anarchiste et la guerre*, publié en trois langues à Londres le 15 février 1915, qui réaffirmait qu'«il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives [...]. Il n'y a qu'une seule guerre de libération: celle qui, dans tous les pays est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploiters. Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchiste doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées»¹¹⁵.

114. L. BERTONI: «Principes et formules», in *Le Réveil*, 31.10.1914.

115. Le texte a été publié dans *Le Réveil* le 20 février 1915, après avoir paru en anglais dans *Freedom*, à Londres.

« À BAS LES DICTATURES,
TOUTES LES DICTATURES, PARLEMENTAIRES,
DÉMOCRATIQUES ET SOI-DISANT
PROLÉTARIENNES » (1917-1935)

VENT D'EST – Le vent de la Révolution souffle aussi un peu jusqu'en Suisse, en cette période d'espairs et de projets révolutionnaires pour le mouvement ouvrier international – qui est aussi influencé par des idéologies pessimistes et des pratiques autoritaires. Avec l'Union sacrée, le socialisme suisse perd sa référence à la social-démocratie allemande. De rares tendances radicales se manifestent toutefois depuis 1915 – notamment après les conférences internationales de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916 – réagissant à la politique de défense nationale, à la collaboration de classe, à l'aggravation de la misère et à la politique agressive de la bourgeoisie; des grèves sauvages et des manifestations contre la vie chère se produisent, culminant avec la grève générale de novembre 1918.

Bertoni, qui avait constaté et dénoncé en octobre 1914 la «banqueroute [...] de tous les réformateurs parlementaires, légalitaires»¹, repart en tournée pour s'en prendre au réformisme socialiste, complice de la guerre, ennemi de l'internationalisme: «Par le caractère qui lui a été donné, l'organisation du prolétariat [la Deuxième Internationale] était née vaincue. Défense formelle lui avait été faite et dans les congrès et dans la presse de jamais recourir à la violence, et à la moindre infraction, de retentissants désaveux ont inmanquablement suivi. L'obéissance toujours et quand même envers la loi du maître et de l'exploiteur, telle a été la règle constamment pratiquée.» Et le «prolétariat conscient et organisé» s'est constitué sans autre, prisonnier de ses maîtres, ses ennemis». L'internationalisme socialiste a échoué misérablement – mais les francs-maçons ou les catholiques, avec leurs «trois

1. L. BERTONI in *Le Réveil*, 17.10.1914.

cents millions, dit-on, de fidèles», n'ont pas la part plus belle – et «l'idolâtrie de l'État est à n'en pas douter la cause de cette faillite de l'internationalisme»². Même la tentative de faire renaître l'Internationale à Zimmerwald lui semble vouée à l'échec, elle est morte et enterrée: «Les mots de Bakounine restent vrais: Si Marx et ses amis réussissent à introduire le principe de l'État dans l'Internationale, ils la tueront³.»

La position des anarchistes face à la guerre est claire: «Nous ne sommes ni pacifistes, ni neutralistes, ni bellicistes. Nous sommes révolutionnaires, et c'est pourquoi nous demandons à chacun et aux masses de se préparer à refuser d'être des instruments dociles aux mains d'odieux dominants, d'avoir leur volonté propre et de chercher tous les moyens et accords pour la rendre active et la faire triompher [...]. Contre les pacifistes, les neutralistes et les bellicistes, nous restons révolutionnaires, pour atteindre à travers cette guerre la vraie guerre, la guerre sociale, pour atteindre la vraie paix, la paix communiste»⁴. Bertoni revient sur le pacifisme libertaire, dont la propagande antimilitariste d'avant-guerre lui semble désormais «trop politique»: «Nous avons adopté la formule: «ni un sou ni un homme» et préconisé la grève générale, le sabotage de l'armement et l'insurrection. Au point de vue moral et des principes, c'était très bien; mais au point de vue pratique, cela est apparu insuffisant et contradictoire»⁵. Il soutient que «discuter avec toujours plus d'insistance de la conscription de la richesse, de la suppression de la dette publique, de la socialisation du sol et du sous-sol, de l'expropriation sans rachat ni indemnité de tous les moyens de production et de transport – voilà le programme le plus pratique, le seul pratique, d'une paix durable»⁶; il s'interroge sur les modalités de réaliser l'égalité «non plus devant la loi, mais devant

2. L. BERTONI, *La victoire de tous, Guerre, Paix et Révolution*, brochure de 16 pp., Genève, 1915 (extraits de conférences données à Genève, Vevey et Lausanne).

3. «A proposito di Zimmerwald», in *Il Risveglio*, 1.1.1916; voir aussi «La nostra risposta», in *Il Risveglio* 12.2.1916 et «Une déclaration», in *Le Réveil*, 11.3.1916.

4. L. BERTONI: «La nostra pace», in *Il Risveglio*, 26.8.1916.

5. L. BERTONI: «Paix, Révolution et Communisme», *Le Réveil*, 7.7.1917.

6. [L. BERTONI]: «Contre la politique», *Le Réveil*, 29.7.1917.

la propriété» ou «comment organiser librement la vie nouvelle ?»⁷ Il précise encore: «Nous n'entendons pas travailler uniquement pour une égalité de droit, mais de fait. Nous voulons être égaux non devant la loi, mais devant la richesse. Nous ne revendiquons pas le suffrage, mais la propriété universelle»⁸. Pour être concret, le pacifisme doit être étroitement lié au communisme, c'est-à-dire à la mise en commun de toutes les richesses dans tous les pays; «ainsi seulement nous aiderons la Révolution russe, qui pourra devenir alors la grande Révolution sociale nous acheminant à la délivrance du monde entier»⁹. Celle-ci ne pourra jamais se réaliser d'un coup, par une opération magique; elle se compose de nombreuses périodes révolutionnaires, dans lesquelles la libre expérimentation prend une importance vitale. En bref, on ne peut concevoir «l'œuvre de transformation du monde comme un miracle, mais comme le résultat de tout un ensemble d'efforts et d'essais, dont quelques-uns seront forcément contradictoires et occasionneront des conflits»¹⁰.

En Russie, anarchistes, bolchevistes et socialistes révolutionnaires font ensemble avancer la révolution; en Suisse, les libertaires suivent les événements en y mettant leurs espoirs. Mais deux semaines déjà après la Révolution d'octobre, Bertoni exprime déjà sa perplexité au sujet de la prise du pouvoir: «Notre joie du triomphe des maximalistes ne saurait être bien grande, car nous savons aussi que le pouvoir use et corrompt et qu'ils n'échapperont probablement pas à cette fatalité.»¹¹

Revenons en Suisse. Entre 1914 et 1917, 160 000 immigrés sont contraints de rentrer dans leurs pays, tandis que 26 000 réfractaires et déserteurs sont accueillis. Les anarchistes sont les premiers à leur accorder leur soutien: «Nous ne nous demandons pas quelle est la couleur politique des réfractaires et des déserteurs; le seul fait qu'ils n'aient pas accepté d'être les instruments aveugles du

7. L. BERTONI: «La bombe anarchiste», in *Le Réveil*, 15.9.1917.

8. L. BERTONI: «La Révolution viendra-t-elle?», in *Le Réveil*, 18.8.1917.

9. L. BERTONI: «La Révolution russe», in *Le Réveil*, 29.9.1917.

10. L. BERTONI: «L'idée révolutionnaire», in *Le Réveil*, 18.4.1918.

11. L. BERTONI: «En Russie», in *Le Réveil*, 25.11.1917.

militarisme barbare nous suffit pour prendre leur défense»¹². En 1917-1918, les déserteurs libertaires s'organisent, notamment en faisant cause commune pour refuser le «service civil» (des camps de travail) décrété par le Conseil fédéral; dans les camps mêmes, des grèves sont déclenchées, et Bertoni se lance dans une tournée de conférences et de meetings pour protester contre ces «travaux forcés»¹³. Quelques années plus tard, il rappellera avec amertume avoir vu «des réfractaires et déserteurs qui, après s'être soustraits à l'infâme esclavage militaire, n'hésitaient pas, tout en jouant les grands subversifs, à fabriquer des armes et des munitions, alors qu'ils auraient pu gagner autrement leur vie»¹⁴.

Il est en prison en novembre 1918 lorsque, entre révoltes et grandes manifestations de rue, le mouvement de protestation se voit canaliser par le syndicalisme réformiste et le Parti socialiste au sein du Comité d'Olten, qui décide de lancer la première grève générale nationale à laquelle participent 300 000 ouvriers et... 100 000 soldats. La grève, interrompue après quatre jours lorsque le gouvernement annonce qu'il va mobiliser toute l'armée, est fort suivie surtout en Suisse alémanique, où les cheminots empêchent le transport de troupes. Les revendications du Comité d'Olten sont adoptées tant par le comité de l'USS que par celui du PS et du groupe socialiste aux Chambres; au-delà des conflits entre les différents courants socialistes, la présence au comité de Herman Greulich, adversaire acharné depuis toujours de la grève générale, en dit long sur son énergie et ses revendications. Après la grève, 400 étrangers sont immédiatement expulsés¹⁵.

Les anarchistes participent activement à la grève, et organisent pour le 11 novembre un grand meeting au Palais électoral de Genève, avec le Parti socialiste et les syndicats; mais ils critiquent le Comité d'Olten pour avoir mal choisi le moment, pour ne pas avoir informé

12. «Contro i disertori e refrattari», in *Il Risveglio*, 18.12.1915.

13. Un groupe de déserteurs et insoumis: «Pourquoi nous n'obéirons pas», in *Le Réveil*, 19.1.1918.

14. L. BERTONI: «Sino in fondo», in *Il Risveglio*, 3.7.1920.

15. «Reazione», in *Il Risveglio*, 21.12.1918.

suffisamment les Suisses romands, et pour ses postulats vagues, réformistes, purement politiques, illogiques¹⁶. «La grève générale du prolétariat suisse a indubitablement été une manifestation grandiose de solidarité ouvrière, malgré sa fin peu glorieuse due à la félonie d'un Comité directeur et à une erreur de méthode fondamentale: le centralisme ouvrier et le parlementarisme socialiste. L'arme de la grève ne peut être utilisée efficacement par ceux qui l'ont dénigrée depuis un demi-siècle, en lui préférant la conquête des pouvoirs publics [...]. On ne fait pas une grève générale par étapes, c'est une parodie, on la fait en arrêtant tout immédiatement [...]. Les travailleurs, avec leurs organes spécifiques, les soviets, doivent passer à la prise de possession immédiate de la production et de la distribution des biens de consommation»¹⁷. Plusieurs années plus tard, Bertoni reviendra sur le programme du Comité d'Olten, pour conclure qu'il ne pouvait faire peur à personne, puisque «les revendications électorales, la semaine de 48 heures, l'assurance vieillesse et invalidité, l'organisation d'une armée ouvrière et la sécurité de l'approvisionnement grâce à la collaboration des producteurs agricoles peuvent figurer au programme de n'importe quel parti démocratique bourgeois»¹⁸.

INTERMÈDE: ACQUITTÉ APRÈS TREIZE MOIS DE PRÉVENTIVE – Dans une période de rébellions sociales ouvertes, où partis et syndicats ont de la peine à contrôler le mouvement ouvrier, l'État profite de la situation pour essayer, grâce à sa police politique, d'endiguer le mouvement en arrêtant nombre de «subversifs». Ainsi le Ministère public ouvre une enquête sur certains dépôts d'armes découverts en 1917, dont on apprendra plus tard qu'elles ont été introduites par les services secrets allemands dans l'intention de les fournir aux anarchistes italiens et de fomenter ainsi des désordres

16. Voir G. HERZIG: «Quelques enseignements», in *Le Réveil*, 12.12.1918.

17. N.C.: «In tema di sciopero generale», in *Il Risveglio*, 12.12.1918.

18. L. BERTONI: «Programme de Grève générale», in *Le Réveil*, 22.1.1937. Ces revendications faisaient partie depuis longtemps des programmes de l'USS et du PSS.

dans la Péninsule¹⁹. Un dépôt avait été découvert chez un agent allemand de nationalité italienne, Gino De Andrei, déjà condamné à mort par contumace en Italie pour espionnage et haute trahison, qui sera expulsé de Suisse en automne 1918. Au mois d'avril 1918, une vingtaine d'anarchistes, en majorité italiens, sont arrêtés sous l'inculpation de détention d'armes; l'un d'eux, Arcangelo Cavadini, se suicide dans la prison de Zurich le 26 avril, après six jours de détention. C'était un maçon, animateur de grèves au Tessin puis à Zurich; en 1912, il avait lancé un verre de bière contre l'individualiste anarchiste Massimo Rocca (qui adhérera plus tard au fascisme). On trouvera aussi pendu dans sa cellule le directeur d'une entreprise pyrotechnique, Louis Cretin.

Bertoni intervient immédiatement, n'excluant pas qu'au vu de la situation incandescente en Italie un compagnon, «guidé par une impatience généreuse, ait pu être victime de quelque intrigue louche», et il conseille vivement de «bien évaluer les propositions qui peuvent être faites par des personnes inconnues ou peu connues; de se méfier de ceux qui, travaillant peu ou prou, trouvent moyen de vivre bien, voire de voyager fréquemment»²⁰. Deux semaines plus tard, il ajoute: «Nos camarades incarcérés ne pouvaient se préoccuper que d'un mouvement en Italie, se bornant en Suisse à s'affirmer solidaires de toute manifestation ou action émancipatrice que les nationaux [les Suisses] voudraient bien entreprendre», et il se demande s'il n'y a pas dans l'ombre un service de la police politique suisse ou d'une légation étrangère²¹. Mais les arrestations augmentent rapidement pour atteindre la centaine. Bertoni lui-même est arrêté le 22 mai et incarcéré à Zurich sur mandat du juge d'instruction extraordinaire Otto Heusser. Les motifs de son arrestation restent vagues pendant cinq mois; ce n'est qu'en novembre qu'il a connaissance de l'accusation de complicité dans l'introduction en Suisse de matériel explosif en vue

19. Voir M. CERUTTI: «Le mouvement ouvrier genevois durant la première guerre mondiale et la grève générale», pp. 162-163.

20. L. BERTONI: «Arcangelo Cavadini», in *Il Risveglio*, 11.5.1918.

21. L. BERTONI: «Sus aux anarchistes», in *Le Réveil*, 25.5.1918.

d'en faire usage contre un pays en guerre, de détention de matériel explosif, d'instigation et de direction de la fabrication de matériel explosif. La peine minimum est fixée à cinq ans.

Pendant l'absence de Bertoni, la rédaction du *Risveglio* va être assurée par Francesco Porcelli, avec la collaboration de Giovanni Matteozzi et Leonida Mastrodicasa. Mais les difficultés ne manquent pas, comme ils le relèvent le 21.12.1918: «Comme le journal est composé en grande partie par des ouvriers qui ignorent l'italien, nous prions nos compagnons et correspondants d'écrire le plus clairement possible. Cela facilitera aux typographes et à nous-mêmes une tâche souvent ardue». C'est Alfred Amiguet qui va être responsable du *Réveil* en français; Georges Herzig le rejoint, ayant repris contact en décembre 1918 – après la parenthèse de *La Libre Fédération* – sans renier toutefois son choix «interventionniste».

Les anarchistes lancent des appels, tiennent des réunions dans toute la Suisse, où ils parviennent à obtenir une grande solidarité des organisations ouvrières. Lors d'une assemblée à la salle communale de Plainpalais à Genève, le 4 juin, deux mille personnes assistent aux interventions d'Alfred Amiguet, du *Réveil*, du socialiste Jules Humbert-Droz, pasteur protestant et objecteur de conscience²², Meyer des Jeunesses socialistes, E. Brunner de l'Union ouvrière. Journaux socialistes et syndicaux de toutes tendances témoignent aussi de leur solidarité: le périodique zimmerwaldien de Genève, *La Nouvelle Internationale*, présente Bertoni comme un homme «qui ne ferait pratiquement pas de mal à une mouche», parce que «son caractère intègre et ses sentiments désintéressés ne lui permettront jamais de se compromettre avec des agents provocateurs»²³. D'autres assemblées se tiennent en octobre: à Zurich, c'est à l'initiative du groupe libertaire, du Groupe internationaliste révolutionnaire socialiste et du Syndicat autonome des maçons et manœuvres; à Genève, à la salle de Plainpalais, interviennent Otto Karmin pour la

22. Voir son refus du service militaire: *Guerre à la guerre. À bas l'armée. Plaidoirie complète devant le Tribunal Militaire à Neuchâtel, le 26 août 1916*, La Chaux-de-Fonds, 1916.

23. *La Nouvelle Internationale*, 25 mai 1918; cité in M. CERUTTI, «Le mouvement ouvrier...», p. 163.

Ligue internationale de la Libre pensée, l'anarchiste Amiguet, Louis Willemin, député et défenseur de Bertoni, tandis que le socialiste Neher s'exclame que «si Louis Bertoni devait mourir dans les prisons zurichoises, nous appliquerions au juge Heusser la loi du talion». À l'assemblée du 27 février 1919, le socialiste genevois Pillonnel déclare qu'«en luttant en faveur de la justice pour Bertoni, il faut lutter en faveur de la justice pour tous les exploités, par le renversement de la société bourgeoise», et Jules Humbert-Droz fait «appel aux ouvriers pour qu'ils mènent une propagande active... pour faire triompher par la révolution sociale la société qui seule peut mettre fin à des iniquités semblables à celles dont souffrent aujourd'hui Bertoni et les emmurés de Zurich»²⁴. Depuis octobre 1918 déjà, des journaux bourgeois, la *Tribune de Genève*, *La Suisse*, la *Gazzetta ticinese*, *L'Action radicale*, *Le Genevois*, pacifistes comme *La Feuille* ou socialistes comme *La Nouvelle Internationale* et *Libera Stampa* se mettent à dénoncer la loi, le code pénal vétuste qui date de 1851, et surtout son interprétation par le procureur, mis en difficulté par cette campagne de presse agressive. Citons aussi le manifeste *Une séquestration* du 5 novembre 1918, signé par trente-trois citoyens suisses: les anarchistes Emile Held, Henri Bornand, Jean Wintsch, Eugène Steiger, Louis Bopp, Henri L. Jeanmaire, quelques socialistes comme Paul Golay et Charles Naine, les médecins zurichois Fritz Brupbacher, Max et Minna Tobler, de nombreux Tessinois, notamment Attilio Cortesi, Giovanni Devincenti, Amilcare Gasparini, Luigi Gobbi, Emilio Marazzi, tous de Lugano²⁵.

Bertoni est proprement séquestré: il ne pourra avoir aucun contact avec l'extérieur, ni même avec son avocat, pendant huit mois. D'autres sont libérés peu à peu après un à sept mois de détention préventive, obtiennent un non-lieu, voire des indemnités, plusieurs étrangers sont expulsés de Suisse; il en reste une dizaine en prison après un an. Le 11 juin 1919, le «procès des bombes de Zurich» a finalement lieu, avec 28 accusés (sept ne se présentent pas): Bertoni est acquitté, après treize mois de détention préventive;

24. «L'infamie judiciaire», in *Le Réveil*, 8.3.1919.

25. Archives sociales suisses, Zurich.

cinq anarchistes (Giuseppe Monnanni ou Monanni, Marino Brigo, Giorgio Giordano, Aldo Torriani, Albert Weil) et deux agents allemands sont condamnés. À son retour à Genève, Bertoni est accueilli par une foule en délire, que le *Genevois* radical évalue à 15 000 personnes; la grande salle du nouveau Bâtiment électoral, qui peut accueillir 10 000 assistants et qui a été accordée par le Conseil d'État, est bondée. Attilio Copetti se rappelle que «devant la gare Cornavin, la place était bondée de milliers de citoyens de tous les milieux, la circulation était interrompue. À peine descendu du train, Louis fut soulevé par de robustes bras et passé des uns aux autres jusqu'au milieu de la foule»²⁶. Alfred Amiguet se souvient bien lui aussi, après la mort de Bertoni: «Cette réception triomphale, telle qu'aucun homme n'en connut de semblable à Genève, lui causa une intense émotion. Mais sa modestie et sa timidité devant les honneurs étaient si grandes qu'il nous confiait peu après que, s'il avait prévu un tel accueil, il serait descendu du train à Versoix.»²⁷

«C'EST UN HOMME D'ÉTAT QUI VIENT DE MOURIR ET NON UN HOMME DU PEUPLE» – Peu enclins à partager l'enthousiasme et l'optimisme excessif de la majorité des courants révolutionnaires – certains anarchistes y compris – pour la nouvelle situation en Russie, dès janvier 1918 les compagnons du *Réveil* mettent leurs lecteurs en garde: il ne faut jamais renoncer «au principe de l'élimination de toute autorité». La tâche des anarchistes, c'est avant tout d'habituer les gens «à l'exercice d'une volonté directe, traduite en actes spécifiquement révolutionnaires, sans la sanction préalable de quelque autorité que ce soit»²⁸. En été 1918, en l'absence de Bertoni, *le Réveil* écrit qu'en Russie un gouvernement s'est créé, dangereux en tant que tel²⁹; malgré la sévère réprobation pour les erreurs des bolcheviques, il exprime sa solidarité et son espoir que les forces subversives puissent continuer la révolution sans

26. Article de *L'Adunata dei Refrattari*, New York, 9.7.1947.

27. Discours au crématore, 22.1.1947, in *Un grand lutteur*, op. cit.

28. «Una discussione d'attualità», in *Il Risveglio*, 9.1.1918.

29. VIDEO: «Choses et autres», in *Le Réveil*, 13.7.1918.

que les États capitalistes n'y fassent obstacle ou ne les éliminent³⁰. En avril 1919, un rédacteur du *Risveglio*, probablement Francesco Porcelli, dénonce sans détours la dictature du prolétariat, «parce qu'elle est contraire aux principes du socialisme, et parce que cette formule équivalait à une délégation de pouvoir»³¹. Un vaste débat va s'ensuivre entre militants et collaborateurs du journal. Carlo Frigerio écrit dans le *Réveil* du 1^{er} mai 1919 que «l'État socialiste qu'on nous fait entrevoir ressemble trop à une immense caserne, à une formidable prison où toute liberté, toute initiative personnelle, tout idéalisme seraient impitoyablement étouffés». À la même époque circule une lettre de Kropotkine, rentré en Russie et devenu rapidement pessimiste: «Nous apprenons à connaître, en Russie, comment le communisme ne doit pas être introduit. [...] Aussi longtemps qu'un pays est gouverné par la dictature d'un parti, les conseils d'ouvriers et de paysans perdent évidemment toute leur signification. Ils sont réduits au rôle passif joué anciennement par les états généraux et les parlements, quand ils étaient convoqués par le roi et avaient à combattre un conseil royal tout-puissant. [...] L'immense travail constructif qu'exige une révolution sociale ne peut pas être accompli par un gouvernement central...»³².

À peine sorti de prison, Bertoni réaffirme la position de Porcelli et souligne que «la dictature du prolétariat est la dernière forme de la superstition politique»³³, que le bolchevisme est un mouvement centraliste et étatiste: «s'il était vrai, comme on l'a prétendu, que le socialisme n'est autre chose que la centralisation économique, celle-ci aboutirait à la centralisation politique avec police, armée, bureaucratie, magistrature, etc.»³⁴.

Aux accusations d'incertitude et d'hésitation, il rétorque que «nos réserves proviennent simplement du fait qu'à la joie de voir adopté, avec les soviets, notre principe de gestion directe des

30. Voir A. AMIGUET, in *Le Réveil*, 7.9.1918.

31. «Anarchia e dittatura», in *Il Risveglio*, 5.4.1919.

32. P. KROPOTKINE, *Lettre aux travailleurs de l'Europe occidentale*, 28.4.1919.

33. L. BERTONI: «L'impossible dictature», in *Le Réveil*, 22.11.1919.

34. L. BERTONI: «Du rôle actuel de l'anarchisme», in *Le Réveil*, 14.2.1920.

producteurs, s'associe la douleur de le voir dénié par une dictature d'État centralisatrice, une nouvelle forme d'autorité qui, par la force des choses, engendrera une nouvelle forme d'exploitation»³⁵. Il riposte aussi aux critiques des bolcheviques locaux, qui reprochent aux anarchistes de ne pas se distinguer des réformistes et des bourgeois»: nous sympathisons «avec les bolchevistes uniquement pour leur foi dans la possibilité d'une révolution, mais nous sommes les adversaires décidés – et cela depuis un demi-siècle, depuis la scission de la Première Internationale – de toutes les méthodes préconisées par Lénine et consorts». L'article se termine par cette exclamation: «Vive la Révolution en Russie et dans tous les pays du monde ! À bas les dictatures, toutes les dictatures parlementaires, démocratiques et soi-disant prolétariennes !»³⁶

Depuis l'été 1918 au moins, Bertoni et ses camarades savent que les anarchistes sont victimes des interventions de la Tcheka, notamment en avril à Moscou, et qu'ils vont bientôt devoir se taire, risquer la mort ou la prison. En mars 1921, la révolte du soviét de Cronstadt est écrasée dans le sang par l'Armée rouge: le nouveau régime n'autorise aucune latitude à qui s'oppose à la direction du Parti. Quelques mois plus tard, Nestor Makhno et les guérilleros paysans d'Ukraine, qui avaient victorieusement repoussé les armées blanches et collaboré avec l'Armée rouge, sont écrasés par cette dernière. En novembre, Bertoni reçoit à Genève la visite de l'anarcho-sindicaliste espagnol Angel Pestaña, de retour du congrès syndical international de Moscou. «Pendant quelque temps, écrit-il, j'étais aussi d'avis qu'il ne fallait pas tout dire mais ménager la chèvre et le chou, donc faire l'éloge de la révolution et la critique de la dictature, pour éviter de donner des arguments aux bourgeois et aux réformistes contre-révolutionnaires.» Mais cette ligne de conduite est absurde, parce qu'elle crée une terrible confusion en identifiant dictature et révolution, parce que certaines informations qui nous

35. [L. BERTONI]: «A proposito di Soviet», in *Il Risveglio*, 28.2.1920.

36. «Les points sur les i», in *Le Réveil*, 6.11.1920.

parviennent sont vérifiées, parce que nos critiques sont justes, parce que les anarchistes russes ont été massacrés.³⁷

C'est contre cette confusion, dont tous les anarchistes sont conscients, que Bertoni se fait le promoteur d'une commémoration du cinquantième du Congrès de Saint-Imier, qui avait donné naissance en 1872 à l'Internationale antiautoritaire. Le 16 septembre 1922, cent cinquante délégués se réunissent à la Maison du Peuple de Bienne; ils seront deux cent cinquante le lendemain à Saint-Imier. Ses hésitations surmontées³⁸, Errico Malatesta est lui aussi au nombre des participants étrangers. C'est un des derniers survivants de la Première Internationale, et le plus âgé des congressistes; son décret d'expulsion de Suisse est encore en vigueur, il est donc arrivé clandestinement, grâce aux amis tessinois Antonio Gagliardi, Giuseppe Bonaria et Giuseppe Peretti, et sera de retour à Rome le 22 septembre.

Ce congrès – ou plutôt cet «échange de vues, car nous ne nous étions pas proposé autre chose»³⁹ – se prononce clairement sur la Révolution russe, réaffirmant vigoureusement les résolutions de l'Internationale antiautoritaire sur les principes fondamentaux qui l'avaient mise en conflit avec les «autoritaires», la nature politique de l'action du prolétariat: «Les anarchistes réunis en congrès international à Saint-Imier, pour commémorer le congrès antiautoritaire de 1872, rappelant leur principe affirmé il y a cinquante ans, que «toute organisation d'un pouvoir politique, soi-disant provisoire et révolutionnaire, ne peut être qu'une tromperie et serait aussi dangereux pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui», constatent que l'expérience de la dictature bolcheviste n'a fait que confirmer leurs prévisions.» Ils protestent au nom de toutes les victimes sacrifiées par le nouveau régime qui, «en tout semblable aux régimes du plus sombre passé, ne voit d'autre salut que dans la suppression de tout droit et de toute liberté, et attirent

37. Voir L. BERTONI: «Dittatura e Rivoluzione», in *Il Risveglio*, 1.11.1921.

38. Voir ses lettres à Bertoni du 14.5. et du 12.6.1922, in *Errico Malatesta, Epistolario 1873-1932*, Carrare 1984.

39. L. BERTONI: «Anarchisme et syndicalisme», in *Le Réveil*, 14.10.1922.

l'attention de tous les prolétaires, encore trop égarés par le préjugé dictatorial, sur les conséquences funestes de laisser substituer à leur action directe la domination absolue d'un parti». Enfin le congrès souligne que «le coup d'État de Lénine ne pouvait que signifier le début de la contre-révolution»⁴⁰.

On ne s'étonnera donc pas du commentaire du *Réveil* à la mort de Lénine: «C'est un homme d'État qui vient de mourir et non un homme du peuple»⁴¹. Quelques années plus tard Bertoni commentera le mythe créé autour de Lénine: sa mort «fut un grand malheur, non parce que les choses auraient tourné autrement s'il avait vécu, mais parce qu'il y en a pour le prétendre, croyant obstinément au principe dictatorial tout en admettant que ce principe a conduit à des résultats désolants»⁴². Le rédacteur du *Réveil* ne cachera jamais sa déception: «Trop facile de dire que ce que nous avions prévu est arrivé, et pire encore. Oh! comme nous aurions été heureux d'avoir été démentis par les événements! Plus que jamais, nous avons tendance à nous méfier, et cela provoque forcément des hésitations. Aujourd'hui, nous ne pouvons voir dans cette révolution qu'un temps de trahison, nous n'avons sous les yeux que cette trahison. Comment ne pas en être ébranlés?»⁴³

La Révolution russe démontre largement la justesse des analyses anarchistes sur la nature et l'évolution du marxisme; le socialisme autoritaire justifie la nouvelle domination et l'exploitation, avec l'apparition d'une nouvelle classe bureaucratique au pouvoir: «Le régime bolcheviste et ses prétentions sont désormais connus. Une poignée de politiciens dont la presque totalité n'ont jamais été ni ouvriers, ni paysans, ou ne l'ont été qu'occasionnellement, se sont proclamés les seuls prolétaires authentiques et ont réussi à remplacer l'ancien absolutisme par un nouveau.»⁴⁴ Bertoni n'omet pas de dénoncer la mentalité d'après-guerre, empoisonnée

40. L. BERTONI: «Pour nos camarades russes», in *Le Réveil*, 30.9.1922, et «Il nostro cinquantenario», in *Il Risveglio*, 14.10.1922.

41. «Lénine», in *Le Réveil*, 2.2.1924, p. 1, col. 1.

42. [L. BERTONI]: «Decimo anniversario», in *Il Risveglio*, 29.10.1927.

43. L. BERTONI: «Che fare», in *Il Risveglio*, 14.6.1930, p. 2, col. 2.

44. [L. BERTONI]: «Bolchévisants», in *Le Réveil*, 6.9.1930.

«par l'idée du sauveur, du dictateur, de l'homme providentiel» sur le terrain politique d'abord, puis économique, «nous faisant croire que ce n'est pas l'égalité des droits ou la garantie pour tous de la libre disposition des richesses publiques qui sera la solution, mais le remplacement du système privé par un trust d'État total et impitoyable»⁴⁵.

«DONNER À UN HOMME UN POUVOIR MONSTRUEUX, C'EST EN FAIRE UN MONSTRE» – En Italie, ce qu'on appelle le «Biennio rosso» est la période d'émeutes contre la vie chère et d'occupation des usines en 1919-1920; beaucoup d'anarchistes, militants de la *Confederazione Generale del Lavoro* ou de l'*Unione Sindacale Italiana*, y participent. En 1919, l'USI syndicaliste révolutionnaire a pour secrétaire l'anarchiste Armando Borghi; elle regroupe vingt-sept unions syndicales («camere del lavoro») et 600 000 travailleurs. De Suisse, leurs camarades les saluent pour avoir réussi à unir en une seule organisation spécifique, l'*Unione anarchica italiana*, la majeure partie des groupes et des fédérations⁴⁶. Mais la défaite du mouvement ouvrier italien est amère, laissant la place au fascisme. Bertoni dénonce l'incapacité des plus grandes organisations politiques et syndicales contrôlées par les réformistes, en particulier pour n'avoir pas voulu réagir au moment opportun: «Il a suffi en Italie de quelques centaines de fascistes pour que des centaines de milliers de socialistes abjurent non seulement la violence offensive mais aussi la défensive, la plus légitime des défenses, autorisée même par le code pénal bourgeois.»⁴⁷ Sans nier le courage et la dignité de plusieurs militants, relevons que les partis socialistes et les communistes laissent les anarchistes se battre seuls contre la première réaction de l'État, à la fin de 1920, puis contre l'offensive fasciste, lorsqu'ils organisent les groupes d'autodéfense connus sous le nom de *Arditi del Popolo*. Les partis de gauche ne réagiront que lorsque leurs sièges aussi seront incendiés: non en allant au combat,

45. L. BERTONI: «Economia statale o sociale?», in *Il Risveglio*, 27.6.1931.

46. «Movimento anarchico. Risorgendo», in *Il Risveglio*, 17.5.1919.

47. L. BERTONI: «La violenza», in *Il Risveglio*, 9.7.1921.

mais en appelant à la légalité de l'État libéral. Après la marche sur Rome, «un spectacle mortifiant pour nous»⁴⁸, Bertoni rappelle que Serrati, le directeur de l'*Avanti!*, était allé jusqu'à reprocher aux siens de créer eux-mêmes le fascisme, parce qu'ils insistaient trop pour le dénoncer, et ne voulait y voir «qu'une vaine crainte, une obsession»; il poursuit, avec une amère ironie: «depuis plusieurs mois qu'il se trouve emprisonné, il a sans doute eu le temps de réfléchir sur sa grossière erreur»⁴⁹. Par ailleurs, si l'anarchisme «est par définition la négation de la violence», il ne doit pas tomber dans l'attitude tolstoïenne de la seule résistance passive ou «non guerrière». Les anarchistes ont eu le mérite de montrer la nécessité du peuple en armes, pour qu'il soit prêt pour l'expropriation, pour repousser par les armes les réactions de la bourgeoisie, sans oublier néanmoins «qu'à côté de la résistance par les armes il y en a une très importante consistant à modifier nos formes d'activité, à ne plus accomplir aucun travail servile, à cesser de faire tout ce que nous savons nuisible». «Faute de résistance guerrière, conclut-il, l'Italie est devenue fasciste»⁵⁰.

Pendant quelques années, comme la quasi-totalité des antifascistes, Bertoni verra dans le fascisme une pure et simple réaction de la bourgeoisie, sans comprendre sa nature socio-économique et sa portée; mais il le définit comme l'antinomie de la liberté – l'autorité, la domination – et le compare au césarisme. Partant de Proudhon, en particulier de la théorie de la divine providence qui a pour «corollaire celle des hommes providentiels, des consacrés, des élus, des instruments de Dieu», il relève qu'à certains moments difficiles les hommes «ont fini par se laisser imposer ou par accepter un sauveur, un dictateur, un César, un Messie». En d'autres termes, le fascisme est l'expression d'une troisième force: quand la classe privilégiée est décidée à ne faire aucune concession, en conflit avec une masse d'esclaves incapables de former une nouvelle société, cette «impuissance des uns et des autres ouvre la voie au prétendu

48. L. BERTONI: «L'Italia in fascio», in *Il Risveglio*, 11.11.1922.

49. L. BERTONI: «Le fascisme», in *Le Réveil*, 2.6.1923.

50. L. BERTONI: «Le problème de la violence», in *Le Réveil*, 15.9.1923.

Sauveur». Enfin la dictature fasciste, qui se fonde sur la théorie «de l'extermination, avec les massacres, les bannissements, les déportations, avec la corruption, la division, la délation, avec la destruction de toute liberté, de toute initiative», porte à l'extrême le principe d'autorité: «Plus le principe d'autorité triomphe, plus l'humanité déchoit. Mettre une personne au-dessus du commun des mortels, c'est l'inviter à les écraser. Donner à un homme un pouvoir monstrueux, c'est en faire un monstre.»⁵¹

BOLCHEVISME ET FASCISME ONT ABOLI LA LIBERTÉ – «Ceux qui caressent des rêves de dictature, il y en a, par la plus étrange des contradictions, qui chantent avec nous *l'Internationale*, dont l'une des strophes dit justement «il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun», et recommande: Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes, décrétons le salut commun!»⁵² Tout en nuançant, Bertoni voit bien des analogies entre fascisme et bolchevisme. «Mussolini ne manque jamais d'invoquer l'exemple des «maîtres magnifiques» de Moscou pour justifier ses mesures de répression les plus féroces.»⁵³ «L'État-parti bolcheviste, comme l'État-parti fasciste, n'admet l'existence d'aucune opposition, d'aucun autre parti que le parti gouvernemental. Il en découle la suppression de toute liberté de presse, d'association, de réunion, de propagande [...]. Le sort fait aux membres de l'Opposition le prouve. En admettant même que le parti pouvait être fondé à les exclure de ses rangs, leur déportation pour délit d'opinion est un acte de la pire tyrannie [...]. Le régime russe est un régime capitaliste. Capitalisme d'État et capitalisme privé se côtoient comme dans tous les autres États.»⁵⁴ Les paysans, qui forment la majeure partie de la population, n'ont pas voix au chapitre.

À Genève, les anarchistes participent avec les socialistes, en mars 1931, à un grand meeting de protestation contre toutes les

51. L. BERTONI, *Cesarismo e fascismo*, Éd. del Risveglio, Genève, 1928.

52. *Ibid.*

53. L. BERTONI: «La grande équivoque», in *Le Réveil*, 4.2.1928.

54. L. BERTONI: «La question russe», in *Le Réveil*, 4.2.1928.

dictatures et pour la liberté d'opinion. Bertoni y souligne quand même que, au-delà des nombreuses convergences, « nous ne croyons pas que fascisme et bolchevisme soient la même chose. Le premier a conquis le pouvoir à la suite d'une contre-révolution préventive, le second après une véritable révolution. Le fascisme est la corruption de l'idée bourgeoise et le bolchevisme la corruption de l'idée socialiste, par la dictature, l'État-parti, la suppression de tout droit de la personne humaine. Et de même que le fascisme devait fatalement finir par nuire à une grande partie de la bourgeoisie même, le bolchevisme a infligé les plus grandes souffrances et privations au prolétariat, dont il prétend être le seul légitime représentant »⁵⁵.

Il insiste: « Être anarchiste signifie faire preuve de bonne volonté, de discrétion, de solidarité, de discipline volontaire, d'une large compréhension, toutes choses qui empêchent que se forme et que croisse l'autorité, ou du moins qui en limitent les fonctions. » L'anarchie n'est pas impossible, elle est « impossible si on veut la faire sortir de terre par un coup de baguette magique; elle est très possible, féconde et véritablement salvatrice, si on la comprend comme le maximum d'activité indépendante, d'action directe [...], une entente spontanée entre individus et groupes toujours plus nombreux, une création prolétaire libre [...]. La suppression radicale, immédiate à faire, c'est la suppression de toute exploitation privée du travail, tout en cherchant à empêcher que le pouvoir politique, s'il existe, se consolide, se fortifie et s'arme contre les masses; c'est aux masses de rester armées contre tous ceux qui chercheraient à les soumettre à nouveau. »⁵⁶

« À VISAGE DÉCOUVERT ET BIEN ACCUEILLIS » – Le départ de nombreux immigrés au début de la guerre, l'expulsion de nombreux compagnons et le retour des insoumis dans leurs pays d'origine créent des difficultés au mouvement. Nombre de réfractaires italiens rentrent au pays dès 1919 et jusqu'en 1922: « Le départ d'une vingtaine de camarades parmi les plus actifs et les plus capables a

55. Discours de Bertoni: « Le meeting contre les dictatures », in *Le Réveil*, 21.3.1931.

56. [L. BERTONI]: « Fine d'anno », in *Il Risveglio*, 27.12.1930.

laissé un vide chez nous [...]. À Genève, aucun anarchiste à notre connaissance n'est passé au bolchevisme qui s'est entièrement recruté dans les rangs socialistes.»⁵⁷ Le Parti communiste suisse est officiellement fondé en 1921 par des «vieux communistes» et des socialistes de gauche. Plus tard, Bertoni devra reconnaître que certains anarchistes y ont adhéré, parfois provisoirement: «la grande majorité des compagnons sont ceux qui étaient là avant la guerre [...], ceux des nôtres qui ont cru un temps, un peu ingénument, que la fameuse dictature correspondait à la prééminence dans la vie publique de groupes ouvriers et paysans constitués et fonctionnant librement, se sont déjà ravisés, de bonne foi. [...] Un certain nombre d'anarcho-syndicalistes surtout s'y laissèrent prendre au début; mais la plupart en sont revenus.»⁵⁸ Mais au-delà de ce moment de confusion, il relève que «beaucoup de jeunes gens, qui se sentaient révolutionnaires et qui en d'autres temps nous auraient rejoints, ont plutôt adhéré au bolchevisme, plus tapageur, plus spectaculaire et pourvu de ressources et de moyens infiniment supérieurs [...]. Reste le fait douloureux que nous n'avons pas pu trouver suffisamment d'éléments jeunes pour nous faire un sang nouveau»⁵⁹.

D'autres anarchistes évoluent différemment. Clovis Pignat par exemple, l'animateur anarchiste du syndicalisme révolutionnaire en Valais, déçu des attentes révolutionnaires, soutient ouvertement le Parti socialiste à partir de 1919. «Ce n'est pas sans regret, observe Bertoni, que nous avons reçu *le Falot*, journal populaire valaisan, transformé en organe électoral. Nous nous hâtons toutefois d'ajouter que la surprise n'a pas été bien grande. Des camarades de bonne foi nous ont souvent demandé d'émousser, d'atténuer, de diminuer, de rapetisser nos idées, à quoi nous avons toujours répondu par un refus net et définitif.»⁶⁰

57. L. BERTONI: «Notre exclusion», in *Le Réveil*, 30.6.1923.

58. «Umanità o classe», in *Il Risveglio*, 14.6.1930; «Les anarchistes avaient raison», in *Le Réveil*, 29.12.1935.

59. L. BERTONI: «Vita elvetica», in *Il Risveglio*, 12.3.1938.

60. L. BERTONI: «C'est le premier pas qui coûte», in *Le Réveil*, 8.11.1919.

Le syndicalisme révolutionnaire romand reste un souvenir presque nostalgique. Mais quand la Société suisse des entrepreneurs prononce en 1920, contre la revendication des 48 heures hebdomadaires, un lock-out national, une grève du bâtiment de onze semaines – à Genève, elle est soutenue par les militants anarchistes du Syndicat autonome des maçons et manœuvres – donne un coup de fouet au mouvement: les ouvriers du bâtiment de Genève sont les premiers en Suisse à obtenir la réduction de la durée du travail et une augmentation des salaires⁶¹. C'est aussi en 1920, qu'un groupe d'anarchistes fonde la première Coopérative des ouvriers du bâtiment à Genève (une deuxième verra le jour en 1923 à Yverdon), grâce surtout à la ténacité du président du comité de grève Etienne [Stefano] Vaglio: «Nous avons aussi fondé des coopératives de production communistes – qu'on n'entende pas ce mot au sens bolchevique – mais une seule a survécu, grâce à l'admirable ténacité d'un compagnon. Les autres en revanche, bien qu'elles aient eu leur raison d'être, ont disparu en raison de dissensions personnelles ou pour avoir remplacé l'intérêt commun par l'intérêt privé.»⁶² En 1933 toutefois, trois coopératives restent en activité, et ce sont les seules entreprises qui accordent des vacances payées. La Coopérative du bâtiment genevoise restera en activité jusqu'en 1978.

Bertoni confesse, en 1922: «Celui qui écrit ne se sent pas le courage de recommencer l'ardente propagande syndicaliste de naguère, il se trouve même mal à l'aise dans toutes les réunions syndicales». En même temps, il se dit «content de savoir que dans tous les syndicats les compagnons anarchistes font valoir notre point de vue et jouissent de l'estime générale. Notre présence pourrait être utile dans bien des occasions, même si nous ne sommes pas entendus, parce qu'au moins les salariés connaîtraient des solutions différentes que celles auxquelles ils sont habitués»⁶³.

61. L. TRONCHET, *Un penseur anarchiste, Louis Bertoni...*, op. cit., p. 7.

62. L. BERTONI: «XXXesimo Anniversario», in *Il Risveglio*, 28.6.1930. Sur les coopératives, voir aussi la correspondance de Lucien Tronchet avec Charles Cortvrindt (Louis Mercier) à Bruxelles et Alphonse Tricheux à Toulouse, de 1932 (CIRA).

63. L. BERTONI: «Il quotidiano», in *Il Risveglio*, 22.4.1922.

Dans les organisations syndicales genevoises s'affirment trois tendances, réformatrice, marxiste et anarchiste⁶⁴. Si en 1921, « nous manquons d'un nombre suffisant de militants pour mener de front un mouvement syndical dissident »⁶⁵ (la Fédération des syndicats ouvriers syndicaliste révolutionnaire s'effrite, le seul syndicat important restant celui des maçons et manœuvres), l'année suivante un groupe d'anarchistes italiens, français et suisses (Pierre Leporati, Jean Cariat, Lucien Tronchet) recréent le Syndicat autonome international des maçons et des manœuvres qui vivra jusqu'en 1931; à cette date, ses membres entreront à la FOBB en raison de la loi sur l'assurance obligatoire. En 1922, ce sont aussi des anarchistes qui forment la section genevoise de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), affiliée à l'Union syndicale suisse; certains militent dans les deux organisations⁶⁶. Bertoni se remémore l'époque: « A Genève, aux réunions du Groupe, nous étions réduits à une demi-douzaine au plus, lorsqu'un copain qui échappait aux critiques, aux préventions, aux médisances, entra dans la Fédération réformatrice du bâtiment, ce qui suffit à faire naître une grande activité. La lutte des patrons passa des colonnes des journaux aux rues et aux chantiers. Bien évidemment, tous n'étaient pas anarchistes, et l'action ne se déroula pas toujours comme nous l'avions prévu, mais aurait-il mieux valu ne rien faire? Depuis lors, il n'y eut pas une manifestation où nous ne soyons présents, non pas de manière suspecte mais à visage découvert, et bien accueillis. Pendant ce temps notre groupe [anarchiste] s'accroissait en nombre, en influence et en possibilités. »⁶⁷ Le jeune animateur dont il est question est Lucien Tronchet qui « doit sans doute s'imposer un travail fatigant et qui se trouve dans des situations qui pourraient facilement prêter le flanc à la critique superficielle, mais entre-temps quelque chose a

64. L. BERTONI: « Congrès ouvrier cantonal », in *Le Réveil*, 20.12.1919.

65. L. BERTONI: « Congrès syndicaliste international », in *Le Réveil*, février 1921.

66. La section genevoise de la FOBB adoptera le drapeau rouge et noir des anarcho-syndicalistes, probablement un clin d'œil de Tronchet.

67. L. BERTONI: « Sindacati e anarchici », in *Il Risveglio*, 16.2.1935.

été fait et nous ne sommes plus quantité négligeable; nous avons notre place au soleil»⁶⁸.

Quand Bertoni insiste sur l'importance des organisations syndicales, c'est surtout à l'intention des anarchistes italiens résidant en Suisse alémanique: souvent marginaux, ils sont parfois tentés par le courant «anti-organisateur», diffusé par l'hebdomadaire *L'Adunata dei Refrattari*, publié à New York. Auparavant déjà, les anti-organiseurs avaient nourri des polémiques en Suisse et en Italie autour de la constitution de l'Unione anarchica italiana en 1919. Bertoni, qui se rend pour la dernière fois de sa vie en Italie en mai 1920, écrit qu'il se mène «une guerre impitoyable, nous ne savons pas bien pourquoi, contre l'UAI. Pour éviter toute équivoque, il nous faut affirmer que si des groupes en Suisse n'y adhèrent pas, ce n'est pas en raison de dissensions fondamentales ni par manque de confiance en leurs fondateurs et leurs adhérents, mais parce qu'ils n'en ressentent pas la nécessité; par ailleurs, ils sont toujours prêts à soutenir toutes les initiatives que l'Union pourrait prendre»⁶⁹. Si cette prise de position ne reflète pas la réalité complexe du mouvement en Suisse, il combattra toujours avec fougue l'individualisme anarchiste, en particulier la thèse selon laquelle «l'individu n'agit que pour son intérêt, ses satisfactions, ses plaisirs»⁷⁰: «si le développement individuel de chacun est de la plus haute importance pour nous, il ne peut prendre toute sa valeur qu'en se combinant avec la mentalité et les aspirations de la collectivité, pour leur donner dans toutes leurs manifestations un sens de libération authentique»⁷¹. Pour se préparer à la Révolution, il faut une éducation appropriée, non seulement celle qui est donnée par les parents et les enseignants, mais celle qui se construit dans les conditions d'existence, dans l'organisation anarchiste, sans

68. L. BERTONI: «Anarchici e sindacati», in *Il Risveglio*, 1.11.1930, et «Pour Lucien Tronchet», in *Le Réveil*, 3.12.1932.

69. L. BERTONI: «Chiarimento necessario», in *Il Risveglio*, 17.6.1922; voir aussi «Unione anarchica italiana», in *Il Risveglio*, 14.12.1921.

70. L. BERTONI: «Metafisica dell'individualismo», Pensiero e Libertà, Rome, 1.1.1925; voir aussi «Congrès syndical international», in *Le Réveil*, 5.2.1921.

71. L. BERTONI: «L'individuo e la folla», in *Pensiero e Libertà*, Rome, 16.2/16.3.1925.

hiérarchie, dans l'action ouvrière, sans délégation, sans députés, sans comité central ni dictature, dans l'internationalisme, en particulier dans la pratique antimilitariste⁷².

Un congrès anarchiste international devant se tenir à Paris en octobre 1923, les anarchistes de Suisse préparent un rapport. Bertoni, réaffirmant sa totale opposition aux compagnons qui dénoncent comme une trahison toute tentative d'agir en commun avec d'autres organisations, souligne toutefois que, s'il est parfois indispensable de collaborer, il faut préserver notre identité: «s'entendre, oui, mais en restant avant tout anarchistes». Il résume ainsi le point de vue du mouvement en Suisse: l'anarchisme doit rester antiétatique en théorie et en pratique, clairement distinct des partis politiques qui visent essentiellement non à détruire le pouvoir d'État mais à l'exercer pour leur propre compte. Si la situation l'exige, l'action sera coordonnée avec d'autres, mais elle ne leur sera jamais subordonnée et refusera absolument toute agitation à objectifs électoraux et parlementaires⁷³. Délégué par la Suisse au congrès, Bertoni ne pourra pas y participer: arrivé à Paris le 6 octobre, il est arrêté à la gare, amené au Quai des Orfèvres et immédiatement expulsé de France parce que sa personne est «de nature à compromettre la sécurité publique». Les délégués suédois et norvégien sont eux aussi arrêtés et expulsés. *Il Risveglio* est déjà interdit en Italie, *Le Réveil* l'est en France, même si c'est provisoirement, à partir d'avril 1925.

Pour les libertaires de Suisse romande, le congrès national des anarchistes italiens réuni à Zurich les 4 et 5 juillet 1925, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation des deux journaux, est peu satisfaisant, notamment sur la question syndicale. La majeure partie des délégués provenant de Suisse alémanique sont favorables aux organisations affinitaires mais critiquent âprement le syndicalisme réformiste, au point que ce manque d'alternative les accule à une impasse. Les yeux de beaucoup de militants restent tournés vers leur pays d'origine, et ils sont presque exclusivement

72. L. BERTONI: «Avant la Révolution», in *Le Réveil*, 14.2.1925.

73. L. BERTONI: «L'attitudine degli anarchici di fronte ai partiti politici, rapporto al Congresso internazionale», in *Il Risveglio*, 13.10.1923.

préoccupés par la montée du fascisme, qui est par ailleurs analysé comme un mouvement passager: «Le phénomène fasciste, parce qu'il ne répond à aucun sentiment profond et diffus, ne vivra pas longtemps et représentera une simple parenthèse réactionnaire.» Le congrès décide enfin, pour mieux clarifier la position du mouvement anarchiste face aux communistes autoritaires, de modifier le titre des deux périodiques: *Il Risveglio comunista anarchico* et *Le Réveil communiste anarchiste* deviennent respectivement *Il Risveglio anarchico* et *Le Réveil anarchiste*⁷⁴.

En 1927 se constitue la Fédération anarchiste romande, pour marquer l'importance de l'organisation régionale des groupes. En revanche, ceux-ci s'opposent clairement à une proposition émise en juin 1926, la *Plate-forme d'organisation de l'Union générale des anarchistes*, signée par un groupe d'anarchistes russes, bulgares, français et italiens et appelée familièrement la Plate-forme d'Archinov, du nom de son initiateur principal. L'Union anarchiste communiste révolutionnaire française qui vient de se former l'a adoptée. En Suisse, les anarchistes réitérent l'importance de l'organisation volontaire, «toute contrainte étant exclue»⁷⁵. Bertoni va jusqu'à dénoncer comme anti-anarchistes les formules et les excès des «plateformistes»: «Nos camarades russes qui ont fait la douloureuse expérience d'une révolution ont tellement senti le manque d'organisation... qu'ils en réclament une, même si elle est en contradiction avec les principes anarchistes»⁷⁶. Le débat est ouvert dans les colonnes du journal, sans exclusive: Lucien Tronchet est tenté par une proposition efficace, Giuseppe Bifulchi et Randolfo Vella adhèrent, Malatesta s'oppose. La Plate-forme semble interpréter la défaite des anarchistes dans la Révolution russe par le manque d'une organisation de tendance, alors que la majorité du mouvement voit la cause de l'échec dans l'incapacité à formuler des propositions. Les individualistes et les anti-organisateur ont beau jeu de dénoncer les aspects autoritaires de la Plate-forme – en particulier la notion

74. «Il nostro Convegno», in *Il Risveglio*, 18.7/31.7.1925.

75. L. BERTONI: «Soyons anarchistes», in *Le Réveil*, 10.12.1927.

76. L. BERTONI: «Anarchia e Associazione», in *Il Risveglio*, 22.9.1928.

de responsabilité collective, même dans sa version «libertaire» du centralisme démocratique – le fantasme d'un parti centralisé, avec son corollaire de cartes et de cotisations, l'interdiction de critiquer en dehors de l'organisation. Mais Bertoni les rend attentifs à leur incapacité d'offrir une solution au problème de la coordination entre militants: «Que l'anarchie signifie la dissociation du vieux monde, d'accord [...]. Mais l'anarchisme, dans tout ce qu'il affirme, propose et tente, exige l'association. Malgré cela, nous en connaissons parmi nous qui s'indignent dès qu'ils entendent parler d'un groupement. Pas de liens entre nous? Comme si se sentir lié à d'autres ne nous donnait pas plus de sécurité dans notre ascension ardue! Libres comme le vent? Mais libres de quoi? Libres d'affections, d'engagements, de contributions, de collaborations? Mais alors, en quoi consiste la solidarité? Sans compter que l'on ne se libère jamais des nécessités de la vie.» Il réaffirme clairement et sans détours que «l'opposition systématique au principe d'association est anti-anarchiste»⁷⁷.

En 1927, l'Union syndicale suisse reconnaît l'évolution en cours du syndicalisme en supprimant dans ses statuts la notion de lutte de classe et en condamnant à nouveau l'idée de grève générale; seule la Fédération des ouvriers du bâtiment et du bois reste fidèle aux principes de classe, qu'elle ratifiera encore en 1934: elle vise à supprimer le régime de classe et veut préparer les travailleurs à la gestion de la production sociale. La question syndicale est abordée lors de l'assemblée de la Fédération anarchiste romande le 30 septembre 1928 à Lausanne, en présence de délégués de douze groupes qui prennent des positions aux antipodes de celles de la réunion de Zurich en 1925. «Tous nos camarades ont reconnu la nécessité d'une organisation syndicale» mais «il est fort difficile d'adhérer à certaine fédération syndicale sans diminuer sa conscience de militant révolutionnaire [...]. Les plus nombreux estiment que nous devons pénétrer dans toutes les organisations ouvrières et syndicales pour être en contact permanent avec les masses laborieuses, afin de les aider à acquérir une véritable conscience ouvrière

77. *Ibid.*

en dehors des partis politiques qui se font un tremplin électoral du mouvement syndical»⁷⁸. L'assemblée décide de nommer un Bureau de correspondance pour entretenir les rapports avec les groupes et les compagnons isolés; la Bibliothèque Germinal, qui compte quelque 500 volumes, devient une bibliothèque circulante.

La présence active des anarchistes fait ses preuves dans le développement et la combativité de la FOBB genevoise: de quelques centaines de syndiqués en 1926, ses effectifs passent à près de 3 000 en 1932, et pendant ces années-là les grèves ont un caractère nettement offensif. On en a la démonstration dans la grève sauvage des maçons, manœuvres et peintres du 18 mai 1928. «Sur 2 200 grévistes, on ne comptait guère que 200 syndiqués, dont la moitié s'était inscrite la veille en prévision de l'octroi des subsides de grève. [...] Après quinze jours ardents de discussions et de bagarres, le clan des entrepreneurs de la maçonnerie dut concéder, pour la première fois en Suisse romande depuis 1920, une convention collective de travail. [...] Cette grève victorieuse, mais «sauvage», ne reçut aucun appui financier de la fédération...» et entraîna de nombreuses grèves dans d'autres branches⁷⁹. La démonstration est faite qu'un petit groupe de militants est en mesure d'impliquer des centaines d'ouvriers et d'imposer des luttes importantes. Bertoni s'en inspire pour remettre en question les grandes fédérations réformistes – peu actives, et toujours sur la défensive – et le mythe de leurs effectifs sur lequel se reposent fonctionnaires et bureaucrates: «C'est l'esprit, la volonté, le besoin de lutte qu'il faut surtout créer. Nulle propagande plus dangereuse que celle de prétendre que les possibilités augmenteront simplement par le fait de l'augmentation de notre nombre»⁸⁰. De fait, la section genevoise de la Fédération des ouvriers sur métaux et de l'horlogerie (FOMH) manque totalement d'esprit offensif, malgré des effectifs importants.

En 1929 se crée la Ligue d'action du bâtiment (LAB), l'organe d'action directe des ouvriers du bâtiment au sein de la FOBB

78. L. TRONCHET: «Notre réunion régionale», in *Le Réveil*, 6.10.1928.

79. L. TRONCHET: *Clovis Pignat...*, *op. cit.*, p. 28-29. Du même, *Combats...*, *op. cit.*, p. 478.

80. L. TRONCHET: «Autour de la Grève», in *Le Réveil*, 9.6.1928.

genevoise et vaudoise; pendant près de dix ans, elle donnera du fil à retordre aux patrons et à l'État. En janvier 1930, elle devient «l'organe de tous les syndicats adhérents»⁸¹ sous le mot d'ordre: «Tout ouvrier qui n'applique pas les conventions sera taxé de kroumir, tout travail exécuté hors des règles des conventions collectives sera détruit.» Ce mot d'ordre sera scrupuleusement respecté pendant une dizaine d'années, malgré les nombreux procès qui les frappent, par les militants de la LAB qui mettent à sac les chantiers où travaillent des jaunes soutenus par le syndicat chrétien et protégés par la police; rien d'étonnant à ce qu'Henri Berra et ses amis chrétiens sociaux réitérent leur appel au gouvernement genevois pour qu'il mate ces «terroristes et bandits» et les emprisonne ou les expulse. La «bande à Tronchet» compte une trentaine de militants ouvriers du bâtiment, mais elle peut en regrouper bien plus lors de ses actions directes⁸².

L'activité anarcho-syndicaliste reste circonscrite aux cantons de Genève et Vaud; en Suisse alémanique, l'engagement syndical de quelques anarchistes d'origine italienne ne semble pas ouvrir des perspectives libertaires convaincantes; les appels répétés de Bertoni n'y trouvent pas l'écho désiré. À son avis, les revendications syndicales «n'ont rien d'anarchiste, comme il est anti-anarchiste d'invoquer le respect d'une certaine légalité; mais qui ne voit pas que laisser se détériorer les conditions de travail ou violer un droit constitutionnel, c'est perdre des acquis?» Il répète n'avoir jamais confondu lutte syndicale et lutte révolutionnaire⁸³.

Les compagnons de Suisse romande cherchent toutefois à pousser au changement, comme en témoigne le Congrès des anarchistes italiens en Suisse, tenu à Zurich les 28 et 29 juin 1930, avec 80 participants venus de 24 localités. Mais la majorité d'entre eux refusent clairement la proposition de créer une Fédération

81. *Le Réveil*, 11.1.1930.

82. Voir L. TRONCHET, *Le Réveil*, 18.10.1930; A. BÖSIGER et E. PRONO: «Dossier LAB», *MA! Revue anarchiste*, n° 11, Genève, mars 1987.

83. L. BERTONI: «Libertà ed associazione», in *Il Risveglio*, 22.9.1929.

anarchiste suisse⁸⁴. Une Fédération anarchiste tessinoise se créera toutefois peu après. Bertoni écrira quelques mois plus tard qu'en Suisse romande « nous ne sommes plus quantité négligeable, nous avons notre place au soleil »; il critique âprement les individualistes et les anti-organiseurs qui s'enferment dans leur tour d'ivoire: « certaines abstentions équivalent à un suicide »⁸⁵.

Il s'interroge aussi, à la fin de 1931, sur la question de la crise et du chômage qui s'étend, et avoue « avoir des réticences à admettre une campagne pour réclamer des augmentations des anciens subsides et l'introduction de nouveaux. Des millions d'hommes aptes au travail qui se résignent à demander l'assistance, comme si le chômage provenait de causes inévitables, cela offre un bien triste spectacle... Ne laissons pas la situation nous échapper sans poser directement, avec insistance, la question du droit inaliénable de tous au travail et aux moyens de production [...]. Travailleurs et chômeurs doivent former un seul bloc, sans oublier qu'autrement le mot de solidarité n'aurait plus de sens pour les masses travailleuses... C'est un problème d'expropriation et non d'assistance qui se pose à nous »⁸⁶.

Si l'on parvenait à « faire disparaître dans cette bonne ville de Genève tous les taudis, toutes les promiscuités, toutes les malpropretés, toutes les vermines, la morale y gagnerait bien davantage qu'à toutes les prières et actions de grâces de la foi la plus robuste ». Pour Bertoni la morale est « la propreté du corps et de l'esprit » – tandis que la loi ne vise pas à imposer le bien mais seulement à empêcher le mal sans en combattre les causes. « Rien n'est plus immoral que d'avoir faim, de loger dans un taudis, d'être en guenilles, de trimmer comme une brute, d'être réduit à un état perpétuel d'infériorité »⁸⁷. Les anarchistes genevois semblent prendre ses mots au pied de la lettre: ils vont protester contre la non-démolition des taudis, officiellement abandonnés mais parfois habités par des

84. UNO: « A proposito del Convegno di Zurigo », in *Il Risveglio*, 9.8.1930.

85. L. BERTONI: « Anarchici e sindacati », in *Il Risveglio*, 1.11.1930.

86. L. BERTONI: « Crisi e disoccupazione », in *Almanacco libertario pro vittime politiche, per l'anno 1932*, Genève, 1931.

87. L. BERTONI: « Un aspect de la morale », in *Le Réveil*, 4.10.1930.

familles expulsées de leur logement, et soutiennent la construction de nouveaux logements populaires: «Le groupe des maçons et manœuvres FOBB a décidé de lancer comme mot d'ordre pour cet hiver «Démolissons les taudis»... [pour] revendiquer le droit au travail, protester contre la fermeture des chantiers pour des querelles politiques (genre place des Nations), revendiquer pour les chômeurs le droit au logement salubre.»⁸⁸ L'objectif évident de cette demande est d'attirer l'attention de la population et du gouvernement sur la situation des nombreux chômeurs; elle s'accompagne de meetings, de manifestations imposantes, souvent sans autorisation, de menaces explicites de démolition; le gouvernement genevois, alors à majorité socialiste, se voit incapable de leur donner une réponse. La nuit du 4 décembre 1935, des chômeurs et des militants de la FOBB et de la LAB prennent alors possession de trois immeubles vides du quartier de Saint-Gervais; en quelques heures ils démolissent deux toits, sous les yeux de quarante agents de police incapables de franchir les barricades, et de deux mille personnes qui applaudissent les démolisseurs⁸⁹. Durant ces années, grâce à l'action directe des syndiqués et du Comité de défense des chômeurs, il sera de plus en plus difficile aux propriétaires d'expulser des locataires: à peine la menace évoquée, des dizaines ou des centaines de personnes interviennent pour éviter l'expulsion. Lors des ventes de meubles aux enchères, les militants occupent la salle et imposent grâce à leur nombre des prix dérisoires, jusqu'à ce que l'ancien propriétaire puisse récupérer gratuitement son mobilier.

À cette époque, le groupe anarchiste genevois est composé en majorité d'ouvriers du bâtiment. André Bösiger, Fernand Fellay, André Liard, Gaston Guéniat, Armand Moret, Lucien et Henri Tronchet sont maçons; Alexandre Burtin, plombier; Fernand Chevalier, Vincenzo Savioli et Emile Senn, menuisiers ébénistes; Pierre Tronchet, Ernest Kolly, Victor Birolo et Celestino Vanzetti, peintres;

88. Henri T. [TRONCHET]: «Tribune syndicale», in *Le Réveil*, 10.10.1935.

89. Neuf «démolisseurs» sont condamnés le 26 février 1936 à des peines de détention de quinze jours à un mois: Lucien Tronchet, Gustave Panchaud, Auguste Cornu, Fernand Chevalier, Jean Gerber, Gustave Berger, Gaston Guéniat, Paul-François Lichtenberger, Emile Oberhofer.

Charles Dupuis, carreleur; Eugène Prono, parqueteur; Gustave Berger, machiniste; Emile Heimo, mécanicien; Domenico Ludovici, tailleur de pierres; Auguste Cornu et Jean Gerber, gypsiers peintres; Léonce Meizoz, manœuvre. Parmi les autres, Bertoni et Frigerio sont typographes; P. Alberto dirigera l'usine de cuisinières à gaz Le Rêve; Charles Rouiller est horloger; René Liard tient un estaminet; Henri Bartholdi et Jean Vuignier sont employés; Pio Martini et Rocco Gentile Merli sont tailleurs; Ernest Prevosto relieur; Marcel Maillard journaliste; Louis Gaberel enseignant. Peu de femmes sont connues par leur nom: Ruth Menkès (Bösiger), vendeuse; Aline Frigerio et sa sœur Ada, Marianne Arcaro, Augusta Aimone, Bertha Jacob, Jeanne Morello, Blanche Genoud, Vittoria Vaglio... Gustave Berger se souvient qu'il y avait plusieurs femmes aux réunions, elles sortaient aussi coller des affiches et participaient activement aux soirées familiales et artistiques; des couples se sont formés⁹⁰.

L'activité des anarcho-sindicalistes crée la pagaille jusque dans le parti socialiste, mais elle se déroule surtout au sein de l'Union syndicale suisse. Bertoni se rend compte des limites du syndicalisme d'action directe: «Rien de plus naturel qu'un anarchiste cherche à inspirer de son esprit l'action syndicale; mais celle-ci est par sa nature essentiellement réformiste, même si elle est poursuivie autrement que par des moyens légaux... Même en Espagne, avec une importante influence anarchiste dans les syndicats, nos camarades ont reconnu la nécessité d'un mouvement anarchiste proprement dit [car] il arrivera fatalement que le syndicat fera œuvre d'adaptation plus que de révolte; il est dès lors de toute nécessité de maintenir une avant-garde d'entraîneurs, de révolutionnaires, d'hommes auxquels les exigences, les tractations, les accommodements propres à la vie

90. Voir C. WIST, *La vie quotidienne et les luttes syndicales à Genève, 1920-1949*, Genève, 1984.

quotidienne ne font pas oublier le grand but à atteindre: l'émancipation intégrale de toute forme d'exploitation et d'autorité.»⁹¹

Henri Tronchet raconte, soixante ans plus tard: «L'élection du gouvernement Nicole, qui fit exploser de joie le peuple travailleur de Genève, en ce dimanche de novembre 1933, me combla d'aise. Non pas pour la confiance que je pouvais faire aux politiciens élus, j'étais résolument libertaire, mais en raison de la défaite d'une classe dirigeante arrogante, coupable de la tentative d'anéantissement du mouvement ouvrier, un an auparavant, par l'intervention de l'armée contre une foule absolument désarmée.»⁹² Bertoni comprend lui aussi «le désaveu retentissant infligé aux massacreurs du 9 novembre 1932, pour la leçon donnée aux fascistes de tout acabit, pour le jugement populaire réformant celui de la Cour d'assises, mais nulle illusion n'est plus dangereuse que celle d'espérer grand-chose d'une victoire électorale. Elle n'élimine pas le fascisme, ne l'éloigne même pas. Il pèse toujours sur nous, il nous guette, il s'arme, et si au moment où il fonce sur nous, nous n'avons que des bulletins de vote à lui opposer, nous serons vaincus. [...] Ce ne fut pas la victoire des autres, mais ce n'est pas non plus la nôtre. Nous aurons à la conquérir par des efforts, sacrifices et luttes autrement plus considérables»⁹³. Désenchanté, il rappelle que le gouvernement «rouge» ne pourra prendre aucune mesure vraiment socialiste, parce qu'il s'est engagé à faire respecter la Constitution, les lois et les règlements. «Nous avons déjà eu des gouvernements en minorité ou en majorité socialistes, exerçant le pouvoir sous le contrôle d'un Parlement ou même au moyen d'une dictature entièrement de parti. Les inégalités sociales n'ont guère été supprimées, la division

91. L. BERTONI: «Syndicalisme et anarchisme», in *Le Réveil*, 3.2.1934. En Espagne, aux côtés de la Confédération nationale du travail anarcho-sindicaliste fondée en 1910, la Fédération anarchiste ibérique a été fondée en 1927. Des groupes proprement anarchistes apparaissent aussi en Suisse romande, comme la Jeunesse libertaire à Genève en 1932.

92. Henri TRONCHET: «Paradoxal Léon Nicole», in *Cahiers AEHMO*, N° 7, Lausanne, 1991, pp. 32-33. À cette époque, les socialistes ont aussi la majorité dans les exécutifs de Lausanne, Vevey, Montreux, Renens.

93. «Changement gouvernemental», in *Le Réveil*, 17.12.1933.

en classe existe toujours, l'exploitation du travail n'est pas moins dure, la répression n'a pas cessé de s'exercer.»⁹⁴

Mais au-delà de la brève expérience des gouvernements cantonaux socialistes, les premiers conflits apparaissent à Genève entre Bertoni et certains anarcho-syndicalistes. Déjà à propos de la «loi Duboule» – un projet de loi entendant donner force obligatoire aux conventions collectives de travail, mais introduisant en réalité la collaboration de classe – à laquelle la FOBB s'oppose; Bertoni écrit que le projet «a donné lieu à l'Union des syndicats du canton de Genève à une discussion qui s'est terminée par un vote équivoque. Nos camarades ont eu le tort de ne pas mieux définir leur attitude, en présentant un ordre du jour qui aurait été refusé à une très forte majorité, mais permettait de bien souligner notre point de vue»⁹⁵. Peu après, en janvier 1936, Lucien Tronchet accepte de devenir fonctionnaire syndical à la FOBB. Certains compagnons justifient son choix: «Jusque-là, il avait toujours refusé d'être salarié du syndicat. C'était incompatible avec son idéal anarchiste. Mais il ne pouvait plus travailler sur les chantiers à Genève, même à la coopérative du bâtiment. Il y avait des pressions sur la COBG, on lui refusait des travaux parce qu'elle continuait à engager Tronchet comme maçon.»⁹⁶ *Le Réveil/Risveglio* ne fait aucun commentaire; bien plus tard, Ernest Kolly témoigne: «Quand Lucien est devenu secrétaire permanent, ça a donné un sacré débat au groupe anarchiste. Il s'est accroché avec Louis Bertoni. Lui, il restait pour l'anarcho-syndicalisme, fait avec des gars de la base, qui continuaient à travailler sur les chantiers. Il avait raison dans un sens de ne pas vouloir la fonctionnarisation des responsables du syndicat.»⁹⁷ Finalement, Bertoni intervient en 1938, dénonçant une pratique peu libertaire, la syndicalisation obligatoire des ouvriers du bâtiment dans le canton de Vaud que soutiennent même quelques anarchistes, dont

94. L. BERTONI: *Le Réveil*, 1.5.1934.

95. L. BERTONI: «La loi Duboule», in *Le Réveil*, 2.11.1935.

96. Fernand [FELLAY], in C. WIST, *La vie quotidienne...*, op. cit., p.138.

97. Ernest [KOLLY], *ibid.*, pp. 138-139.

Adrien Buffat, secrétaire de la FOBB⁹⁸. Ces différends ne sont pas irréparables, n'entraînent pas de rupture, mais éclairent peut-être l'évolution de certains anarcho-syndicalistes pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Bertoni reste actif au syndicat des typographes, dont il est délégué à l'Union syndicale cantonale, mais il n'est plus l'agitateur syndical de premier plan qu'il était au cours des vingt premières années du siècle. Malgré tout, dans les années trente, le pape de l'anarchie «pour les latins c'était Malatesta, et en France il y avait Sébastien Faure [...], en Suisse, à ce moment-là, il y avait Bertoni», rappelle Henri Tronchet⁹⁹. En effet, *Il Risveglio* signale qu'«envers et contre tout, le compagnon Bertoni, que les circonstances du mouvement obligent à être le seul de nos propagandistes et à courir d'un bout à l'autre de la Suisse, est appelé chaque semaine à participer à des réunions et conférences qui montrent la vitalité de notre mouvement»¹⁰⁰. Son influence a marqué des générations de militants, même si peu d'entre eux sont restés dans le mouvement anarchiste. En 1933, répondant à une question provocatrice, il résume ainsi ses activités: «Je fais tout d'abord mon métier d'ouvrier typographe; ensuite je rédige plus de la moitié de notre journal, avec un total de 3 600 lignes, remplissages à part. Le journal paraissant tous les quinze jours, chaque mois j'ai le texte d'un petit volume de cent pages environ à écrire. Il faut y ajouter une centaine de lettres et de cartes postales, plus l'administration et l'expédition du journal. À part cela, il y a les réunions de groupe et les conférences dont la préparation m'impose aussi un certain travail. Ainsi pour le mois courant de novembre, j'ai fait trois conférences à Genève et huit autres à Saint-Gall, Winterthur, Bienne, Berne, Biasca, Balerna, Chiggiogna et Fribourg.»¹⁰¹ En 1933, il a tenu quatre-vingts conférences. Cette année-là, il recueille aussi avec Mario Mantovani et Luigi Fabbri les

98. L. BERTONI: «Avertissement», in *Le Réveil*, 5.11.1938.

99. H. TRONCHET, in C. WIST, *La vie quotidienne...*, *op. cit.*, p. 163.

100. *Il Risveglio*, 10.1.1931.

101. «Que fait Bertoni?», in *Le Réveil*, 2.12.1933.

écrits de Malatesta, mort l'année précédente, que les Edizioni del Risveglio vont publier en trois volumes en 1934-1936.

«TOUJOURS LES PREMIERS À AFFRONTER LE FASCISME» – Les anarchistes de Genève, bien insérés dans le mouvement ouvrier, ont «le grand mérite d'avoir toujours été les premiers à affronter le fascisme, depuis qu'il recourt à l'intimidation ou à la violence»¹⁰². Selon Bertoni, il faut «combattre à armes égales: ne pas faire de quartier à qui n'en fait pas; chasser des chantiers ceux qui ont empêché les nôtres de venir à l'étranger; boycotter qui tente de nous affamer; traiter comme des lépreux les porteurs d'insignes; opposer des contre-manifestations à chacune de leurs manifestations». Quand se manifeste un syndicalisme fasciste au Tessin, il saisit immédiatement le danger qu'il représente pour l'ensemble du mouvement ouvrier en Suisse: «Sans en exagérer l'importance, nous espérons qu'il servira au moins à troubler le sommeil d'un certain socialisme myope qui ne s'est pas rendu compte de cette évidence: le fascisme utilise tous les moyens de chantage pour asservir totalement même les Italiens de l'étranger, qui ne pourront que céder s'ils sont laissés à eux-mêmes, tout antifascistes qu'ils soient [...]. Et céder signifierait qu'en Suisse on ne pourrait plus compter sur l'élément italien, souvent fort important, ce qui nuirait à toutes les revendications ouvrières.»¹⁰³ Il constatera plus tard qu'«ouvriers chômeurs, petits paysans ruinés, petits bourgeois et intellectuels sans situation stable ne manquent pas chez nous et peuvent fort bien fournir leurs contingents au fascisme», tandis que l'offensive «est déjà déclenchée par la Ligue de combat du Front national. La presse nous annonce qu'elle a tenu à Zurich une grande assemblée publique, où les deux principaux orateurs ont été le colonel divisionnaire Sonderegger et Georges Oltramare. [...]

102. L. BERTONI: «Guerre et révolution», in *Le Réveil*, 30.12.1939.

103. L. BERTONI: «Sindacalismo fascista», in *Il Risveglio*, 22.9.1928. En hiver 1925, Mussolini a signé un décret ôtant la nationalité et confisquant les biens de tout Italien qui aurait commis à l'étranger un acte troublant l'ordre public; voir *Il Risveglio*, 26.12.1925. Voir aussi C. CANTINI, *Les Ultras, extrême droite et droite extrême en Suisse*, Éd. d'en bas, Lausanne 1992, p. 13.

La neutralité observée par la classe ouvrière dans Zurich la rouge à cette occasion nous étonne quelque peu»¹⁰⁴.

Il continue à tenir une centaine de causeries par an, portant surtout sur l'antifascisme; Lucien Tronchet s'en souvient: «Nous avons fait tirer des plaques pour projections lumineuses. Alors, j'accompagnais Louis pour présenter les images, lui commentait les horreurs fascistes: incendies de Maisons du peuple, d'imprimeries populaires, ouvriers bastonnés et assassinés.»¹⁰⁵ Elles sont parfois interrompues par la police, comme à Zurich le 7 avril 1923, où la conférence tenue avec le secrétaire de la Fédération du textile Wolf portait pour titre «Il fascismo parte da Dio»: quatre agents de police en uniforme et une dizaine en civil, protégés par un peloton de vingt hommes à l'extérieur, fouillent en vain les participants sous prétexte de chercher des armes. À Genève, le 15 juin, une réunion organisée par le Syndicat autonome des maçons et manœuvres finit dans le pittoresque: quelques fascistes bien reconnaissables, armés de bâtons, cherchent à interrompre Bertoni, les chaises volent, le groupe fasciste est forcé de quitter précipitamment la salle. «Notre maxime est celle de la Déclaration des droits de l'homme de 1793: *Repousser par la force tout acte arbitraire et tyrannique exécuté par la violence*, et donc: sus au fascisme! sus à toute tentative de mener son œuvre d'odieux asservissement en piétinant la divine liberté, en instaurant le règne de la matraque, comme il le dit lui-même.»¹⁰⁶

La vaste campagne antifasciste des anarchistes embête bien les fascistes italiens en Suisse, qui ne leur épargnent pas les insultes dans la presse. Leur hebdomadaire, *La Squilla italica* – que Bertoni appelle *Squilla Vandalica* – en déborde: «Luigi Bertoni, cette vessie gonflée d'air, cet étranger, fait des tournées de conférences en Suisse sur l'*infamie* fasciste, en conviant les contradicteurs, comme s'il était possible à un Italien de vaincre la nausée et de s'approcher de l'haleine lourde du sieur Bertoni [...]. Eh bien, disons clairement

104. L. BERTONI: «Le fascisme en Suisse», in *Le Réveil*, 1.5.1933.

105. L. TRONCHET, *Un penseur anarchiste...*, op. cit., p. 8. En 1927, Bertoni fera 120 conférences.

106. L. BERTONI: «Noi e i fascisti», in *Il Risveglio*, 30.6.1923.

que le jour où Bertoni nous aura suffisamment écœurés, nous mobiliserons les Colonies à ses réunions pour y dire un seul mot sans équivoque: *Basta!* »¹⁰⁷ Bertoni continue imperturbablement; à la fin mars 1926, sa conférence en honneur du socialiste Giacomo Matteotti, assassiné par les fascistes deux ans auparavant, rassemble à la salle de Plainpalais de Genève «une foule imposante, comme on n'en avait plus vu depuis la dernière manifestation du Premier Mai»¹⁰⁸.

Mais la liberté de presse se met à vaciller, pour les citoyens suisses aussi. Au mois d'avril 1926, sur ordre du procureur de la Confédération, cinq agents de police séquestrent au domicile de Bertoni les lithographies «Guerre et fascisme» (dont 2 000 exemplaires avaient toutefois été vendus en un mois), considérées comme injurieuses pour le roi d'Italie et le gouvernement de Mussolini¹⁰⁹. La liberté de parole est aussi menacée: le 10 juin, le Conseil d'État vaudois, à l'instigation des *fasci* italiens, réclame l'intervention de la police pour interdire une conférence en mémoire de Matteotti à la Maison du peuple de Lausanne¹¹⁰. À Genève, la conférence du 11 juin sur le même thème a pour orateurs Bertoni pour les anarchistes et Léon Nicole pour les socialistes; une cinquantaine de fascistes, protégés par des fonctionnaires italiens du Bureau international du travail (BIT), occupent une partie de la salle en se présentant en ordre militaire et cherchent à interrompre Bertoni par leurs cris. La riposte est immédiate, les chaises s'écrasent sur le groupe des fascistes qui se précipitent vers la sortie. Là, les «anars» les attendent avec de solides gourdins et leur infligent une correction. Tronchet, qui a sorti une arme, sera condamné à une amende pour avoir tiré des coups de pistolet et menacé un agent. L'écho international donné à l'incident oblige le Conseil fédéral à désapprouver publiquement

107. «Ai Signori del Littorio», in *Il Risveglio*, 9. 1.1926. Depuis ses premiers numéros, l'hebdomadaire

fasciste se déchaîne contre Bertoni.

108. «Contre le fascisme», in *Le Réveil*, 3.4.1926.

109. «Pour le fascisme», in *Le Réveil*, 1.5.1926.

110. «Liberté helvétique», in *Le Réveil*, 12.6.1926 et L. BERTONI: «À la meute fasciste», in *Le Réveil*, 26.6.1926.

devant les Chambres l'intervention fasciste¹¹¹. Quant à la presse réactionnaire locale, comme le *Journal de Genève*, elle réclame à nouveau l'expulsion de Bertoni: «Il y a trop longtemps déjà que cet agitateur cause des embarras à notre cité; qu'on nous en débarrasse une fois pour toutes, et qu'on l'expédie chez lui!»¹¹², alors que la *Squilla italica* se console en publiant le télégramme de Benito Mussolini: «J'exprime ma satisfaction envers les fascistes de Genève pour leur tenue lors de la soirée du vendredi 11 juin.»¹¹³

Bertoni prend à nouveau la parole à la réunion convoquée par l'Alliance antifasciste le 16 novembre 1928, avec le conseiller national socialiste Léon Nicole, devant plus de mille personnes. Un décret du conseil d'État genevois du 8 mars 1929 interdit en revanche une de ses conférences organisée par la Société de la Libre pensée et intitulée «Roi, Pape et Dictature» – qu'il a présentée à Lausanne et à Zurich les 2 et 3 mars – considérée comme une provocation envers les catholiques et envers un État voisin; Bertoni est convoqué au Département de justice et police, tandis que le «chef du Parti cléricafasciste» l'accuse d'être «un psychopathe, un malade»¹¹⁴. Les anarchistes et les libres penseurs ne baissent pas la tête: quelques jours plus tard, la même conférence est organisée avec succès, sous le titre «Politique et religion». Enfin, une conférence au Tessin au mois d'avril, «Le roi, le duc et l'adultère», suscite une réaction de l'évêque Aurelio Bacciarini qui cherche en vain à la faire interdire par le gouvernement du canton. Bertoni attise le feu en répondant ironiquement au prélat: «notre anticléricalisme ne se limite pas à combattre les prétentions excessives du clergé, il veut éliminer toute religion»¹¹⁵.

UNE BRÈVE DIGRESSION – Le 5 mai 1920, les anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti avaient été arrêtés à Boston, accusés de

111. L. TRONCHET, *Combats...*, *op. cit.*, pp. 41-43 et K. Spindler, *La Svizzera...*, *op. cit.*, pp. 152-153.

112. *Journal de Genève*, 13 juin 1926.

113. «Parole Chiare», in *Il Risveglio*, 26.6.1926.

114. L. BERTONI: «Lettre ouverte à Monsieur Jules Gottret», in *Le Réveil*, 23.3.1929.

115. L. BERTONI: «Religione e Clericalismo», in *Il Risveglio*, 20.4.1929.

vol à main armée et d'homicide; condamnés à mort le 7 juin 1921, ils seront exécutés en août 1927. Depuis leur première condamnation, des comités de soutien se forment dans le monde entier; Bertoni est un des plus actifs en leur faveur: meeting «De Ferrer à Sacco et Vanzetti» le 14 octobre 1921 à la salle communale de Plainpalais à Genève, conférence deux jours plus tard à Zurich avec des représentants des partis communistes suisse et italien, d'autres organisations italiennes et d'un groupe anarchiste allemand. La collaboration avec d'autres courants soulève quelque perplexité parmi les anarchistes; Bertoni mentionne «l'atroce soupçon» que «dans la tête des chefs, non des suiveurs» du Parti communiste le soutien à l'agitation «ne doit servir qu'à distraire l'attention des mêmes infamies, ou pires, commises par les gouvernants bolcheviques»¹¹⁶. L'exécution sur la chaise électrique des deux anarchistes italo-américains, le 27 août 1927, provoque manifestations et grèves de protestation; à Genève, des magasins américains et le chantier du Palais des Nations subissent des déprédations, des heurts se produisent avec la police qui font de nombreux blessés, des militants sont arrêtés. Bien des années plus tard, Sacco et Vanzetti seront officiellement réhabilités par le gouverneur du Massachusetts.

Mais contre le fascisme, les anarchistes de Suisse n'excluent pas de collaborer avec d'autres forces: «Que chaque groupement soit prêt à se défendre contre l'ennemi commun et ses forces, c'est fort bien; mais à condition que personne n'entende asservir les autres à ses ordres et à ses visées de domination personnelle ou de parti»¹¹⁷. Lorsque les communistes genevois proposent en 1928 la formation d'une garde ouvrière, les anarchistes admettent «la nécessité indéniable d'être prêts à répondre aux coups de la réaction par des coups» et reprochent au Parti socialiste sa réponse méprisante, et au Parti communiste «de toujours vouloir le «front unique» avec l'arrière-pensée d'accaparer ensuite le mouvement pour leurs fins». La vraie solution serait «de laisser à chaque tendance la liberté d'organiser son groupe de combat comme bon lui semble»

116. L. BERTONI: «La stessa infamia», in *Il Risveglio*, 1.11.1921.

117. «Garde socialiste et Garde ouge», in *Le Réveil*, 1.10.1927.

et que ces groupes aient «si possible des liens très étroits, de façon à pouvoir faire rapidement une action d'ensemble»¹¹⁸.

Bertoni reviendra plus tard sur la question du Front unique: «Certes, nous devons chercher à ne pas nous confondre avec les autoritaires – et à propos de cela j'ai fort insisté avec les camarades pour qu'ils ne suivent pas un Front mondial de création bolcheviste. Rien ne me répugnerait davantage que de marcher la main dans la main avec des autoritaires qui sont nos ennemis par définition; mais cela ne saurait signifier qu'il ne faille pas marcher. Nous ne saurions logiquement nous battre ni pour la démocratie, ni pour le socialisme dictatorial; mais nous avons à nous battre pour nous-même... Dernièrement des pacifistes intégraux, ennemis de toute violence... tenaient une réunion de discussion. Les clérico-fascistes la sabotèrent quelque peu. Le lendemain, l'organe clérical chantait victoire. Les pacifistes tinrent alors une seconde réunion et nos camarades décidèrent d'y assister en groupe. La Feuille noire en eut vent et conseilla vivement à ses jeunes amis de ne pas y aller. Grand succès et aucun trouble pour les pacifistes.»¹¹⁹ Les heurts ne manquent toutefois pas; à Genève, le Premier Mai 1935, les anarchistes arborant une banderole «Ni dieu, ni maître» arrachent le drapeau fasciste à un groupe de provocateurs, le brûlent sur place... et rossent les fascistes.

«NOUS AVONS DÛ LES FAIRE POURSUIVRE LEUR ROUTE VERS DES PAYS PLUS HOSPITALIERS» – Ils aident aussi les réfugiés en Suisse et les familles des victimes. En juin 1928, le groupe du Réveil et le Gruppo anarchico italiano di Ginevra constituent un comité en faveur des prisonniers politiques en Italie (Comitato pro figli dei carcerati politici d'Italia), qui publie chaque année de 1929 à 1941 un *Almanacco libertario Pro vittime politiche*, rédigé par Carlo Frigerio, rentré en hâte d'Italie, et entretient des contacts étroits avec tous les exilés en Europe et dans les Amériques.

118. LT [TRONCHET], «Au sujet d'une garde rouge», in *Le Réveil*, 3.3.1928.

119. L. BERTONI: «Entre deux dictatures que ferons-nous?», in *Le Réveil*, 1.12.1934.

C'est ainsi que se forme un réseau efficace d'aide aux antifascistes, avec les groupes anarchistes du Tessin, de Bâle, de Zurich et de Genève. Plusieurs Tessinois, notamment Carlo Vanza, Antonio Gagliardi, Rosalia Griffith et sa fille Antonietta, Giuseppe Bonaria, Giuseppe Peretti, Clelia Dotta, Franz Moser, Savino Poggi¹²⁰, aident des compagnons à fuir l'Italie en leur fournissant de faux passeports ou en les guidant par la montagne, puis les envoient à Bâle chez Ferdinando Balboni, à Zurich, ou à Genève où d'autres les font passer en France. Peu d'exilés pourront rester en Suisse: en 1927, *Il Risveglio* constate «qu'ils sont en bien petit nombre. Pas un seul de nos compagnons anarchistes n'a pu rester, nous avons dû les faire poursuivre leur route vers des pays plus hospitaliers»¹²¹. En effet, la France et la Suisse deviennent dès l'avènement du fascisme le passage obligé pour tous ceux qui fuient le régime, mais ce sera surtout la France qui offrira aux exilés la possibilité d'obtenir l'asile et de trouver du travail; la Suisse, malgré sa réputation de terre d'asile, ordonne aux polices cantonales de refouler les fuyards s'ils donnent l'impression de ne pas avoir de moyens financiers, et contrôle sévèrement leurs activités politiques, qu'elle interdit¹²².

En France, les anarchistes italiens essaient vite de se réorganiser, affrontant de grandes difficultés et des conflits internes. Des attentats contre des fascistes font condamner quelques anarchistes (Mario Castagna en 1923, Ernesto Bonomini en 1924). *Il Risveglio* exprime de sérieuses réserves contre la tentative de Ricciotti Garibaldi d'expédition armée contre le régime, qui va d'ailleurs se révéler une embuscade montée par les fascistes¹²³.

En revanche, l'aide financière envoyée en Italie est importante. Le 29 mai 1926, le journal peut annoncer qu'en quatre mois il a envoyé 2 000 liras en Italie pour la presse et 8 000 liras pour les

120. Voir les notes biographiques en index.

121. «Fuorusciti in Svizzera», in *Il Risveglio*, 1.5.1927. Voir aussi M. CERUTTI, *Fra Roma e Berna, la Svizzera italiana nel ventennio fascista*, op. cit., p. 179.

122. Voir M. CERUTTI, *Fra Roma e Berna*, p. 179 et M. VUILLEUMIER, *Immigrés et réfugiés en Suisse*, Zurich 1987, p. 64-65.

123. Voir «In margine alla polemica», in *Il Risveglio*, 26.6.1926; et L. BERTONI: «Ai compagni», in *Il Risveglio*, 16.4.1927.

victimes politiques; de juillet 1928 à juillet 1930, le Comité pour les victimes politiques récolte plus de 20 000 francs. Le cheminot de Bellinzone Giuseppe Peretti, un des principaux «courriers», est arrêté en gare de Milan le 11 mai 1929 avec quelques Italiens, condamné à deux ans de prison et trois ans de surveillance spéciale le 30 novembre pour avoir transmis de l'argent à des anarchistes; il sera gracié en juin 1930, après quatorze mois de détention¹²⁴.

Le 3 janvier 1930, une énième perquisition frappe Bertoni ainsi que Randolfo Vella, Domenico Ludovici, Carlo Frigerio, suite à l'arrestation à Bruxelles de Camillo Berneri, le 20 décembre, accusé avec des complices à Paris de complot contre Dino Grandi, ministre des Affaires étrangères d'Italie, qui se trouve à la Société des Nations à Genève. L'enquête lancée par le Conseil fédéral est vite suspendue lorsqu'on découvre l'implication d'un agent provocateur fasciste¹²⁵. Critiqué par les journaux italiens, Bertoni se défend: «Parlons clair, sans réticence ou violence aucune. L'affaire du complot se trouve pour ainsi dire liquidée. Un mouchard a réussi à circonvenir l'un de nos camarades qui, grisé par quelques petits succès obtenus dans la lutte contre l'espionnage, a voulu, sans grande nécessité, y persister. À vouloir démasquer des espions, on risque d'en tomber victime. Notre camarade Berneri vient d'en faire la triste expérience. Plus d'un d'entre nous l'en avait d'ailleurs prévenu.»¹²⁶ À son avis, il s'agit d'un «complot monté par Mussolini [...] pour persécuter et désorganiser les colonies italiennes à l'étranger en même temps que pour détourner l'attention de la misérable situation du peuple italien»¹²⁷.

Une forme de banditisme, d'illégalisme anarchiste trouve du soutien dans certains milieux libertaires. Pour Bertoni, «la théorie du vol pour la propagande est fausse, parce qu'il ne manque pas

124. Voir par ex. L. BERTONI: «Presse romande», in *Le Réveil*, 28.12.1929; «Peretti reste en prison», in *Le Réveil*, 11.1.1930.

125. «Lettera dal Belgio», in *Il Risveglio*, 11.1.1930 et «Autour du complot», in *Le Réveil*, 8.2.1930.

126. «L'offensive policière fasciste», in *Le Réveil*, «Cartes sur table», in *Le Réveil*, 25.1.1930.

127. L. BERTONI: «Un terroriste», in *Le Réveil*, 25.1.1930.

tant de moyens que d'hommes pour la mettre en action»; il refuse catégoriquement d'accepter que le mouvement en soit réduit à devoir survivre par le produit de vols, «pour ce qui nous concerne, nous avons déconseillé de le faire. Peu importe si la droiture morale peut apparaître à certains une perfidie puritaine raffinée [...]». La délinquance illégale, comme la légale, est un triste produit de la société bourgeoise, et donc un ferment de corruption et de mort»¹²⁸. Même si l'on peut «admirer leur énergie extraordinaire», les illégalistes ne seront jamais proclamés «anarchistes honoraires, comme Caserio, Angiolillo, Bresci, Sacco et Vanzetti»¹²⁹.

Bertoni sera encore mêlé à «l'affaire Zamboni», une sombre histoire de projet de manifestation, voire d'attentat contre une délégation italienne invitée à une conférence à Lausanne en été 1932. Il n'y manque pas l'agent provocateur fasciste, Assunto Zamboni (son frère Anteo, âgé de 15 ans, avait été lynché par les Chemises noires à Bologne en octobre 1926 pour être soupçonné d'avoir tiré contre Mussolini). Averti par le socialiste tessinois Francesco Borella, Bertoni prévient les compagnons italiens résidant au Tessin qu'il «va falloir être plus sérieux» et «interrompre les tractations déjà entamées»¹³⁰; les Italiens Randolfo Pacciardi, républicain, et Rodolfo Gunscher, anarchiste, finiront par être expulsés sous les pressions exercées par Mussolini.

À Genève, le 9 novembre 1932, contre la convocation d'une assemblée fasciste voulant mettre en accusation les dirigeants de la gauche, le Parti socialiste, les anarchistes et les organisations syndicales convoquent une manifestation de protestation avec pour orateurs les socialistes Nicole et Lebet et l'anarchiste Lucien Tronchet. Face à la foule accourue nombreuse, une école de recrues est en position de tir. Il y aura treize morts et 65 blessés. La ville est en état de siège, quatre bataillons ont été mobilisés, la police opère des arrestations et recherche les fugitifs. Les frères Pierre et Lucien Tronchet s'éclipsent à l'étranger, ils ne reviendront en Suisse qu'au

128. L. BERTONI: «Una cattiva azione», in *Il Risveglio*, 7.7.1928.

129. L. BERTONI: «La tragedia interna», in *Il Risveglio*, 8.3.1930.

130. D'un message de Bertoni confisqué par la police chez Assunto Zamboni.

moment du procès intenté à une cinquantaine de participants, déguisés l'un en étudiant portant couleurs, l'autre en curé. Bertoni subit perquisitions et interrogatoires sans que cela ne l'incolpe en rien¹³¹. Il relèvera plus tard que le massacre «ne produisit pourtant pas le mouvement spontané de protestation auquel on aurait pu s'attendre. L'hostilité de la majorité des socialistes suisses à l'égard de Nicole en fut la première cause; la juste méfiance contre toute proposition communiste, la seconde; le plat réformisme des syndicats, la troisième; notre faible influence hors de Genève, la quatrième»¹³².

Suite à ce massacre d'État, il y aura plusieurs refus de servir à l'armée: André Bösiger notamment sera condamné à près de deux ans de prison. Contre cette condamnation, deux jeunes anarchistes, Henri Tronchet et Armand Moret, posent en décembre 1935 des explosifs contre un monument aux victimes de la Première Guerre au parc Mon-Repos à Genève; ils écoperont respectivement de deux ans et quinze mois de détention.

Rappelons qu'entre 1932 et 1937, le gouvernement fasciste semble estimer que les plus grands dangers risquent de venir de l'étranger, en particulier lorsque des éléments révolutionnaires entrent clandestinement en Italie, «en se servant de cartes du Club alpin suisse»¹³³.

131. «Leur mentalité», in *Le Réveil*, 3.12.1932.

132. L. BERTONI: «Un anno dopo», in *Il Risveglio*, 18.11.1933.

133. Voir G. SACCHETTI: «Gli anarchici nell'Italia fascista attraverso le carte di polizia», in *La Resistenza sconosciuta*, p. 225-229. S'agirait-il des menées de l'anarchiste alpiniste tessinois Giuseppe Peretti?

« LE MONDE NE VEUT RIEN SAVOIR DE LA LIBERTÉ » (1936-1947)

EN ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE – Le 20 juillet 1936, on aurait pu quasiment penser que la révolte des généraux contre la République espagnole avait été étouffée. Le mouvement anarchiste (la Confederación Nacional del Trabajo CNT et la Federación anarquista iberica FAI) constitue immédiatement des milices et des comités révolutionnaires, organise les premières colonnes de volontaires qui partent pour le front d'Aragon; ouvriers et paysans exproprient les usines et les terres et les gèrent en collectivités: c'est la première et la dernière révolution prolétarienne du xx^e siècle. Domenico Ludovici, fidèle collaborateur du *Risveglio*, un homme de 52 ans, qui se trouve à Barcelone depuis quelques mois, écrit: « Ici, si nous n'avons pas la pure anarchie, les compagnons espagnols nous ont donné l'exemple qu'on peut vivre sans patrons [...]. Je vis des heures d'intenses émotions et il me semble avoir vingt ans. C'était mon rêve, la révolution a été l'aspiration de ma vie entière. On la vit ici moralement et matériellement. »¹ Les anarchistes de Suisse se mobilisent immédiatement, avec un immense enthousiasme bien compréhensible: l'anarchisme, liquidé comme mouvement ouvrier dans tous les pays où règnent le fascisme ou le communisme d'État, est exceptionnellement bien implanté en Espagne. Le 7 août, sous les auspices du Comité d'aide au peuple espagnol et devant 1 500 personnes réunies au Victoria Hall de Genève, Bertoni exalte la Révolution espagnole et demande la solidarité des classes opprimées. Les réunions se succèdent à un rythme rapide, on collecte de l'argent et des équipements. Un groupe clandestin, Adelante, se constitue à Genève pour relayer des informations de première main sur la situation en Espagne, mais aussi pour fournir des armes sous le

1. Lettre de Barcelone du 6 août 1936, *Il Risveglio*, 22 août 1936.

manteau et aider au passage des volontaires². Lucien Tronchet est chargé par l'Office ibérique d'expansion économique de mettre en lien les coopératives agricoles espagnoles avec les coopératives de consommation en Suisse; il organise des expéditions de machines-outils avec l'aide de la Fédération syndicale internationale. Certains vont accueillir, voire adopter des orphelins de libertaires espagnols et soutiennent financièrement la colonie antifasciste italienne de Saint-Cergue en France, qui accueille 120 enfants espagnols. D'autres s'engagent dans les milices de la CNT/FAI, bien que ni Bertoni ni Tronchet ne les y encouragent: «Bertoni m'avait dit: Là-bas, il y a trois hommes qui attendent qu'un autre tombe pour ramasser son fusil, tu ne pourras être qu'un bouche-trou; ici, tu es bien plus utile.»³ Des volontaires envoient correspondances et témoignages au *Réveil/Risveglio*: Albert Minnig⁴, Tommaso Serra, Giuseppe Ruozzi («Tranquillo»), Leonardo Mastrodicasa («Numitore»).

Lorsque les militants espagnols le sollicitent de s'établir à Barcelone pour y développer la propagande, Bertoni décline l'invitation, tenant à continuer la publication du journal⁵. Désireux de voir la situation de ses propres yeux, il se rend pourtant à Barcelone au mois d'octobre avec Lucien Tronchet, Léonce Meizoz et Fernand Fellay: «De la frontière à Barcelone dans les villes et les villages, j'ai vu flotter surtout le drapeau rouge et noir de la CNT et de la FAI [...]. Pour avoir su en un premier temps prendre toutes les responsabilités de l'organisation de la vie sociale, sans s'en remettre au gouvernement, [nos camarades] ont démontré que l'anarchie n'est nullement une impossibilité, surtout si l'on tient compte qu'ils ont dû tout improviser au milieu de difficultés sans nombre.»⁶ Il est invité par les Jeunesses libertaires à parler au Teatro Olimpia avec d'autres anarchistes connus internationalement, Emma Goldman,

2. Voir M. FILGUEIRAS, «Mouvement anarcho-syndicaliste à Genève et volontaires libertaires», in *La Suisse et l'Espagne, de la République à Franco, 1936-1936*, Lausanne, 2001.

3. A. BÖSIGER, *Souvenirs d'un Rebelle*, Saint-Imier, 1992.

4. Voir son «Cahier d'un milicien dans les rangs de la CNT-FAI», *Le Réveil anarchiste*, du n° 978 (24 juillet 1937) au n° 992 (12 février 1938), réédité en 2006.

5. Bertoni à inconnu, Genève, 18 août 1936. Archives Bertoni, CIRA Lausanne.

6. L. BERTONI: «À Barcelone et au front de Huesca», in *Le Réveil*, 31.10.1936.

Sébastien Faure, Augustin Souchy et Camillo Berneri; Federica Montseny, après l'avoir salué affectueusement, le présente comme le « descendant direct de la Fédération jurassienne guidée par Bakounine »⁷. Bertoni commence son intervention en clamant son enthousiasme: « Merci, vaillants compagnons, vous avez réalisé le rêve de ma vie: vos efforts, vos réalisations font une histoire que personne ne pourra abolir »⁸, puis il est appelé à la présidence du Congrès anarchiste mondial auquel participent une cinquantaine de délégués de toute l'Europe. Il s'entretient avec le compagnon Diego Abad de Santillán, délégué à l'approvisionnement en Catalogne, et se rend au front pour saluer les amis connus en Suisse qui sont volontaires dans la Première colonne italienne (affiliée à la colonne Ascaso de la CNT-FAI), sous le commandement de Carlo Rosselli⁹.

Mais dès la fin du mois d'octobre la situation lui semble critique: « Aujourd'hui nos camarades ont malheureusement dû céder à un véritable chantage. On leur a dit que le gouvernement madrilène ne donnerait pas tout ce qu'il peut donner et qui est absolument indispensable à la victoire, tant qu'à côté d'un gouvernement catalan régulier, il en existerait un irrégulier. »¹⁰ Les communiqués, largement publiés dans le *Réveil/Risveglio*, confirment les difficultés des libertaires espagnols, en particulier sur la question de la collaboration au gouvernement, sur la militarisation forcée des milices, enfin en raison des conflits au sein de la Première colonne italienne, composée en majorité d'anarchistes, malgré les tentatives d'apaisement de Carlo Rosselli. Ce dernier insiste, dans une lettre à Bertoni du 6 novembre, sur le nécessaire maintien de l'autonomie des formations volontaires face au projet de militarisation¹¹. L'entrée au gouvernement du Front populaire, le 4 novembre 1936, de quatre

7. M.M. [Mario MANTOVANI] in *Il Libefario, settimanale della Federazione anarchica lombarda*, Milan, 5.2.1947.

8. D. LUDOVICI, *Il Libefario*, Milan 5.2.1947; voir aussi L. TRONCHET, *Combats...*, *op. cit.*, p. 117.

9. Voir L. BERTONI: « À Barcelone et au front de Huesca », *aff. cit.*

10. *Ibid.*

11. *Il Risveglio*, 14.11.1936. Rosselli finira par abandonner la direction de la colonne sur demande des volontaires anarchistes.

anarchistes de la CNT qui y resteront six mois semble partiellement justifiée en raison des nécessités; Bertoni reconnaît que cette expérience inspire de sérieuses craintes, malgré la confiance qu'il fait aux personnes¹², mais peu après il souligne que les anarchistes ne sont pas «les seuls à affirmer qu'il est absurde de séparer la guerre de la révolution» et dénonce en particulier le fait «qu'avant de gagner la guerre sur le fascisme les politiciens de tout acabit visent à anéantir l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, ce qui risquerait beaucoup de leur faire perdre la guerre aussi»¹³. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte antifasciste: l'Espagne «s'est levée en armes non pas uniquement pour garder au peuple une domination nationale, mais réaliser l'une de ces grandes transformations de structure économique que de toutes parts on appelle pour sortir de la crise»¹⁴. Mais les milices sont contraintes à se militariser, sous peine d'être dissoutes faute d'armes et d'approvisionnements; depuis le mois de novembre, le Parti communiste se met à faire la loi, grâce à l'envoi important de matériel de guerre – largement payé par l'or de la Banque d'Espagne – par l'Union soviétique. Celle-ci ne cache pas son intention d'empêcher qu'une révolution se produise en Espagne, où elle souhaite uniquement une démocratie sociale bourgeoise. Les «Journées de mai» 1937 à Barcelone, symptomatiques du conflit entre staliniens et anarchistes, font des centaines de morts. Camillo Berneri, rédacteur du journal *Guerra di classe* publié en italien, et son compagnon Francesco Barbieri sont enlevés à leur domicile par des agents communistes, et retrouvés assassinés dans un chemin. Bertoni accuse ouvertement les staliniens d'assassinat: Berneri «possédait une vaste documentation sur la Révolution espagnole et sur les plans impérialistes et conquêtes du fascisme. Mais il était aussi fort bien renseigné sur certains projets impérialistes des maîtres actuels de la Russie; et dans quelques articles il avait dévoilé les intentions criminelles des staliniens à l'égard des

12. L. BERTONI: «Questioni spinose», in *Il Risveglio*, 28.11.1936.

13. L. BERTONI: «Guerra e Rivoluzione», in *Il Risveglio*, 30.1.1937 et «Guerre et Révolution indissolubles», in *Le Réveil*, 27.2.1937.

14. L. BERTONI: «Ignorance ou diffamation», in *Le Réveil*, 13.3.1937.

antifascistes espagnols qui n'étaient pas leurs larbins. En signant ces articles, il signa sa condamnation à mort»¹⁵. Plus largement, il commente la situation conflictuelle: «Toute révolution a eu ses révolutionnaires proprement dits et ses contre-révolutionnaires qui, en un premier temps, incapables de lui résister, feindront de s'y résigner ou même de l'accepter, tout en épiant le moment où la fatigue, le mécontentement, les revers, les erreurs inévitables leur permettront de constituer une coalition de tous les négatifs et de réclamer la restauration. [...] La contre-révolution a été favorisée par l'intervention des bolchevistes russes, convertis tout à coup dans le monde entier à la république ou même à la monarchie démocratique, parlementaire et bourgeoise. En Espagne, les staliniens n'étaient qu'un parti minuscule, mais l'aide russe aussi exagérée qu'exploitée les grandit en nombre, en influence, en puissance, si bien que leur domination dans les sphères officielles devint bientôt totale. [...] C'est [...] un mensonge ridicule que d'accuser nos camarades de ne pas avoir voulu accepter la militarisation. Cela est vrai uniquement pour quelques volontaires italiens, qui d'ailleurs s'y seraient résignés s'ils avaient eu l'assurance de continuer à se battre pour une révolution [...]. En réalité Largo Caballero a déjà promis à la bourgeoisie mondiale qu'il étouffera la révolution et que sa victoire ne signifiera que le retour de l'Espagne au régime identique, même au point de vue économique, des autres États capitalistes.»¹⁶ Selon *Il Risveglio*, le coup de main communiste à Barcelone, applaudi par la bourgeoisie internationale, a même été salué par une augmentation des cours de la Bourse, et on en dit autant de l'entrée en fonction du gouvernement Negrin, imposé par les communistes¹⁷.

En novembre 1937, la Fédération anarchiste ibérique se déclare favorable à une armée centralisée et envisage une nouvelle participation des anarchistes au gouvernement; elle donne ainsi priorité à

15. L. BERTONI: «Où sont les provocateurs et les incontrôlables», in *Le Réveil*, 29.5.1937.

16. L. BERTONI: «Pour nos combattants de Barcelone», in *Le Réveil*, 15.5.1937.

17. «Per comprendere la nuova situazione spagnola», in *Il Risveglio*, 10.7.1937.

la lutte contre le fascisme. Bertoni objecte immédiatement qu'une armée révolutionnaire n'a rien de commun avec une armée bourgeoise; que lorsque les anarchistes ont abandonné leurs postes de ministres les persécutions ont certes augmenté, mais au moins ils n'étaient plus responsables des mesures prises contre les anarchistes et les syndicats; pour ce qui est de la lutte contre le fascisme, s'il faut bien sûr tenir compte de la situation dans le pays, «n'affirmons pas à l'avance être prêts à tout subir pour maintenir le front de combat»¹⁸.

Il réclame donc le droit et le devoir de critiquer les choix des anarchistes espagnols; en même temps, nous l'avons vu à propos de la participation des anarchistes au gouvernement et de la militarisation, il semble se débattre dans les contradictions du drame espagnol, allant jusqu'à s'éloigner de son intransigeance habituelle et cohérente sur les principes. Il persiste à soutenir les combattants libertaires, et le fera jusqu'à la fin, sans laisser place au défaitisme de certains anarchistes ni à leurs accusations violentes. Il observe que les difficultés doivent être analysées de près et de manière réaliste, sans «optimisme béat, tout en ne désespérant jamais de l'avenir»¹⁹, et accuse la gauche française et le gouvernement Blum, qui n'ont respecté aucun pacte et rompu les relations avec l'Espagne, de «pacifascisme»²⁰. «Ces prétendus révolutionnaires français qui attendirent que la situation soit désespérée pour se lever contre le bloc qu'ils toléraient depuis trente mois [...] font pitié. C'est grâce au consentement du prolétariat mondial, mais français en premier lieu, que l'Espagne se voit privée d'armes et assassinée. Le prolétariat comme entité collective consciente n'existe pas, et ses internationales sont nulles.»²¹

Ces années-là, Bertoni adopte de plus en plus une position «gradualiste»: «Malatesta dit que nous n'arriverons certes pas d'un seul coup à l'anarchie, mais que nous avons à faire des expérimentations anarchistes, dans la mesure de nos forces, moyens

18. L. BERTONI: «Raisons majeures», in *Le Réveil*, 20.11.1937.

19. L. BERTONI: «Notre attitude», in *Le Réveil*, 9.10.1937.

20. L. BERTONI: «La dernière défaite du Prolétariat», in *Le Réveil*, 19.2.1939.

21. L. BERTONI: «Sono passati!», in *Il Risveglio*, 21.2.1939.

et capacités.»²² Aux socialistes et aux communistes qui, alors que la Révolution est vaincue en Espagne, cherchent à ridiculiser l'anarchisme, il rétorque que les anarchistes espagnols n'ont jamais prétendu «jouer les maîtres; ils disent simplement: voici ce que nous avons fait, cherchez à mieux faire! Pour ce qui est des accroc aux principes, ils les excusent comme étant dus à certaines circonstances tragiques, sans en faire des canons d'un néo-anarchisme particulier. Avoir sacrifié des principes dans le seul but de pouvoir continuer à se défendre contre l'invasion étrangère, une question de vie ou de mort, ne prouve rien contre la théorie et la pratique anarchiste.» Il réfute les insinuations selon lesquelles les anarchistes auraient reconnu la supériorité de la direction bolchevique-bourgeoise; «ces communistes et socialistes qui ânonnent sur le marxisme et la révolution et ont approuvé le coup d'État de mai 1937 contre ce qui s'était réalisé de socialiste font littéralement horreur»²³. On ne peut oublier «que l'intervention stalinienne fut nettement dirigée contre toutes les réalisations collectivistes pour le retour à l'économie bourgeoise ou étatisée. Détruire tout ce que l'initiative populaire avait créé fut le rôle du parti soi-disant communiste et de toute l'immonde bande de policiers envoyés par Moscou. Les croyants coûte que coûte au mythe stalinien sont aussi dangereux que les pires fanatiques de n'importe quelle religion. Ce n'est pas avec une mentalité d'esclave qu'on fait œuvre d'affranchissement»²⁴. Le 17 mai 1937, Negrin a formé un nouveau gouvernement, sans les anarchistes mais soutenu et contrôlé par le Parti communiste qui, grâce à l'URSS, tient désormais les rênes de la République. Le programme du gouvernement comporte l'adoption d'une constitution démocratique et le retour à la propriété privée.

La solidarité de Bertoni avec les compagnons espagnols n'est pas toujours partagée en Suisse. Henri Tronchet se rappelle «une séance érigée en véritable tribunal, où j'ai été menacé de voies de fait parce que je n'étais pas d'accord avec une résolution qui criti-

22. L. BERTONI: «Guerre et anarchisme», in *Le Réveil*, 10.4.1937.

23. L. BERTONI: «False interpretazioni», in *Il Risveglio*, 21.9.1939.

24. L. BERTONI: «Les mythes», in *Le Réveil*, 24.2.1940.

quait les anarcho-syndicalistes espagnols, qui à mon avis auraient eu des leçons à nous donner et non à recevoir»²⁵. Bertoni prend l'exemple de la FOBB genevoise, opposée au syndicalisme légaliste-réformiste, dont l'activité actuelle consiste «dans l'application stricte par l'action directe des contrats collectifs légaux que la veulerie ouvrière laisse trop souvent plus ou moins violer». C'est trop peu pour la qualifier de révolutionnaire. «Seuls nos camarades espagnols ont donné l'exemple d'un véritable syndicalisme révolutionnaire, revendiquant la gestion de la production et créant, même dans les conditions les plus difficiles, des écoles, des crèches, des cliniques, des bibliothèques, etc., en dehors de l'État.»²⁶

Il n'épargne évidemment pas les classes dirigeantes en Suisse, complices manifestes du fascisme: «Nous assistons chaque jour au spectacle répugnant d'un pays qui se vante d'être la plus vieille démocratie du monde, qui invoque ses libertés séculaires, ses autonomies locales et son fédéralisme à vaste échelle et qui, face au peuple espagnol, professe que ces garanties civiles doivent être éliminées inexorablement.» Le prolétariat, d'ailleurs, malgré toutes ses manifestations de sympathie et de solidarité, n'a pas réussi à faire changer quoi que ce soit aux décisions des autorités²⁷.

AMANTS FANATIQUES DE LA LIBERTÉ – Les anarchistes ont toujours combattu la démocratie bourgeoise «qui a prétendu fonder l'égalité des droits sur une inégalité de fait», mais on ne peut ignorer que «le droit démocratique représente tout compte fait ce que nous avons su obtenir grâce aux révolutions passées». Voilà pourquoi, afin de sortir d'une situation causée par l'exaspération du principe d'autorité, il faut redonner vie à l'étendard de la liberté²⁸, justement parce que ni la démocratie ni la dictature n'ont proposé de solution

25. Lettre à G. BOTTINELLI, 23.11.1982.

26. L. BERTONI: «Point de vue», in *Le Réveil*, 16.12.1939.

27. L. BERTONI: «Data memorabile», *Almanacco pro vittime politiche per l'anno 1939*, Genève, 1938.

28. [L. BERTONI]: «La grande équivoque», in *Le Réveil*, 4.2.1928.

au problème social²⁹. Les temps «sont critiques et il est urgent de faire comprendre que le pouvoir n'est pas à remettre, à déléguer, à confier à d'autres mais à exercer directement par tous. L'homme émancipé est celui qui détient son pouvoir en soi»³⁰.

Un mois après le massacre de manifestants à Genève, le 9 novembre 1932, Bertoni avait souligné dans un article la régression des démocraties: «Il semble que le monde ne veuille rien savoir aujourd'hui de la liberté; il invoque une autorité qui le soit vraiment, un gouvernement qui gouverne, un pouvoir devant lequel tous s'inclinent [...]. Peu importe qu'il en découle le terrorisme, l'écrasement, la guerre, le pillage [...] pourvu que règnent l'ordre, la discipline, la soumission, pourvu que les opinions et les voix discordantes soient étouffées [...]. Nous avons une démocratie titubante, incertaine, quasiment honteuse d'elle-même, atterrée par l'évolution logique de ses propres principes, prête sinon à se jeter dans les bras du fascisme, du moins à lui céder volontiers la place. Et à côté d'elle nous avons un socialisme vivant au jour le jour, avec un programme minimum qui ne répond pas aux nécessités urgentes du moment.»³¹

Depuis l'avènement d'un gouvernement fasciste en Italie, la gauche suisse est active dans la lutte antifasciste et cherche par tous les moyens à faire interdire officiellement la propagande et les organisations fascistes. En avril 1928 déjà, quand les fascistes italiens en Suisse se proposaient de fêter la naissance de Rome, anniversaire légendaire dont ils ont fait la fête du travail, les antifascistes ont répliqué en organisant des contre-manifestations à Bâle et à Locarno; mais «les députés communistes au Grand Conseil de Bâle, avec une incohérence incroyable, ont demandé au gouvernement d'interdire la manifestation fasciste. On ne peut faire mieux dans le ridicule. On s'insurge contre le fascisme pour avoir supprimé les libertés

29. L. BERTONI: «Democrazia e dittatura», *Studi sociali*, Montevideo-Buenos Aires, 8.9.1930.

30. L. BERTONI: «Per le conferenze», in *Il Risveglio*, 31.10.1931.

31. L. BERTONI: «Reazione o Libertà», *Almanacco libertario pro vittime politiche per l'anno 1933*, Genève, 1932.

publiques, et on exige de faire de même!»³² Il n'est nullement paradoxal que les anarchistes restent les seuls paladins de la liberté. Bertoni est conscient que des restrictions aux libertés pour les fascistes représentent aussi un risque pour les autres courants. Il refuse ainsi, de manière cohérente, de participer à une commission d'enquête sur l'espionnage fasciste: «Exiger la suppression des fasci ? parce qu'ils menacent l'ordre public ? Mais alors on pourra en dire autant des groupes anarchistes, des sections communistes ou des associations antifascistes!» C'est ce qui s'était passé en 1922 déjà, quand des syndicats avaient exclu les membres du Parti communiste; la Fédération suisse des typographes leur emboîtera le pas en 1930³³.

En novembre 1932, les socialistes genevois, «à notre grande surprise», ont demandé au gouvernement d'interdire l'assemblée fasciste³⁴; en 1934, quand les antifascistes tessinois organisent une contre-manifestation lors de la marche fasciste à Bellinzone, le 25 janvier, contre le projet du Grand Conseil d'adopter une loi restreignant les libertés publiques considérées comme dangereuses pour l'ordre public, Bertoni salue «la véritable insurrection populaire contre le fascisme», mais ajoute: bien que «les fascistes ne demandent que la liberté de pouvoir supprimer toute liberté [...], il est absurde de réclamer une loi qui ne peut qu'aboutir à la suppression légale de toute manifestation. La liberté a ses inconvénients, sans doute»³⁵.

«LA LIBERTÉ HELVÉTIQUE N'EST PLUS QU'UN SOUVENIR» – Depuis leur fondation en juillet 1900, *Le Réveil* et *Il Risveglio* ont connu de grandes difficultés; mais comme leurs responsables sont suisses, ils ont joui jusqu'en 1934 d'une certaine latitude. Les interventions tendant à limiter leur liberté d'expression n'ont pas manqué, comme en avril 1926, quand le *Réveil* a publié une illustration intitulée

32. L. BERTONI: «Manrovesci e Battimani, due manifestazioni», in *Il Risveglio*, 1.5.1928.

33. L. BERTONI: «Dichiarazione necessaria», in *Il Risveglio*, 25.1.1930, et «Tribune syndicale», in *Le Réveil*, 5.4.1930.

34. «L'uccidio di Ginevra», in *Il Risveglio*, 19.11.1932.

35. L. BERTONI: «Le fascisme au Tessin», in *Le Réveil*, 3.2.1934.

«Guerre et fascisme»: le conseiller fédéral Giuseppe Motta a réagi immédiatement en séquestrant le périodique, pour préserver les bons rapports avec Mussolini. Avec l'avènement du nazisme, le fascisme n'est plus limité à l'Italie et devient préoccupant; les organisations politiques et économiques du mouvement ouvrier procèdent à une révision historique et politique de ses origines et de son développement. Les classes dominantes dans les démocraties bourgeoises, quant à elles, sont souvent réticentes à recourir à des méthodes autoritaires pour affronter les mouvements d'opposition, parce qu'elles sont en mesure d'imaginer des méthodes plus subtiles et indirectes pour parvenir à leurs fins. Pour ne pas compromettre leurs intérêts économiques, elles instaurent de nombreuses limitations aux libertés fondamentales. C'est le cas de la Suisse qui, jouant sur le nationalisme diffus et l'alimentant, réussit sans trop soulever de soupçons à se transformer en une «démocratie autoritaire»³⁶, adoptant des mesures de plus en plus liberticides, notamment pour la presse. Les rédactions reçoivent des circulaires leur demandant de bien vouloir coopérer à l'application de l'arrêté du 26 mars 1934 contre «l'outrage public envers une nation étrangère ou son souverain ou un gouvernement étranger». Bertoni relève que la Commission consultative de la presse se garde bien de blâmer ceux qui injurient la Russie ou le Mexique³⁷. Le *Réveil* reçoit un peu plus tard un «avertissement sérieux» de la commission de censure, dû à un article du 6 janvier 1936 qui contiendrait de «graves injures» envers le chef d'un gouvernement étranger, que le journal a osé qualifier de «canaillerie cléricale». Au mois d'août, de nouveaux arrêtés interdisent l'enrôlement de Suisses dans la guerre d'Espagne; le 3 novembre, les Postes et Télégraphes reçoivent l'ordre de retenir toutes les publications antifascistes étrangères; le 23 novembre, le Ministère public menace Bertoni de dénonciation pénale s'il continue à organiser des meetings pour l'Espagne révolutionnaire, parce qu'ainsi il incite à commettre des délits.

36. Comme la qualifie E. Bonjour pour la période de la guerre, in *La neutralité suisse: synthèse de son histoire*, éd. de la Baconnière, Neuchâtel 1979.

37. L. BERTONI: «Liberté de la presse», in *Le Réveil*, 19.10.1935.

Au printemps 1937, *Le Réveil* commente cette escalade, ainsi que les peines allant jusqu'à 15 mois infligées à des militants communistes accusés d'avoir organisé le départ de volontaires pour l'Espagne: «Beaucoup y croient encore, d'autres ont de la peine à ne plus y croire, mais il faut se rendre à l'évidence. La liberté helvétique n'est plus qu'un souvenir s'éloignant de plus en plus», les provocations fascistes sont permises, le commerce des armes est libre, sauf pour l'Espagne républicaine, la presse antifasciste est bâillonnée tandis que les publications franquistes circulent librement³⁸. À nouveau la Commission consultative de la presse va admonester la rédaction au sujet de la publication, les 9 octobre et 6 novembre 1937, «dans l'édition italienne d'articles incompatibles avec les règles qui doivent présider aux relations internationales, par vos attaques contre le Pape, Souverain de l'État du Vatican, et vos insinuations concernant MM. Hitler et Mussolini»³⁹. Le 4 janvier 1938, se fondant sur les arrêtés du Conseil fédéral des 14 et 25 août 1936, la Direction des postes informe que le compte de chèques postaux des journaux est bloqué immédiatement, jusqu'à nouvel avis. Bertoni se hâte d'en informer ses lecteurs et de commenter la décision: «Que la Suisse ne soit pas neutre est prouvé par toute sa presse bourgeoise et gouvernementale, qui attaque violemment jour après jour la République espagnole, sans que la Commission de la presse juge nécessaire de la rappeler à l'ordre. [...] Le commerce d'armes n'étant pas interdit avec l'Italie, à travers celle-ci Franco peut toujours être abondamment pourvu d'armes, marque Arbalète! [...] Rappelons encore qu'au moment des sanctions contre l'Italie, une cueillette officielle d'or a été faite dans toute la Suisse, sous la direction de la Légation et des consulats italiens pour les besoins de la guerre, et la neutralité suisse non seulement l'a permise, mais nos plus fougueux patriotes et nationalistes y ont participé.» En effet, en Suisse aussi les fascistes italiens ont récolté publiquement des milliers d'alliances en or, donnant en échange des alliances bon marché. «Nos réunions sont plantonnées, tout nouveau venu est suivi et

38. L. BERTONI: «Liberté helvétique», in *Le Réveil*, 24.4.1937.

39. L. BERTONI: «Liberté de presse», in *Le Réveil*, 31.12.1937.

interrogé; les camarades dont nous avons publié les noms comme détenteurs de listes de souscription ont été mandés à la police [...]. Nous pourrions multiplier les cas; contentons-nous de dire que toute personne en rapport avec nous devient par cela même suspecte et fait l'objet d'une enquête policière ou judiciaire.» Des étrangers domiciliés depuis de longues années en Suisse se voient notamment conseiller de ne plus fréquenter le groupe du Réveil, sous peine d'expulsion. La Poste « nous invite à verser notre collecte au compte de chèques de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière à Zurich [...]. Nous avons la plus grande sympathie et considération pour cette œuvre » dont l'action toutefois « est en faveur du parti gouvernemental espagnol, dont nos camarades ne font guère partie. »⁴⁰ Bertoni revendique la totale liberté de la solidarité, « le droit de secourir toutes les personnes qui, en Suisse, en Espagne, en Italie, en Russie ou ailleurs en auraient éventuellement besoin » et ajoute qu'il n'a jamais entendu parler d'un « contrôle sur les banques pour toutes les opérations qu'elles continuent sans doute à faire avec l'Espagne de Franco et avec ses alliés dans la guerre contre la République espagnole. Et il s'agit de millions, non de quelques centaines de francs »⁴¹. Avec sa cohérence et son intransigeance habituelles, il décide de refuser le chantage de la Direction des postes qui exige, pour rouvrir le compte, de connaître les noms des bénéficiaires: « Quant à en demander à l'avance l'autorisation au Ministère public fédéral ou à lui soumettre les reçus de ceux que nous avons bien pu obliger, je ne le ferai certes pas. »⁴²

Le Conseil fédéral entend modifier et compléter son arrêté du 3 novembre 1936 sur la presse étrangère en Suisse, en introduisant des « mesures contre le matériel de propagande dangereux pour l'État »; le Ministère public pourra désormais confisquer le « matériel de propagande communiste, anarchiste, antimilitariste, hostile à la religion ou autre ». « Ce qu'il y a de grave dans l'arrêté complété,

40. L. BERTONI: « Notre compte de chèques postaux bloqué », in *Le Réveil*, 15.1.1938.

41. L. BERTONI: « Sequestro del nostro conto chèques e vaglia postali », in *Il Risveglio*, 15.1.1938. Voir aussi « L'étrange neutralité suisse », in *Le Réveil*, 12.2.1938.

42. L. BERTONI, *Le Réveil*, 4.6.1938.

écrit Bertoni, c'est qu'il s'applique également à ce qui est imprimé en Suisse. Nous avons la suppression pure et simple de toute liberté de presse.»⁴³ Le 14 février 1939, il reçoit un nouvel avertissement des autorités fédérales menaçant les journaux de suspension si la mesure n'est pas appliquée. Des articles des 8 octobre et 17 décembre 1938 ont été jugés offensants à l'égard de Hitler et de Mussolini: «Il est vrai que les deux représentent non une humanité, mais une bestialité supérieure» et «Les fascistes, les moutons noirs de la délinquance, les enfants de la dégénération de la férocité aveugle». Bertoni rétorque à ce énième avertissement: «En Suisse même, la presse a été autorisée à attaquer violemment la République espagnole et ses autorités, sans doute en vertu de sa neutralité. [...] D'après notre Conseil fédéral, eux, les fascistes, seraient donc des supérieurs ayant toutes licences, alors que nous ne serions que des inférieurs, sans droits, même sans celui de la plus légitime défense. C'est une capitulation morale sans conditions, qui ne saurait que préparer celle matérielle.»⁴⁴ Après d'autres avertissements, c'est une vraie menace qu'envoie le Service de la presse de l'État-major territorial, peu après la mobilisation des troupes aux frontières: le *Réveil anarchiste* est désormais «strictement surveillé»⁴⁵.

Le 6 août 1940, le Conseil fédéral prend des mesures contre l'activité communiste et anarchiste: les droits d'association, de réunion et de propagande, même individuelle, sont abolis. L'imprimerie a reçu oralement l'ordre de ne plus imprimer les deux bimensuels; dans le numéro 1054 du *Réveil*, daté du 24 août, Bertoni dit ne pas savoir «si ce numéro de notre journal pourra paraître. [...] Toutefois nous n'acceptons en aucun cas d'être exclus de la communauté des pensants et des vivants. Nous savons fort bien que le nouvel ordre de christianisme, corporatisme et paix sociale vise à nous enfermer dans une espèce de léproserie, dont il n'y a déjà que trop d'exemples dans le monde»⁴⁶. Les nouveaux décrets «s'appliquent à toutes

43. L. BERTONI: «Alignement fasciste», in *Le Réveil*, 4.6.1938.

44. L. BERTONI: «Un sévère avertissement», in *Le Réveil*, 4.3.1939.

45. L. BERTONI: «Un avertissement», in *Le Réveil*, 7.10.1939.

46. L. BERTONI: «Pour la liberté», in *Le Réveil*, 24.8.1940.

les activités qu'un anarchiste peut avoir, ce qui le condamne à la mort civile du simple fait de se dire anarchiste [...]. Mais il est un point au sujet duquel on ne peut ni douter ni hésiter: la défense constante et tenace des libertés publiques. Nous n'entendons pas y renoncer, tout en sachant que nous ne pourrions compter sur aucun soutien. La liberté n'a été obtenue qu'à un prix élevé, et doit sans cesse être défendue par ses champions»⁴⁷. Le 23 août, convoqué par un fonctionnaire de police, il est informé officiellement de la lettre du procureur de la Confédération en date du 13: «la publication du *Réveil*, périodique anarchiste, étant une activité contraire à l'article 1 de cet arrêté, il est logique de la faire cesser». Bertoni réagit immédiatement en publiant deux circulaires clandestines: «Fussions-nous privés de nos droits civiques, nous n'en garderions pas moins les droits d'association, de réunion, de propagande, de prosélytisme que le nouvel arrêté paraît bien vouloir nous enlever.[...] Nous n'entendons pas devenir des citoyens de deuxième catégorie. Les conditions sociales créent déjà pour les pauvres trop de situations d'infériorité pour que nous acceptions cette monstruosité d'en créer encore de nouvelles.[...] C'est grande pitié de lire toutes les oburgations qui nous sont faites de nous hâter, de nous ruer à la soumission!»⁴⁸ Les circulaires seront séquestrées, mais elles avaient déjà été expédiées. Il en est paru trois dans chaque langue, les 7 et 21 septembre et le 5 octobre 1940.

«ON A PRIS UN CHAR ET UN CHEVAL ET ON A TOUT VIDÉ» – L'interdiction sème la panique parmi les compagnons, du moins dans le souvenir d'Alexandre Burtin: «Un jour, c'était en 1939 [sic], aux informations d'une heure moins le quart, on a entendu que le Parti communiste et les groupes anarchistes étaient interdits en Suisse. Le régisseur de notre appartement [le local du groupe] m'a convoqué. [...] «Avec les événements qui se préparent, il vous faut déménager.» On a pris un char et un cheval et on a tout vidé.

47. L. BERTONI: «Dopo 650 anni di libertà leggendarie», in *Il Risveglio*, 24.8.1940.

48. «La Circolare» et «La Circolare», 7.9.1940. «Il Vero dilemma», *Le Réveil/Il Risveglio* [clandestin] 22, août 1941.

C'est qu'il y avait toute la bibliothèque ! On l'a mise dans un vieil appartement à la rue des Terreaux-du-Temple. [...] On a dû se débarrasser de beaucoup de choses à ce moment-là, parce qu'on ne savait pas ce qui allait se passer⁴⁹. » La bibliothèque conserve toutefois un minimum d'activités.

Bertoni et ses amis ne cèdent pas: après les six *Circulaires* de septembre et octobre 1940, ils vont publier pendant toute la durée de la guerre, généralement deux fois par mois, un périodique bilingue au format de brochure. « Nous avons commencé la publication de ces brochures, en dépit de quelques menaces de la police, suivies d'effet uniquement dans les bureaux de poste, où nous avons connu plusieurs saisies. »⁵⁰ Paul Balmer, le directeur du Département de justice et police de l'État de Genève, qui avait sollicité de Berne l'interdiction des deux périodiques, « appartient à ce parti conservateur qui avait entrepris des démarches pour fusionner avec l'Union nationale fasciste. Cela suffit pour définir sa mentalité »⁵¹. C'est en effet le gouvernement genevois qui a réclamé l'interdiction, le 16 juillet 1940; le Conseil fédéral, « sous la pression de tout ce que le pays compte de plus fasciste, papiste et naziste, a fini par prendre son arrêté [...]. Nous voici donc en présence d'une loi d'exception, ne s'appliquant qu'à une catégorie de citoyens et violant le principe bien connu que la loi est égale pour tous »⁵². Le gouvernement fédéral aurait ainsi cherché à donner la preuve de sa neutralité politique et militaire – faute de neutralité économique – et, « pressé de supprimer les fronts nazistes, ne crut pouvoir le faire en raison de sa neutralité sans frapper en même temps les extrémistes de gauche »; or « rien n'est plus caractéristique du fascisme que l'interdiction des partis »⁵³. D'ailleurs, la dissolution du Mouvement national suisse n'a aucune efficacité pratique, ce sont des gens qui ont leurs entrées

49. Alex [A. BURTIN] in C. WIST, *La vie quotidienne...*, op. cit., p. 170. « Bibliothèque Germinal », in *Le Réveil/Il Risveglio*, mars 1943.

50. « Centième brochure », in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 100, octobre 1944.

51. « La Circolare », 7.9.1940.

52. « La Circolare », 7.9.1940.

53. L. BERTONI: « Les interdictions », in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 94, juillet 1944.

dans des consulats étrangers et tous les moyens nécessaires sont mis à leur disposition⁵⁴. Bertoni constate avec amertume que la jeunesse «ne rêve que de s'enrégimenter, s'aligner, se plier, se déplier, avancer, reculer, toujours par ordre. Toute idée d'indépendance, toute pensée personnelle, tout geste spontané, tout choix libre, toute action directe lui font horreur. Elle ne désire que former des rangs d'automates. [...] Eh bien, non ! encore une fois crions bien fort notre amour de la liberté; encore une fois affirmons-nous en son nom, dussions-nous finir au fond d'une prison»⁵⁵. Il ne s'agit pas de jouer les héros, mais simplement de rester ferme, sachant que l'on est dans son droit.

Même s'il y eut des exceptions et des actes courageux, la presse suisse dans son ensemble accepte les mesures de guerre et va jusqu'à dissimuler nombre de vérités peu édifiantes sur les classes dirigeantes en Suisse ainsi que sur leurs «alliés» du moment, les puissances de l'Axe. Bertoni dénonce ces positions serviles et dit ne pas comprendre que «les journaux les plus conformistes, officieux, réactionnaires [...] protestent contre les mesures du gouvernement sans qu'ils aient eu à en souffrir d'aucune manière», tout en acceptant tranquillement «l'interdiction d'organes stalinien, nazis et anarchistes [...]. Il s'agit d'une vraie hypocrisie. Les journalistes suisses veulent se donner un air indépendant, mais ils écrivent conformément à ce qu'exigent leurs patrons connus et inconnus [...]. Ils veulent en fait apparaître comme des esclaves volontaires. Mais la servitude volontaire est plus ignominieuse que la servitude imposée»⁵⁶.

«LA SUISSE FOURNIT DES CAPITAUX, DES VIVRES, DES MOYENS DE TRANSPORT, DES ARMES...» – En mars 1940, Bertoni avait défendu devant le tribunal militaire deux anarchistes genevois «objecteurs de raison», Charles Dupuis et Lucien Tronchet; il affirmait que les «régimes totalitaires furent salués avec une indéniable sympathie

54. L'hebdomadaire fasciste *Squilla italica*, publié depuis 1923, ne fut interdit qu'en 1944, parce qu'il était protégé par le consulat d'Italie.

55. L. BERTONI: «Repoussons la servitude», in *Le Réveil/Il Risveglio*, octobre 1940.

56. L. BERTONI: «Libertà di stampa», in *Le Réveil*, février 1941.

par toutes les classes dirigeantes, qui crurent y voir un remède aux maux dont le monde souffrait». Ainsi «nous ne pouvions plus croire à une défense de la démocratie, surtout que parmi ceux appelés à l'assurer, un nombre non indifférent affichait des sympathies fascistes». Que dire de la tragédie espagnole, «qui vit toutes les démocraties liguées contre un malheureux pays, afin de lui imposer coûte que coûte un régime totalitaire». Les anarchistes, qui se sont toujours opposés à pareille politique, ne peuvent en aucun cas être tenus d'en assumer la responsabilité; ils ne peuvent d'ailleurs souscrire à la défense armée d'un État démocratique bourgeois ou totalitaire: «l'indépendance, la fraternité des peuples veulent être affirmées autrement que par l'acceptation du militarisme». Les anarchistes ne refusent pas la lutte pour des raisons tolstoïennes: «parmi les volontaires de la République espagnole, il y avait un certain nombre d'insoumis et de déserteurs de la guerre mondiale. Ce qui prouve bien qu'ils ne refusaient pas de se sacrifier à la collectivité». Bertoni propose alors un principe à inscrire «en tête d'une nouvelle Déclaration des droits de l'homme: Nul ne peut être obligé de tuer ou de se faire tuer». Si ce n'est pas pour sa propre cause que l'on donne sa vie, on devient un mercenaire inconscient: «la morale moderne ne saurait admettre que le sacrifice volontaire. Tout autre sacrifice est celui de l'esclave par son maître, et il est inconcevable [sic] avec la démocratie»⁵⁷.

Si l'on admet l'existence de la domination et des dominants, écrit-il dans le journal clandestin, «on prétendra en vain faire la distinction entre légitime et illégitime [...]. La domination de l'homme sur l'homme, avec toutes les usurpations qui en dérivent, voilà la principale source des maux de l'humanité»⁵⁸ et les démocraties bourgeoises n'échappent pas à cette analyse, pas plus que les régimes autoritaires ou totalitaires. Elles ont en effet participé activement aux horreurs de la guerre, se faisant par anti-socialisme

57. *Face à la guerre... devant le tribunal militaire de la Première Division à Lausanne, le 6 mars 1940; défenses de Louis Bertoni, déclarations de Lucien Tronchet*, Genève, 1940. Les frères Alexandre et Jean-Pierre Burtin seront lourdement condamnés pour la diffusion de cette brochure dans les casernes, à 12 et 15 mois de prison.

58. L. BERTONI: «Potere totale, male totale», in *Le Réveil/Il Risveglio*, décembre 1940.

complices du fascisme, ce qui leur coûtera cher; elles n'ont droit à aucune indulgence pour la politique de non-intervention, le refus de soutenir la Révolution espagnole. Bertoni dénonce en particulier le gouvernement et la bourgeoisie suisses, leur propagande démagogique qui cherche seulement à leur donner le beau rôle d'avoir sauvé la Suisse de l'invasion, alors que la réalité est bien différente: «Les pays qui auraient pu l'attaquer, tout bien calculé, en ont conclu qu'ils pouvaient en obtenir bien davantage en lui imposant des conventions léonines. Et c'est ce qui a lieu. La Suisse fournit comme capitaux, vivres, transports, armements, etc., beaucoup plus que ce serait le cas après avoir été ruinée et dévastée par l'invasion et la guerre.»⁵⁹

Au sujet des analogies volontiers tracées entre démocratie autoritaire et fascisme, Bertoni souligne qu'«à force de dire que fascisme et démocratie sont la même chose, qu'ils sont tous deux des régimes autoritaires, on risque de faire le jeu des pires réactionnaires et rien de plus [...]. Certes, par définition tout pouvoir politique est autoritaire, mais il l'est dans des mesures différentes», et si les démocraties se rapprochent du fascisme, c'est dans une moindre mesure que ce qui se passe dans les États totalitaires: «nous voulons aller de l'avant, non pas retourner en arrière à la démocratie. Notre opposition à la démocratie n'a rien à voir avec l'opposition fasciste: celle-ci repousse le monde vers le passé, la nôtre le pousse vers l'avenir»⁶⁰. «Notre cause n'est pas celle de Churchill et de Roosevelt», même si l'on peut souhaiter qu'ils sortent vainqueurs de la guerre, mais cela ne signifie pas qu'il faille s'aligner en faveur des Alliés ou cesser, même provisoirement, la lutte contre la domination capitaliste, comme l'a réclamé l'anarchiste Rudolf Rocker, réfugié aux États-Unis; cette position lui vaut une réplique cinglante d'André Prudhommeaux, un anarchiste français qui s'est réfugié en Suisse⁶¹. La tentative du libéralisme d'instituer la démocratie bourgeoise est certes un progrès

59. L. BERTONI: «Neutralité profitable», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 53, décembre 1942.

60. L. BERTONI: «Avanti o indietro», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 20, juillet 1941.

61. A.P., «Rudolf Rocker et la position anarchiste devant la guerre», in *Le Réveil/Il Risveglio*, février 1946.

par rapport à l'absolutisme dictatorial, mais il couve en son sein sa nature de classe, et «il n'a pas empêché le fascisme et le nazisme, sortis, il ne faut pas l'oublier, de la démocratie»⁶².

Il faut donc que les anarchistes continuent «la lutte permanente entre les deux concepts d'autorité et de liberté; toute autre lutte est une erreur [...]. Assujettir ou libérer la personne humaine, voilà le dilemme. Naturellement, les autoritaires prétendent qu'il n'y a pas de meilleur moyen de s'affranchir que de se soumettre à eux, mais des millénaires d'expérience tragique auraient pu nous enseigner que «notre ennemi, c'est notre maître»⁶³.

«UN SOCIALISME ET UN SYNDICALISME QUI CONSIDÈRENT QUE LE CAPITALISME EST ÉTERNEL» – La collaboration qui se développe entre organisations syndicales et État et forces bourgeoises réduit le socialisme à un rôle d'appendice, d'assistant social du système capitaliste. En décembre 1940, Bertoni constate que «la réaction progresse sans obstacles en Suisse, aidée même par un Parti socialiste et une Union syndicale qui devraient y résister»⁶⁴. Déjà en 1933, l'Union syndicale suisse avait proposé le système de la communauté professionnelle, c'est-à-dire la réorganisation des professions et des entreprises sur une base assez similaire aux modèles corporatifs, et elle le propose à nouveau pendant la guerre: c'est pour les anarchistes le symptôme ultime et un avertissement clair de l'évolution d'un mouvement socialiste qui a définitivement abandonné ses principes, en particulier l'objectif de l'abolition des classes, pour adopter l'idée que «les moyens de production restent entièrement aux mains du patronat», et qui demande aux travailleurs de renoncer à toute activité autonome contre l'exploitation. «Le socialisme demande l'armistice et prépare la capitulation.»⁶⁵ Rappelons l'adoption

62. L. BERTONI: «Retour au passé», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 141, août 1946.

63. L. BERTONI: «Libertà va cercando, ch'è sì cara...», in *Le Réveil/Il Risveglio*, octobre 1940.

64. L. BERTONI: «A che punto siamo», in *Le Réveil/Il Risveglio*, décembre 1940.

65. Tract du Syndicat des maçons et manœuvres de Genève, section de la FOBB, «Communauté professionnelle», in *Le Réveil/Il Risveglio*, octobre 1940; et «Contro il disfattismo», in *Le Réveil/Il Risveglio*, novembre 1940.

par le Parti socialiste du principe de la défense nationale en 1935, la création en 1936 du Mouvement des lignes directrices avec des organisations d'employés et de paysans, l'accord de Paix du travail conclu en 1937. C'est dans ce contexte que l'Union syndicale réalise une entente avec le syndicat chrétien-social, qu'elle avait auparavant âprement combattu⁶⁶, et qu'elle obtient en 1941 la promesse des autorités fédérales d'occuper les chômeurs, avec une ordonnance «qui nous a valu les camps de travail militarisés à l'allemande, acceptés par un syndicalisme invertébré»⁶⁷. On ne peut plus se tromper à la lecture: «Il y a en somme, actuellement, un socialisme et un syndicalisme qui, pratiquement, considèrent le capitalisme comme éternel.»⁶⁸ En renonçant à ses principes de base, le socialisme «n'existe plus. Il se confond avec la philanthropie, la charité, la tutelle d'institutions confessionnelles pour des êtres inférieurs ayant définitivement accepté leur infériorité»⁶⁹. Bertoni rappelle qu'au début du siècle le syndicalisme, sous l'influence des anarchistes, s'était donné comme programme: «Enlever à l'État ses fonctions utiles pour les confier au syndicat»; plus tard, c'est l'État qui a enlevé au syndicat ses fonctions pour les faire siennes; «l'État est un organe d'asservissement et non d'émancipation et il ne saurait changer de nature ni de rôle»⁷⁰.

Bertoni continue de dénoncer la social-démocratie suisse à sa manière dure et précise, par exemple à propos des contrats collectifs, devenus le «suprême but du mouvement syndical», alors que pour les anarchistes ils n'ont jamais été pris comme une solution mais seulement comme «un moyen pour associer les ouvriers, leur donner conscience d'un intérêt commun, les entraîner à la lutte, créer un milieu de propagande, d'idées et d'actions de résistance et de révolte contre le régime capitaliste». Il précise «qu'il n'y a de vrai contrat que sur un pied d'égalité des contractants» et que si les

66. Voir «Polémique syndicale», in *Le Réveil/Il Risveglio*, décembre 1940.

67. «Appunti e disappunti», in *Le Réveil/Il Risveglio*, mai 1941.

68. «Fédéralisme et féodalisme», in *Le Réveil/Il Risveglio* 37, avril 1942.

69. «Assez de théories», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 39, mai 1942.

70. L. BERTONI: «Pour notre gouverne», in *Le Réveil/Il Risveglio* 40, mai 1942.

fonctionnaires les signent au nom de la masse, «celle-ci n'est plus interrogée... que pour approuver ce qui aura été fait en son nom»⁷¹. Ce qui provoque l'apathie des syndiqués et le développement d'une bureaucratie syndicale, «qui décide plus conformément à ses intérêts propres qu'en l'intérêt des syndiqués, entre autres parce que ces derniers font preuve d'une grande passivité»⁷².

À propos des espoirs des socialistes de pouvoir enfin envoyer un des leurs au Conseil fédéral, Bertoni et ses camarades souhaitent «que les socialistes ne puissent pas entrer au gouvernement afin qu'il y ait un minimum d'opposition de leur part et quelque chose qui cloche dans l'Union sacrée»⁷³. Mais la politique des trois piliers de l'Union syndicale et du Parti socialiste suisse – la Paix du travail, la défense nationale, la participation au Conseil fédéral – arrive à ses fins: en 1942, un socialiste est élu au gouvernement fédéral, démontrant ainsi l'adaptabilité du socialisme réformiste au système économique, politique et idéologique du capitalisme.

Bertoni continue d'être actif au syndicat des typographes jusqu'à la guerre, malgré les tentatives des dirigeants syndicaux Antoine Drocco et Charles Rosselet de l'expulser du comité, avec ses compagnons Charles Frigerio et Auguste Gendre, pour laisser le champ libre aux socialistes⁷⁴. Lorsque l'USS dissout les cartels syndicaux de Genève et Lausanne, dominés par les communistes, il s'exclame: «Ainsi les fascistes de l'Union syndicale suisse n'admettent pas qu'il puisse être fait opposition à leurs statuts, à leurs hommes, à leurs décisions, et recourent à une dissolution des groupements qui ne partagent pas entièrement leurs vues [...]. Si l'esprit totalitaire

71. L. BERTONI: «Les contrats collectifs», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 82, février 1944. Précédemment, le journal avait précisé que «le contrat collectif représentait sans doute un réel progrès il y a un demi-siècle, quand il était obtenu par des groupes autonomes au travers de grèves improvisées et d'action directe qui mettaient en évidence l'antagonisme de classe; aujourd'hui il est devenu une affaire de pratiques bureaucratiques légales, étatiques, et n'a pas plus de valeur qu'une vulgaire discussion sur les prix entre acheteur et vendeur sur le marché». «Il dito sulla piaga», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 56, janvier 1943.

72. L. BERTONI: «Famiglia e professione», in *Le Réveil/Il Risveglio*, octobre 1940.

73. «Notes en marges», in *Le Réveil/Il Risveglio*, décembre 1940.

74. D'après un manuscrit de Bertoni, vers 1939.

domine dans le monde, fonctionnaires et comités centraux des partis et syndicats ouvriers y ont contribué pour leur part.»⁷⁵

Le Parti communiste interdit dans plusieurs cantons, les socialistes divisés à Genève avec la scission des partisans de Léon Nicole – qui forment avec les communistes la Fédération socialiste suisse –, le Parti socialiste genevois ne compte plus guère; en janvier 1941, les députés «nicolistes» sont exclus du Grand Conseil sans que les socialistes n'interviennent vigoureusement comme ils l'avaient fait par le passé, en raison de leurs positions viscéralement anticommunistes. Pour Bertoni, si les anarchistes restent catégoriquement antiparlementaires et antistaliniens, ils ne peuvent être indifférents à ces expulsions qui démontrent que «tous les droits constitutionnels et légaux peuvent être abolis [...]. Les nicolistes ne représentent que le quart de la population genevoise; est-il possible que les autres ne voient pas la dangereuse pente sur laquelle on est en train de glisser?»⁷⁶ Quelques mois plus tard, la Fédération socialiste suisse de Léon Nicole sera interdite par les Chambres fédérales.

En août 1942, se produisent de nouveaux durcissements pénaux, soutenus même par les députés socialistes au Conseil national, qui se plaignent des peines insuffisantes infligées aux personnes coupables d'espionnage et de haute trahison. Un socialiste est allé jusqu'à réclamer la peine de mort. «Le Conseil fédéral s'est dépêché de les satisfaire en aggravant les sanctions, même pour de simples délits d'opinion»: diffusion intentionnelle ou non de fausses assertions pouvant troubler les esprits, propagande tendant à saper la neutralité ou la volonté de résistance du peuple suisse. Tout cela «n'a rien à voir, affirme Bertoni, avec l'espionnage ou la trahison de secrets militaires. Une fois de plus le zèle patriotique des socialistes, immédiatement soutenus par des éléments bourgeois, n'aura eu pour résultat que d'aggraver les mesures liberticides déjà existantes»⁷⁷.

75. L. BERTONI: «Union syndicale suisse», in *Le Réveil*, 31.5.1940.

76. L. BERTONI: «Reazione senza azione», in *Le Réveil/Il Risveglio*, février 1941.

77. L. BERTONI: «Inasprimenti penali», in *Le Réveil/Il Risveglio*, août 1942.

«LES ANARS, C'EST FINI»? – Malgré la clandestinité, la simple existence du périodique entretient les liens entre les anarchistes de Suisse. Les militants dans les syndicats du bâtiment genevois et vaudois ont de grandes difficultés à former une opposition efficace aux directives autoritaires de l'Union syndicale; quelques libertaires, dont Tronchet et Renato Borsa, fils de Primo, vont fonder une coopérative agricole, la Coopa, qui va permettre à des compagnons exclus de l'armée ou à des déserteurs étrangers d'effectuer le travail obligatoire sans se faire assigner à un camp de travail; d'autres défendent les droits des astreints au travail militarisé⁷⁸, d'autres mènent la lutte jusque dans les fortifications militaires pour défendre les conventions collectives⁷⁹. En Suisse alémanique, les anarchistes italiens restent actifs dans les syndicats, mais ils ne sont pas assez nombreux pour avoir de l'influence sur les décisions importantes; certains s'isolent et les groupes libertaires sont désertés peu à peu, sans que de nouvelles générations s'y joignent. Bertoni insiste dès 1941 sur la nécessité de maintenir le mouvement en vie: «Revenons sur l'inactivité quasi totale de nos compagnons. Il ne s'agit pas de l'excuser par l'interdiction légale»: à part les manifestations publiques, «rien ne pourra nous empêcher de faire quasiment tout ce que nous faisons auparavant»⁸⁰. De fait, «à part des condamnations pour insoumission ou propagande antimilitariste, il n'y a pas eu de grandes persécutions» contre des militants⁸¹. Bertoni essaie de comprendre la perte de vitesse du mouvement, qu'il attribue entre autres au manque de liberté, à une jeunesse hypnotisée par le communisme autoritaire, à la défaite de la Révolution espagnole: «une espèce de dépression, de peur et de découragement a envahi les nôtres, ne voyant pas de nouveaux éléments jeunes remplacer les vieux qui disparaissent, ne se retrouvant plus à partager dans des réunions la foi, l'enthousiasme, la volonté de donner et d'agir.

78. Voir «Le due tendenze», in *Il Risveglio* 82, février 1944.

79. Voir A. BÖSIGER, *Souvenirs...*, p. 67.

80. L. BERTONI: «Ai compagni», in *Le Réveil/Il Risveglio*, décembre 1941.

81. Les anarchistes en Suisse: «A la Sveriges Arbetares Centralorganisation, Stockholm», *Le Réveil/Il Risveglio* 46, août 1942.

Que s'y ajoutent les difficultés croissantes de trouver un travail et de gagner un maigre pain, et l'on comprendra, sans le justifier, qu'il y ait un certain relâchement»⁸².

En février 1942, les anarchistes de Genève et d'ailleurs fêtent les 70 ans de Bertoni notamment en publiant la brochure *Un Homme dans la mêlée sociale, Louis Bertoni, Pour son 70^e anniversaire*. *Le Réveil* publie quelques lettres d'hommage. «Plus que me rendre un hommage personnel, que tant d'obscurs mériteraient autant que moi, les compagnons ont sans doute voulu remuer les eaux qui dorment et se retrouver en marge des interdictions légales; je ne peux que me réjouir si mon nom a pu servir à cela. Défendre énergiquement la valeur, la dignité, le droit de chacun n'empêche pas que l'individu en soi et pour soi ne compte pas, qu'il ne compte que comme un être social dans un milieu solidaire, une communauté d'idées et de coopération volontaire [...]. Tout l'anarchisme réside dans cette fusion harmonique entre solidarité et liberté, sans que jamais l'une soit sacrifiée à l'autre.»⁸³

Mais les divergences au sein du mouvement anarchiste romand se font de plus en plus claires. Alexandre Burtin se rappelle avoir dit à Lucien Tronchet, alors que tous deux se trouvaient en prison en 1939-1940 pour propagande antimilitariste et refus de servir: «Les anars, c'est fini, on ne pourra plus rien faire». À peine libéré, il entre au Parti socialiste⁸⁴. André Bösigler raconte que Tronchet y entre lui aussi, pour ne pas perdre son poste de secrétaire à la FOBB, «en claquant bien entendu la porte du groupe anarchiste. Le malheur fut que toute l'équipe syndicaliste et anarchiste, à quelques exceptions près, le suivit au Parti. Toute l'aile combattante du mouvement fut ainsi liquidée par lui et embrigadée chez les socialistes»⁸⁵. Il y a

82. L. BERTONI: «La funzione anarchica», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 47, septembre 1942.

83. L. BERTONI: «Ai compagni», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 36, mars 1942. La brochure contient une biographie de Bertoni, anonyme mais rédigée par L. Tronchet; quelques témoignages sont publiés dans le périodique, comme ceux de Gigi Damiani de Tunis ou de Paulette et Fritz Brupbacher de Zurich.

84. A. BURTIN in C. WIST, *La vie quotidienne...*, op. cit., p. 162.

85. A. BÖSIGLER, *Souvenirs...*, p. 89. Lucien Tronchet a adhéré au Parti socialiste en 1949.

ainsi des petits groupes qui s'éloignent du mouvement. Au début, *Le Réveil* n'en parle guère. Mais en août, Domenico Ludovici affirme sur un ton polémique que la nouvelle Route des Jeunes, saluée comme une réhabilitation pour les chômeurs par Alex Burtin et les frères Tronchet, n'a rien à voir avec l'anarchisme⁸⁶, tandis qu'un autre collaborateur du *Risveglio* affirme que «l'on voit des anarchistes poussés à devenir socialistes, adoptant un programme de réformes parlementaires, gouvernementales, légales et étatiques qui n'ont rien à voir avec l'anarchisme authentique»⁸⁷. Bertoni affrontera plus tard la même question de front: «Nous avons toujours constaté que lorsque les compagnons se spécialisent dans un genre de propagande, ils cessent peu à peu d'être anarchistes, ne se préoccupant plus que du genre qu'ils ont choisi, qui a sans doute son importance comme partie d'un tout, mais qui pris en soi ne peut que s'adapter au système étatique capitaliste». Il précise dans le même article qu'«antimilitarisme, coopérativisme, éducationnisme, syndicalisme, néomalthusianisme, anticléricalisme, antifascisme, pacifisme sont tous des -ismes sympathiques, à condition de ne pas en faire une panacée pour tous les maux»; si, en se soustrayant au service militaire, on pense sauver le monde, «on sauve sa propre peau, et avec raison, mais rien de plus. L'acte négatif accompli, il reste l'acte positif à réaliser»⁸⁸.

En 1944, les anarchistes genevois lancent une grève sauvage, malgré la Paix du travail en vigueur; le 1^{er} Mai 1945, ils s'affrontent aux communistes qui veulent prendre le contrôle de la journée et empêcher Lucien Tronchet de prendre la parole: ils seront reçus «comme ils le méritaient»⁸⁹. Il s'agit là de l'ultime collaboration entre les anarchistes et les «ex»; désormais la fracture est profonde

86. Voir A. BURTIN in C. WIST, *La vie quotidienne...*, op. cit., p. 172; Domingo [D. LUDOVICI]: «La «Route des Jeunes»», in *Le Réveil/Il Risveglio*, 46, août 1942. Pour le *Journal de Genève* du 31 mars 1942, les jeunes bénévoles contribuent ainsi «à la construction d'une grande œuvre nationale, dans un esprit de vrai patriotisme».

87. «Il Regno dell'equivoco», in *Le Réveil/Il Risveglio* 46, août 1942.

88. L. BERTONI: «Il pacifismo», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 48, septembre 1942.

89. Dom [Domenico LUDOVICI]: «Echi di Primo Maggio», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 113, mai 1945.

et infranchissable. «Les camarades qui nous quittent soi-disant pour avoir un plus vaste champ d'action cessent ou à peu près de faire quoi que ce soit pour l'anarchie. Leur plus grand argument est de ne pas s'isoler»⁹⁰; pour Bertoni, ils «feraient bien de se demander ce qui découlera demain de leur pratique d'aujourd'hui. Augmenter la dépendance des masses d'un pouvoir central, lier le sort du prolétariat à celui de l'État par tout un système d'assurances, de contrôles et d'inspectoirats, c'est confondre des intérêts qu'une hypocrisie raffinée peut seule prétendre communs alors qu'ils demeurent opposés»⁹¹. Ces transfuges «ont prétendu nous quitter pour mieux servir la cause de l'émancipation prolétaire; en réalité, ils lui ont tourné le dos, pour ne servir que leur propre émancipation». «Tronchet lui-même a bien voulu déclarer publiquement qu'il n'est pas anarchiste», conclut-il⁹².

Bien des années plus tard, Lucien Tronchet écrira que pendant la guerre «le mouvement anarchiste, sans cohésion, était éparpillé» à cause du décret d'août 1940; comme il ne pouvait «supporter l'inactivité», il prit des contacts avec «des gens souvent de conceptions fort différentes, mais animés d'une volonté de lutte contre l'oppression étrangère... [qui] disposaient de moyens d'action efficaces». Il regrette la rupture avec Bertoni: «Ayant tout donné de sa vie pendant un demi-siècle, il se trouvait face à un monde nouveau, moralement incompréhensible pour lui. Il lui était impossible de s'adapter. Il avait rempli la tâche qu'il s'était librement assignée. Il appartenait à la nouvelle génération de poursuivre son œuvre. Pour lui c'était la fin.»⁹³ Pour d'autres, «les temps avaient changé, on s'était bagarré pour l'amélioration de nos conditions de vie, maintenant on faisait des lois. Et c'était peut-être bien que certains de nos militants soient présents»⁹⁴. Henri Tronchet, frère

90. L. BERTONI: «Théorie et pratique», *Le Réveil* 129, janvier 1946.

91. L. BERTONI: «L'impuissance des Puissances», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 125, novembre 1945.

92. «Ai compagni lettori», *Le Réveil/Il Risveglio* 144, octobre 1946; «Choses au clair», *Le Réveil/Il Risveglio* 146, novembre 1946.

93. L. TRONCHET: *Un penseur anarchiste...*, *op. cit.*

94. Gustave [BERGER] in C. WIST, *La vie quotidienne et les luttes...*, *op. cit.*, p. 162.

de Lucien, qui milita et collabora au *Réveil* de 1935 à 1940, puis devint fonctionnaire syndical à la FOBB en 1946, relève quant à lui qu'il n'a pas «formellement abandonné le mouvement anarchiste, parce qu'il n'existait plus rien après la guerre»⁹⁵.

Mais la nouvelle génération dont parle Lucien Tronchet ne parvient pas à poursuivre l'œuvre de Bertoni, elle ne revendique ni volonté dissidente ni tentative de revisiter l'anarchisme: elle l'a abandonné, le chapitre est clos. Tronchet sera secrétaire et président de la FOBB genevoise, Adrien Buffat secrétaire de la FOBB vaudoise, jusqu'à l'âge de la retraite.

LES DERNIÈRES ANNÉES – La défaite de la Révolution espagnole, la guerre, l'interdiction des deux périodiques et de la liberté d'association, la semi-clandestinité, enfin le départ de nombreux anarcho-syndicalistes genevois et vaudois ne favorisent ni l'approfondissement critique de l'expérience espagnole ni le renouvellement de la pensée. Tout cela provoque au contraire une période d'isolement, marquée par la diminution sensible des relations, de l'influence et des projets de militants dans les organisations du mouvement ouvrier, qui d'ailleurs semble avoir perdu définitivement ses élans subversifs. En 1943, Bertoni avoue qu'il se sent «entièrement dépaycé» dans les réunions syndicales, qui ne parlent qu'assurances et institutions, et où «toute idée d'une transformation sociale est bannie et ferait huer celui qui viendrait à en parler»⁹⁶; en 1946, il constate que «le mouvement ouvrier ne soulève plus aucun enthousiasme; on y adhère»⁹⁷ comme à toute autre société d'assurances.

L'hypothèse d'un front commun avec les communistes pour reconstruire une opposition révolutionnaire, même si ces derniers y songent dans le cadre parlementaire, ne semble pas vraisemblable. La méfiance des libertaires à leur égard reste grande: ils n'oublient

95. H. TRONCHET, lettre citée. Voir aussi L. TRONCHET, *Un penseur anarchiste...*, op. cit.: «Pendant toute cette période de guerre, j'étais effectivement très engagé et, [ne] disposant pratiquement d'aucun loisir, je perdis de vue les quelques camarades libertaires, qui eux aussi ne s'affirmaient guère.»

96. L. BERTONI: «Syndicalisme suisse», *Le Réveil/Il Risveglio* 61, mars 1943.

97. L. BERTONI: «Théorie et Pratique», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 129, janvier 1946.

pas la liquidation de la Révolution russe par les bolchevistes et celle de la Révolution espagnole par les staliniens. Le pacte entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, que les communistes suisses justifient avec cynisme et mauvaise foi, confirme la grande différence des moyens et des fins entre socialisme autoritaire et socialisme antiautoritaire. *Le Travail* de Genève, organe des «nicolistes», écrit à ce sujet: «C'est vers un régime économique et social à base socialiste, mais d'un socialisme viril, que marche l'Allemagne. Ce pays est en pleine transformation sociale, nous pouvons même préciser en pleine révolution.»⁹⁸ Nous avons vu aussi que dans les années trente déjà les anarchistes s'étaient opposés à «l'antifascisme comme commun dénominateur», qu'ils jugent insuffisant, démagogique et manipulateur⁹⁹.

«La censure neutre est la plus sévère, parce que si les autres doivent contenter une seule des deux parties, celle-là doit les contenter toutes deux»¹⁰⁰, soit les forces de l'Axe et les Alliés. Depuis le 1^{er} mars 1945, les interdictions contre les partis sont remplacées «par des dispositions pénales contre les actes subversifs commis par des personnes isolées»; «le Conseil fédéral se réserve cependant d'interdire également à l'avenir, pour un temps indéterminé et si pareille mesure devenait nécessaire, les groupements ou entreprises qui compromettraient la sécurité intérieure ou extérieure»¹⁰¹. Depuis cette date, le nom de L. Bertoni, rue des Savoises 6, Genève, est imprimé sur les brochures; le numéro 121 de septembre 1945 porte à nouveau fièrement l'entête du *Réveil anarchiste/Il Risveglio anarchico*, même si l'on ne peut pas se permettre un plus grand format.

En juin 1945, Bertoni participe avec le socialiste André Oltramare et le communiste Jean Vincent à un meeting en mémoire de

98. Cité par L. TRONCHET, *Combats...*, op. cit., p. 120.

99. «Action et réaction», *Le Réveil/Il Risveglio* 47, septembre 1942.

100. «Una lettera di Bertoni (Ginevra, 2 febbraio 1944)», in *L'Adunata dei refrattari*, New York 15.2.1947.

101. «Les interdictions», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 109, marzo 1945. La correspondance de Bertoni continuera très certainement d'être ouverte et photographiée; voir G. CASAGRANDE, *Schedature d'inizio secolo: il caso Luigi Bertoni*, p. 152.

l'assassinat de Giacomo Matteotti, lancé par la Colonia italiana libera de Genève – où Carlo Frigerio et Etienne Vaglio sont actifs depuis de nombreuses années – et il recommence, sans que ce soit aussi intense qu'auparavant, à accepter des invitations pour des conférences et des meetings dans plusieurs villes de Suisse¹⁰². Pourtant les anarchistes italiens de Suisse qui ont été invités en automne 1945 à participer au Comitato italiano di liberazione nazionale répondent que « nous déclinons pour des raisons de fait et de principes. Une union sacrée pouvait se concevoir et pouvait être spontanée pour chasser l'allemand, mais une fois la libération advenue, il est bon que chaque parti et chaque courant d'idées reprenne sa place et sa mission »¹⁰³.

En novembre, Bertoni cherche par tous les moyens à se rendre en Italie pour y rendre visite aux camarades qui réorganisent activement le mouvement. Faute de carte d'identité, il envisage de passer clandestinement la frontière avec l'aide de Giuseppe Peretti de Bellinzona, auquel il écrit : « Mais je dois te prévenir d'une chose : Je peux faire trois ou quatre heures de route, même sur des sentiers, mais je souffre de vertige. »¹⁰⁴ Domenico Ludovici pourra passer la frontière avec des papiers en règle ; Bertoni n'obtient toujours pas les siens ; puis viennent les frimas, et il décide de remettre son voyage au printemps¹⁰⁵. Toujours attentif à la situation du pays où il est né, il polémiqua durement en mai 1946 avec ceux des anarchistes italiens qui ont décidé de voter en faveur de la République¹⁰⁶.

Le 30 juin 1946, *Le Réveil* organise une manifestation à la mémoire de Bakounine à la Maison du peuple de Berne ; c'est la première réunion générale des anarchistes de Suisse depuis août 1940. Une cinquantaine de personnes se rendent au cimetière et y écoutent des discours en français, allemand, italien et anglais, bien que « la plupart

102. Lettre de Bertoni à Antonietta Peretti, novembre 1945.

103. « Noi e gli altri », in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 124, novembre 1945.

104. Lettre à Giuseppe Peretti, 14.11.1945.

105. Lettre à Giovanna Berneri, 27.1.1946, in Italo Rossi, *La ripresa del Movimento anarchico italiano...*, op. cit.

106. L. BERTONI : in *Le Réveil/Il Risveglio* 137, mai 1946.

des camarades étrangers n'aient pu intervenir, les frontières étant rigoureusement gardées»; et Bertoni commente avec optimisme: «Nous sommes dans une période de reconstruction du mouvement, qui avait quasiment disparu pendant les années de guerre.»¹⁰⁷

En décembre 1946, il écrit à Giuseppe Peretti: «Comme j'en ai assez de payer 400 francs par an au Syndicat, j'ai décidé pour la nouvelle année de me faire inscrire à la caisse de pension. Je ne pourrai donc plus travailler comme typographe. Je publierai encore deux cahiers, puis je verrai comment faire imprimer un bulletin pour maintenir le lien entre les camarades.»¹⁰⁸ Le numéro 147 du *Réveil/Il Risveglio*, daté de décembre mais probablement distribué seulement en janvier 1947, annonce l'interruption de l'activité de son rédacteur pour raison d'âge. «Le camarade Bertoni voudrait en outre mettre ordre dans ses livres, brochures, collections et manuscrits personnels, afin que le tout puisse éventuellement servir soit à lui, soit à d'autres»; mais «la vieille garde» saura trouver de nouveaux moyens¹⁰⁹.

Le 3 janvier 1947, il écrit encore au camarade qui diffuse *Le Réveil/Risveglio* à Chiasso, Spartaco Camponovo: «Pendant quarante ans, j'ai miraculeusement, tout en travaillant régulièrement dans mon métier, pu faire le rédacteur, l'administrateur, le vendeur, le conférencier, participer à des grèves, à des manifestations, etc. Il m'est arrivé plus d'une fois de mal accueillir des compagnons, parce qu'il ne me restait littéralement pas une minute à accorder à autre chose qu'à mon double travail.» Quelques jours plus tard, le 19 janvier, Bertoni meurt d'une hémorragie cérébrale dans une clinique genevoise. Le numéro 148 du *Réveil*, en préparation, n'a probablement pas vu le jour.

La «vieille garde», Alfred Amiguet, Charles Frigerio, André Bösiger, Domenico Ludovici, reprendra la publication mensuelle du *Risveglio anarchico/Le Réveil anarchiste*, au format de journal, de 1947

107. L. BERTONI: «À la mémoire de Bakounine» et «In memoria di Bakunin», in *Le Réveil/Il Risveglio*, N° 140, juillet 1946».

108. Lettre à G. PERETTI, 8.12.1946.

109. L. BERTONI: «Aux camarades et lecteurs», *Le Réveil/Il Risveglio* 147, décembre 1946.

à 1950; une nouvelle série paraîtra de 1957 à 1960, avec Jean Vuigner, Henri Bartholdi et les jeunes déserteurs italiens Claudio Cantini et Pietro Ferrua, soutenant le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) qui vient de se créer à Genève et cherchant à faire le lien avec les nouvelles générations. Le titre historique sera encore repris, cette fois en français seulement, en 1968 et 1969, puis de 1979 à 1983; d'autres avatars ne sont pas exclus.

INDEX DES NOMS *

- ABAD DE SANTILLAN Diego (1897-1983),
militant anarcho-syndicaliste espagnol: 119.
- ALDEGHI Mario (1885-1965),
horloger tessinois à Bienne, journaliste libertaire: 43n.
- AMIGUET Alfred (1885-1963), électricien, un des secrétaires de la FUOSR,
collaborateur du *Réveil*: 7, 10n., 40, 52, 81s., 84n., 147.
- ANGIOLILLO Michele (1871-1937), condamné à mort pour avoir exécuté
le président du Conseil espagnol: 115.
- ARCHINOV Pierre (1887-1938), anarchiste russe exilé en France: 97.
- ASPESI Pierre (1876-?),
forgeron, actif dans la FUOSR à Nyon et à Genève: 39.
- AVENNIER Louis (1872-1924), poète et journaliste, collaborateur
de *La Voix du Peuple* et de l'École Ferrer de Lausanne: 32, 40, 42n.
- BACCIARINI Aurelio, évêque: 110.
- BAKOUNINE Michel (1814-1876): 19, 58s., 62, 76, 119, 146, 147n.
- BALBONI Ferdinando (1893-1986), militant anarchiste à Bâle: 113.
- BALMER Paul, conseiller d'État à Genève: 132.
- BARBIERI Francesco (1895-1957), militant anarchiste et antifasciste italien,
assassiné à Barcelone en mai 1937: 120.
- BARCHIESI Lavinio (1873-?), un des fondateurs du *Réveil/Risveglio*: 26.
- BARNI Giulio (1886-1915), syndicaliste révolutionnaire: 43n.
- BARRAS Arnold (1878-1949), menuisier, objecteur de conscience: 68.

* On trouvera des biographies plus détaillées notamment sur le site du Chantier biographique des anarchistes en Suisse (www.anarca-bolo.ch/cbach/) et sur celui du Dictionnaire international des militants anarchistes (www.militants-anarchistes.info).

- BARTHOLDI Henri (1885-1972),
 objetteur de conscience, membre du groupe du *Réveil*: 68, 103, 148.
- BARTOLOZZI Ettore (1887-?), conférencier et propagandiste anarchiste: 43.
- BASADONNA Mario (1882-?),
 un des fondateurs du *Réveil/Risveglio*: 26, 28.
- BAUD Henri (1878-1967), typographe à Lausanne et Pully,
 animateur de *La Voix du Peuple*: 39, 42, 53, 60, 63.
- BAUD Louis (né en 1884), frère du précédent: 39, 63.
- BÉRARD P. Auguste (1865-1940), charpentier, rédacteur de *l'Avenir*: 23.
- BERGER Gustave (1911-1999), conducteur de machines, LAB, volontaire en
 Espagne: 102n., 103, 143n.
- BERKMAN Alexander, anarchiste russo-américain: 74.
- BERNARD Paul (1861-?), anarchiste français expulsé de Suisse en 1890: 16.
- BERNERI Camillo (1897-1937), militant et théoricien anarchiste italien,
 assassiné à Barcelone en mai 1937: 114, 119, 120.
- BERRA Henri (1893-1958), secrétaire des syndicats chrétiens à Genève: 100.
- BERTONI Brenno: 9s., 35.
- BERTONI, famille: 9s.
- BIFOLCHI Giuseppe (1895-1978),
 anarchiste italien, volontaire en Espagne: 97.
- BIGNASCI Jules (né en 1884), peintre en bâtiment,
 antimilitariste et syndicaliste à La Chaux-de-Fonds: 40.
- BIOLLEY Georges (1878-1939),
 médecin, collaborateur du *Réveil/Risveglio*: 27, 36.
- BISCHOFF Ernest (1864-1914),
 syndicaliste et antimilitariste à Lausanne: 29, 39.
- BLANC Henri, typographe,
 secrétaire de la FUOSR, collaborateur de l'École Ferrer de Lausanne: 39.

- BONARIA Giuseppe (1891-1930),
commerçant, militant à Zurich puis au Tessin: 86, 113.
- BONOMINI Ernesto (1903-1986), antifasciste, volontaire en Espagne: 113.
- BOPP Louis (1884-1947), charpentier, membre du groupe du *Réveil*,
de la FUOSR et de la Libre-Pensée: 40, 82.
- BORELLA Francesco (1883-1963), avocat et socialiste tessinois: 115.
- BORGHI Armando (1892-1968), anarchiste et syndicaliste italien: 8n., 69, 88.
- BORNAND Henri (1883-?),
collaborateur du *Réveil*, antimilitariste, syndicaliste: 27, 40, 52, 68, 82.
- BORSA Primo (1867-1928),
typographe tessinois, hôte de Bertoni à Genève: 12.
- BORSA Renato (fils de Primo): 140.
- BÖSIGER André (1913-2005), militant de la LAB
et du groupe du *Réveil*: 7, 100n., 102, 116, 118n., 140s., 147.
- BÖSIGER Ruth (divorcée Menkès, 1907-1990),
épouse du précédent, membre du groupe du *Réveil* à Genève: 103.
- BOSSI Emilio (1870-1920), libre-penseur tessinois: 19.
- BOVET Aimé, graveur, syndicaliste et anarchiste à La Chaux-de-Fonds: 40.
- BRESCI Gaetano (1869-1901),
anarchiste italien qui tua le roi d'Italie: 28s., 43, 63, 115.
- BRANDT Tell (mort en 1946), militant syndicaliste et anarchiste à Genève: 40.
- BROUSSE Paul (1844-1912),
membre de la Fédération jurassienne, passé ensuite au socialisme: 15s.
- BRUNNER E., syndicaliste genevois: 81.
- BRUPBACHER Fritz (1874-1945), médecin zurichois: 53s., 63, 70, 82, 141n.
- BRUPBACHER- RAYGRODSKI Paulette (1880-1967), médecin à Zurich: 141n.
- BUFFAT Adrien (1908-1997), menuisier, syndicaliste à Lausanne: 106, 144.
- BURTIN Alexandre (1916-1984),
syndicaliste, antimilitariste, puis socialiste: 102, 131s., 134n., 141s.

- BURTIN Jean-Pierre, frère du précédent: 134n.
- CAFIERO Carlo (1846-1892), anarchiste italien, compagnon de Bakounine: 15.
- CAMPONOVO Spartaco, diffuseur du *Risveglio* à Chiasso: 147.
- CANEVASCINI Guglielmo (1886-1965), socialiste tessinois: 43n.
- CANTINI Claudio (Claude, né en 1929), insoumis italien devenu suisse: 148.
- CARIAT Jean (1889-1974), insoumis français, militant anarchiste à Genève: 94.
- CARLIN, ambassadeur de Suisse à Rome: 31.
- CASERIO Sante (1873-1894), anarchiste ayant assassiné Sadi Carnot: 115.
- CASTAGNA Mario, antifasciste italien: 113.
- CASTEU Segond (1876-1935), typographe, expulsé de Suisse: 40, 42, 52, 61.
- CASTIONI Angelo (1834-1906), marbrier, communard: 44.
- CAVADINI Arcangelo (1886-1918),
un des accusés des «bombes de Zurich»: 80.
- CAVALLAZZI Antonio (1877-1915), anarchiste italien réfugié à Biasca: 26, 31n.
- CHEVALIER Fernand (1915-1943),
militant de la LAB, volontaire en Espagne: 102.
- CHIESA Francesco (1871-1973), poète tessinois: 19.
- CIANCABILLA Giuseppe (1872-1904), anarchiste italien expulsé de Suisse: 26.
- COPETTI Attilio (1891-1979),
émigré italien à Zurich, collaborateur du *Risveglio*: 83.
- CORNU Auguste (1910-1955),
gypcier peintre, militant anarchiste à Genève: 102n., 103.
- CORRIDONI Filippo (1887-1915), syndicaliste italien: 72.
- CORTESI Attilio, socialiste tessinois: 82.
- CORTVRINT Charles (dit Louis Mercier, 1914-1977),
anarchiste cosmopolite: 93.
- COULLERY Jules (1864-1934), agitateur anarchiste à Saint-Imier: 18, 40.

- CRETIN Louis (mort en 1918), directeur d'une entreprise pyrotechnique: 80.
- CROISIER John,
président de la Fédération des sociétés ouvrières de Genève: 35.
- DALLEMAGNE Louis (1876-1944),
responsable de la Librairie communiste de Lausanne: 39.
- DAMIANI Luigi (1876-1953), anarchiste et poète italien: 141n.
- DE AMBRIS Alceste (1874-1934), syndicaliste révolutionnaire italien: 8, 58.
- DELESALLE Paul (1870-1948), anarchiste et syndicaliste français: 49.
- DEVINCENTI Giovanni (1880-1919),
peintre en bâtiment, syndicaliste et socialiste: 40, 42, 52, 60s., 82.
- DOMELA NIEUWENHUIS Ferdinand (1846-1919),
anarchiste hollandais, ancien pasteur: 74.
- DOMINIONI Carolina, mère de Louis Bertoni: 9.
- DOTTA Eleonora (Clelia) (1899-1985), fidèle abonnée au *Risveglio*: 113.
- DROCCO Antoine, président de l'Union syndicale du canton de Genève: 138.
- DROZ Ernest (1847-?), anarchiste de Saint-Imier: 18, 40.
- DUBOIS Alcide (1956-1912),
membre de la Fédération jurassienne, anarchiste de Saint-Imier: 18, 40.
- DUMARTHERAY François (1842-1931), membre de la Fédération jurassienne,
anarchiste de la région genevoise: 15, 18.
- DUNOIS Amédée (Catonné Amédée, dit, 1878-1945),
syndicaliste révolutionnaire français: 49, 51.
- DUPUIS Charles (1921-?),
membre du groupe du *Réveil*, antimilitariste: 103, 133.
- DUVAUD Emile (1874-1958), instituteur à l'École Ferrer de Lausanne: 62s.
- ERLEBACH Jules (1881-1913),
syndicaliste révolutionnaire à Fribourg puis libraire à Paris: 40.
- FABBRI Luigi (1877-1935), anarchiste et antifasciste italien: 58, 106.

- FAAS-HARDEGGER Margarethe (1882-1963),
militante anarchiste et féministe: 45, 48, 53, 60.
- FAURE Sébastien (1858-1942), propagandiste anarchiste français: 106, 119.
- FELLAY Fernand (1907-?),
militant de la LAB: 102, 105n., 118.
- FERNEKÈS Jules (1876-?), menuisier à Lausanne: 40.
- FERRER GUARDIA Francisco (1859-1909), pédagogue espagnol: 61, 111.
- FERRUA Pietro (né en 1930), fondateur du CIRA: 148.
- FLOTRON Emile (1856-?), président de l'Union ouvrière de Saint-Imier: 40.
- FRASSATI Emilio, collaborateur de la *Voix du Peuple*: 40.
- FRANCE Anatole (1844-1924), écrivain français: 45.
- FRIGERIO Carlo (1878-1966), un des principaux collaborateurs de Bertoni: 7,
24, 49, 64, 74, 84, 103, 112, 114, 138, 146s.
- FULPIUS Charles (1849-1916), libre-penseur de Genève: 45.
- GABEREL Louis (1868-1940), enseignant, libre-penseur: 103.
- GAGLIARDI Antonio (1866-1927), anarchiste tessinois: 86, 113.
- GALLEANI Luigi (1861-1931), anarchiste italien, expulsé de Suisse: 16.
- GARIBALDI Ricciotti (1881-1941), provocateur parmi les antifascistes: 113.
- GASPARINI Amilcare (1888-1943), socialiste tessinois: 82.
- GENDRE Auguste,
typographe, membre du Groupe du *Réveil* à Genève, syndicaliste: 138.
- GERBER Jean (1906-?), plâtrier, membre de la LAB: 102s.
- GIRAULT Ernest (1871-1933),
conférencier anarchiste français expulsé de Suisse: 69.
- GOBBI Luigi (1876-1947), socialiste tessinois: 69, 82.
- GOLAY Paul (1877-1951), socialiste et pacifiste vaudois: 82.
- GOLDMAN Emma (1869-1940),
anarchiste et féministe russo-américaine: 74, 118.

- GORI Pietro (1865-1911), avocat anarchiste italien: 16.
- GRABER Achille, socialiste: 40, 52.
- GRAVE Jean (1854-1939), anarchiste français, rédacteur: 15s., 58.
- GREULICH Herman (1842-1925), socialiste: 38, 52, 78.
- GRIMM Robert (1881-1958), socialiste: 40.
- GROSS Jacques (1855-1928),
membre de la Fédération jurassienne, anarchiste de Genève: 18.
- GROSSARDI, vice-consul italien à Zurich: 64.
- GUÉNIAT Gaston (1913-1976), chauffeur, membre de la LAB: 102.
- GUILLAUME James (1844-1916), membre de la Fédération jurassienne,
historien de l'Internationale: 8n., 15, 40, 52s., 55n., 57s., 73.
- GUNSCHER Rodolfo (1902-1938), anarchiste italien, milicien en Espagne: 115.
- HEIMO Emile (1904-1966), mécanicien, anarchiste de Genève: 103.
- HELD Emile (1870-?), typographe à Genève,
imprimeur de journaux anarchistes russes: 18, 24, 27, 32, 40, 82.
- HERZIG Edmond (1885-?), antimilitariste genevois: 68.
- HERZIG Georges (1857-1923), typographe, comptable, un des principaux
collaborateurs de Bertoni: 9, 14s., 18, 26, 32, 36, 40, 46n., 50s., 57n., 59, 73,
79n., 81.
- HEUSSER Otto, juge d'instruction à Zurich: 80, 82.
- HUBACHER Charles (1880-1944),
président de la Confédération romande du travail: 65.
- HUGGLER August (1877-1944), syndicaliste: 52.
- HUMBERT-DROZ Jules (1891-1971),
pasteur, antimilitariste puis communiste: 81s.
- ILG Konrad (1877-1954), syndicaliste: 52.
- JACCARD Edmond (1886-?),
ébéniste, syndicaliste révolutionnaire à Lausanne: 39.

- JAFFEI Vittorio (1873-?), syndicaliste italien: 29.
- JAQUES Edouard (1874-1918),
tapissier décorateur, syndicaliste révolutionnaire à Lausanne: 39.
- JEANMAIRE Henri L. (1875-?), artiste et anarchiste puis communiste: 58, 82.
- JEANRICHARD C., président de l'Union ouvrière de Lausanne: 40.
- KARLEN, Jean, graveur, anarchiste puis socialiste à Genève: 27, 32.
- KARLY Joseph (1872-1911), dessinateur lithographe,
secrétaire de l'Union ouvrière de Lausanne: 27, 40.
- KARMIN Otto (1872-1920), rédacteur du *Weckruf* à Genève: 27, 54, 81.
- KOLLY Ernest (1910-vers 1982), distributeur du *Réveil* à Genève: 102, 105.
- KROPOTKINE Pierre (1842-1921),
théoricien et militant anarchiste: 9, 10n., 15s., 19, 31, 53, 55s., 59, 72s., 84.
- LEBET, socialiste: 115.
- LÉNINE (1870-1924): 85, 87.
- LEPORATI Pierre, maçon, militant du bâtiment à Genève: 94.
- LIARD André, maçon, membre du groupe anarchiste de Genève: 102.
- LIARD René, tenancier de l'Estaminet Saint-Germain,
membre du groupe anarchiste de Genève: 103.
- LICHTENBERGER Paul François, ferronnier, membre de la LAB: 102n.
- LUCCHENI Luigi (1873-1910), assassin de Sissi: 25.
- LUDOVICI Domenico (1884-1950), tailleur de pierre d'origine italienne,
volontaire en Espagne: 7, 103, 114, 117, 119n., 142, 146s.
- MAILLARD Marcel (mort en 1938), journaliste,
anarchiste et antimilitariste: 103.
- MAIRET Alexandre (1880-1947), illustrateur du *Réveil/Risveglio*: 26.
- MAKHNO Nestor (1888-1934), anarchiste russe: 85.
- MALASCHITZ Mathias (1871-1904), rédacteur du *Weckruf* à Zurich: 54.

- MALATESTA Errico (1853-1932), théoricien et militant anarchiste italien: 8n., 15s., 25, 49s., 58s., 73s., 86, 97, 106s., 122.
- MANTOVANI Mario (1897-1977), anarchiste italien: 106, 119n.
- MANZONI Romeo (1847-1912), philosophe tessinois: 9, 13, 20.
- MARAZZI Emilio, socialiste tessinois: 82.
- MARTINI Pio (1875-1965), tailleur italien établi à Genève: 103.
- MASTRODICASA Leonida (1888-1942),
tourneur, anarchiste et antifasciste italien: 81, 118.
- MATTEOTTI Giacomo (1885-1924), socialiste italien: 109, 146.
- MATTEOZZI Giovanni (1887-?), collaborateur du *Risveglio*: 81.
- MEIZOZ Léonce (1896-1980), membre de la LAB: 103, 118.
- MERLI Paul (1874-1946), syndicaliste révolutionnaire: 40.
- MERLI Rocco Gentile (1900-1986), anarchiste à Genève: 103.
- MERLINO Francesco Saverio (1856-1930), anarchiste puis socialiste italien: 15.
- MÉTRAILLER Guillaume (1879-?), horloger, antimilitariste: 40, 68.
- MEYER, membre des Jeunesses socialistes: 81.
- MEYRAT Alexis (1872-?), graveur à Saint-Imier: 18.
- MINNIG Albert (1911-1968),
anarchiste d'Yverdon, volontaire en Espagne: 118.
- MOLINARI Angelo, socialiste tessinois à Lausanne: 52.
- MONATTE Pierre (1881-1960),
théoricien du syndicalisme révolutionnaire: 49, 51, 54, 57n.
- MONTSENY Federica (1905-1994), anarchiste espagnole: 119.
- MORET Armand (1912-?), peintre en bâtiment, antimilitariste: 102, 116.
- MOSER Franz (1886-1974), syndicaliste cheminot à Bellinzone: 113.
- MOTTA Giuseppe, conseiller fédéral: 127.
- MUSSOLINI Benito (1883-1945): 29s., 90, 107n., 109s., 114s., 127s., 130.

- MICHEL Louise (1830-1905), anarchiste française: 17.
- NACHT Max (1881-1973), rédacteur du *Weckruf* à Zurich: 54.
- NACHT Siegfried (1878-1956), frère du précédent: 54.
- NAINÉ Charles (1874-1926), avocat socialiste: 40, 46, 68, 82.
- NEHER, socialiste: 82.
- NETTLAU Max (1865-1944), historien de l'anarchisme: 10, 12, 53.
- NICOLE Léon (1887-1965), socialiste genevois: 7n., 66n., 104, 109s., 115s., 139.
- NIN Pablo (1875-?), anarchiste espagnol expulsé de Suisse: 23.
- NOLI, syndicaliste: 29.
- NOUL Marius, socialiste, conseiller administratif de Genève: 7.
- NOVERRAZ Gustave (1881-1926), typographe à Lausanne: 40, 42, 52s.
- OBERHOFER Emile (1908-?), serrurier, membre de la LAB: 102n.
- OLTRAMARE André (1884-1947), médecin socialiste: 145.
- OLTRAMARE Georges (1896-1960), fasciste genevois: 107.
- PANCHAUD Gustave (1905-?), manœuvre, membre de la LAB: 102n.
- PARIS Léon (1872-?),
syndicaliste révolutionnaire puis socialiste, Lausanne: 39.
- PELLOUTIER Fernand (1867-1901), syndicaliste révolutionnaire français: 17.
- PERETTI Giuseppe (1887-1966), cheminot, anarchiste tessinois: 86, 113s., 146s.
- PERRARE Antoine (1841-1912), communard réfugié à Genève: 18.
- PESTAÑA Angel (1886-1937), anarcho-syndicaliste espagnol: 85.
- PIDOUX Jeanne (1896-?), comptable à Genève, puis à Milan: 8n., 12n.
- PIGNAT Clovis (1884-1950),
ouvrier verrier valaisan, anarchiste, secrétaire syndical: 40, 68, 92, 99n.
- PILLONNEL, socialiste genevois: 82.
- PINDY Louis (1840-1917)
communard, membre de la Fédération jurassienne: 15s., 18, 26.

- POGGI Savino (1890-1972),
tailleur de pierre, syndicaliste et anarchiste au Tessin: 113.
- PORCELLI Francesco (1886-1966), collaborateur du *Risveglio*: 81, 84.
- POUGET Emile (1860-1931), journaliste anarchiste français,
propagandiste de la grève générale: 17, 49.
- PRESSENSÉ Francis de (1853-1914),
président de la Ligue française des droits de l'homme: 45.
- PREVOSTO Ernest, relieur, membre du groupe du *Réveil*: 103.
- PRIVAT Edmond (1889-1962), pacifiste et espérantiste: 66.
- PRUDHOMMEUX André (1902-1968), libraire et traducteur,
réfugié en Suisse pendant la Deuxième Guerre: 135.
- RECLUS Elisée (1830-1905), géographe, théoricien de l'anarchisme: 9, 15.
- RESPINI Gioacchino, conseiller d'État tessinois: 11.
- REYMOND Alfred (1884-?),
électricien, comptable du salon de coiffure communiste de Lausanne: 39.
- ROBIN Paul (1837-1912), éducateur, collaborateur de Bakounine,
collaborateur de l'École Ferrer de Lausanne: 61, 63.
- ROCCA Massimo (1884-1973),
individualiste anarchiste italien puis fasciste: 80.
- ROCKER Rudolf (1873-1958), relieur, théoricien et militant anarchiste
allemand, rédacteur de journaux yiddish: 135.
- ROORDA VAN EYSINGA Henri (1870-1925),
professeur de mathématiques à Lausanne, pédagogue et humoriste: 61.
- ROSSELET Charles (1893-1946), socialiste genevois: 138.
- ROSSELLI Carlo (1869-1937),
antifasciste, milicien en Espagne, assassiné sur ordre de Mussolini: 119.
- ROSSI Luigi (1864-1890), conseiller d'État tessinois: 11, 44.
- ROUGE François (mort en 1905),
chansonnier, collaborateur du *Réveil* dans les premières années: 27.

- ROUILLER Auguste (1876-?),
plâtrier-peintre, militant de l'Union ouvrière de Vevey: 40.
- ROUILLER Charles, horloger, membre du comité de la FUOSR: 40, 103.
- RUOZZI Giuseppe («Tranquillo», 1886-1962),
anarchiste italien, volontaire en Espagne: 118.
- RUSSELL Charles, ministre anglais: 44.
- SACCO Nicola (1891-1927),
anarchiste italien, exécuté en août 1927 aux États-Unis: 110s., 115.
- SAMAJA (Samaia) Nino (1876-1959),
médecin, un des fondateurs du *Réveil/Risveglio*: 25s., 28n.
- SARTORI Giacomo, socialiste tessinois à Lausanne: 52.
- SAVIOLI Vincenzo (1893-vers 1960),
ébéniste, membre du groupe du *Réveil* à Genève: 102.
- SCHEIDEGGER Robert, rédacteur du *Weckruf* à Zurich: 54.
- SCHICCHI Paolo (1865-1950), individualiste italien,
rédacteur de journaux anarchistes en Suisse: 8n., 13s.
- SCHMITT Heinrich, rédacteur du *Weckruf* à Zurich: 54.
- SCHNEIDER Jules (1871-1956), clerc d'avocat, anarchiste de Fribourg: 40.
- SCHWITZGUÉBEL Adhémar (1844-1895),
graveur, membre de la Fédération jurassienne à Sonvilier: 16.
- SCHWITZGUÉBEL Adhémar, fils du précédent: 53.
- SENN Emile (1906-vers 1985),
menuisier, membre du groupe anarchiste de Genève: 102.
- SERRA Tommaso (1900-1985), anarchiste sarde, milicien en Espagne: 118.
- SERRATI Giacinto Menotti (1874-1826),
militant du Parti socialiste puis communiste italien: 54, 89.
- SIGG Jean (1865-1922),
député socialiste genevois, secrétaire ouvrier romand: 38, 59, 68.
- SIMEN Rinaldo (1849-1910), conseiller d'État tessinois: 13.

- SINNER Alfred, pierriste, syndicaliste révolutionnaire, néo-malthusien: 39.
- SOGUEL Henry (1852-1941), horloger à Saint-Imier,
membre de la Fédération jurassienne, fidèle abonné au *Réveil*: 18.
- SONDEREGGER Emil (1868-1934), colonel, admirateur de Mussolini: 107.
- SOUCHY Augustin (1892-1984), anarchiste allemand et cosmopolite: 119.
- SPENGLER Frédéric (1866-1944), journaliste, collaborateur du *Réveil*: 27.
- SPICHIGER Auguste (1842-1919), guillocheur à La Chaux-de-Fonds,
membre de la Fédération jurassienne: 15, 18, 40.
- STEIGER Eugène (1858-1939), artisan bijoutier, rédacteur du *Révolté*
et de l'*Égalitaire*, un des fondateurs du *Réveil*: 18, 26, 82.
- STEINEGGER Karl (1880-?), employé,
membre du comité de la grève générale de 1902 à Genève: 27, 32, 34s.
- STOJANOV Paraskev (1871-1940),
anarchiste bulgare expulsé de Suisse, puis médecin en Bulgarie: 16.
- TEMPIA Pietro (1867-1941),
un des premiers soutiens et des plus constants du *Risveglio*: 26.
- THIÉBAUD Fritz (1842-1908), conseiller d'État socialiste à Genève: 23.
- TOBLER Max (1876-1929), médecin à Zurich,
syndicaliste, fondateur de la Ligue antimilitariste suisse: 53, 82.
- TOBLER Minna (1886-1936), épouse du précédent: 82.
- TONETTI Giuseppe, collaborateur du *Risveglio*: 26.
- TRONCHET Henri (1915-1993),
maçon puis architecte, frère de Lucien: 102, 104, 106, 116, 123.
- TRONCHET Lucien (1902-1982), maçon puis secrétaire syndical, un des principaux
animateurs de la LAB et de l'anarchisme genevois dans les années 1920-1930:
13, 36, 93n., 94, 97, 99n., 100, 102, 105, 108s., 112n., 115, 118, 133, 140 à 145.
- TRONCHET Pierre (1913-1934), peintre en bâtiment, frère des précédents: 102.
- VAGLIO Etienne (Stefano, 1880-1948), maçon, organisateur syndical: 93, 146.

- VANZA Carlo (1901-1976),
instituteur, commerçant, paysan, anarchiste et antifasciste tessinois: 113.
- VANZETTI Bartolomeo (1888-1927),
anarchiste italien, exécuté en août 1927 aux États-Unis: 110s., 115.
- VANZETTI Celestino (1909-?), peintre en bâtiment,
membre de la LAB: 102.
- VELLA Randolpho (1893-1963), photographe ambulant, commerçant, anarchiste italien, milicien en Espagne: 8n., 97, 114.
- VEZZANI Felice (1855-1930), artiste peintre,
un des fondateurs du *Risveglio* et son correspondant à Paris: 26, 43.
- VINCENT Jean (1906-1989), politicien communiste genevois: 145.
- VIRET Henri (1882-1974),
secrétaire syndical à Lausanne, socialiste puis communiste: 40.
- VIIGNIER Jean (-1997), membre du groupe du *Réveil* à Genève: 103.
- VUILLE Charles (1856-1920), avocat à Genève: 45n.
- WEILL Lucien (1865-?), anarchiste français expulsé de Suisse: 16.
- WILLEMEN Louis, avocat genevois: 82.
- WINTSCH Jean (1880-1943), médecin à Lausanne,
fondateur de l'Ecole Ferrer: 27, 40, 42, 47n., 49, 51s., 59, 63, 73, 82.
- WOLF, syndicaliste zurichois: 108.
- WYSS Adrien (1856-1938), médecin à Genève, radical puis socialiste: 45.
- YVETOT Georges (1868-1942),
typographe français, anarchiste et syndicaliste révolutionnaire: 49, 57.
- ZAMBONI Anteo (1911-1926), antifasciste italien: 115.
- ZAMBONI Assunto (1906-?),
frère du précédent, agent provocateur fasciste: 115.
- ZAVATTERO Domenico (1875-1947), anarchiste expulsé de Neuchâtel: 26.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

ARCHIVES CONSULTÉES

Archives personnelles (correspondance de Henri et Lucien Tronchet; entretiens avec Ferdinando Balboni, Rocco Gentile Merli, André Bösigler, avec la collaboration d'Edy Zarro).

Bibliothèque de Genève (microfilms).

Circolo Carlo Vanza (CCV), Locarno (correspondances).

Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA), Lausanne (manuscripts et correspondance de Bertoni, correspondance de Lucien Tronchet).

Institut international d'histoire sociale (IISG), Amsterdam (Archives Bertoni).

PÉRIODIQUES

Le Réveil/Il Risveglio est paru à Genève du 7 juillet 1900 au 28 août 1940 avec différents sous-titres (*Le Réveil socialiste-anarchiste*, 1900-1913; *Le Réveil communiste-anarchiste*, 1913-1926; *Le Réveil anarchiste*, 1926-1940). Après l'interdiction, il est paru sous forme de brochures clandestines («Quelque part en Suisse») puis a repris le titre de *Réveil* en septembre 1945.

La Voix du Peuple, Lausanne et Genève, 1906-1914.

L'Exploitée, Berne, 1907-1908.

Almanach du Travailleur, Lausanne et Genève, 1908-1916.

Bulletin de l'École Ferrer, Lausanne, 1915-1921.

Almanacco libertario Pro vittime politiche, Genève, 1929-1941.

Les collections du *Réveil/Risveglio* et de *La Voix du Peuple* conservées au CIRA, et complétées par celles de la Bibliothèque de Genève et de la Bibliothèque

nationale suisse, ont été numérisées et mises en ligne par le CIRA avec le soutien de la Bibliothèque nationale suisse.

BROCHURES DE LOUIS BERTONI

Il primo maggio: il suo passato e il suo avvenire, Genève, Biblioteca socialista anarchica, 1902.

Abasso l'esercito, Lugano, Cooperativa tipografica sociale, 1905.

Leur grève et la nôtre, réponse au Journal de Genève, Genève, Le Réveil, 1907.

Travailleur, ne sois pas soldat, Pully-Lausanne, La Voix du Peuple, 1910.

La victoire de tous, guerre, paix et révolution, Genève, Le Réveil, 1916.

Lingua povera: l'idea, la politica, la religione, Genève, Risveglio, 1919.

La loi défailante: défense présentée devant la cour pénale fédérale à Zurich, le 11 juin 1919, Genève, Le Réveil, 1919.

Cesarismo e fascismo, Genève, Risveglio, 1928.

Face à la guerre... devant le tribunal militaire de la Première Division, à Lausanne, le 6 mars 1940, défenses de Louis Bertoni, déclarations de Lucien Tronchet, Genève, Germinal, 1940.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

ALLEGRA Emmanuelle: *La propagande néo-malthusienne à Genève à travers son organe «La Vie intime»*, mémoire de licence, Université de Genève, 1995.

AMAR Jean Louis: *«Le Réveil anarchiste», organe d'un mouvement libertaire genevois (1900-1980)*, mémoire de licence, Université de Genève, 1981.

ANTONIOLI Maurizio: *«Errico Malatesta, l'organizzazione operaia e il sindacalismo, 1889-1914»*, in *Azione diretta e organizzazione operaia*, Manduria/Bari/Rome, Lacaita, 1990.

AVENNIER Louis: *Considérations à propos de l'Affaire Bertoni*, Genève, Imprimerie ouvrière, 1909.

- BAILAT Clément: «Le procès des réfractaires lors des grèves de septembre-octobre 1902 à Genève», in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, N° 26, Lausanne, 2010.
- BARATTI Danilo et Candolfi Patrizia: *L'arca di Mosè, biografia epistolare di Mosè Bertoni*, Bellinzona, Casagrande, 1994.
- BERTI Giampietro: *Un'idea esagerata di libertà. Introduzione al pensiero anarchico*, Milan, Elèuthera, 1994.
- BETTINI Leonardo: *Bibliografia dell'anarchismo. Periodici e numeri unici anarchici in lingua italiana pubblicati all'estero, vol. I, tome II*, Florence, CP editrice, 1976.
- BIAGINI Furio: «*Il Risveglio*» (1900-1922). *Storia di un giornale anarchico dall'attentato di Bresci all'avvento del fascismo*, Manduria/Bari/Rome, Lacaïta, 1992.
- BÖSIGER André: *Souvenirs d'un Rebelle, soixante ans de luttes d'un libéfaire jurassien*, Saint-Imier, Canevas, 1992.
- BOTTINELLI Gianpiero: *Giovanni Devincenti, il sogno di un emigrante*, Lugano, La Baronata, 2001.
- BOTTINELLI Massimo: *6 agosto 1940, Cronaca di una censura annunciata, la soppressione de «Le Réveil anarchiste»/«Il Risveglio anarchico» di Ginevra*, lycée de Lugano, avril, 1995.
- BROGGINI Romano: «Appunti sui gruppi anarchici e libertari a Bellinzona», in *Pagine Bellinzonesi*, Bellinzona, Casagrande, 1978.
- BRUPBACHER Fritz: *Socialisme et Libéité*, choix de textes traduits et présentés par Jean Paul Samson, Neuchâtel, La Baconnière, 1954.
- CANTINI Claude: *Benito Mussolini et l'Université de Lausanne*, Bibliothèque antifasciste, Lausanne, 1987.
- «La lutte contre les anarchistes d'après quelques documents vaudois (1882-1915)», in *Pour une histoire des gens sans Histoire*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1995.
 - *Le fascisme italien à Lausanne*, Lausanne, Cedips, 1976.
 - *Les Ultras, extrême droite et droite extrême en Suisse*, Lausanne, éd. d'en bas, 1992.
- CASAGRANDE Giovanni: «Fiches du début du siècle: le cas de Luigi Bertoni», in *Cent ans de police politique en Suisse*, Lausanne, éd. d'en bas, 1992.

- Luigi Bertoni, *dalla «Rivoluzione borghese» allo sciopero generale (1890-1902)*, mémoire de licence, Université de Bâle, 1987.
- CERRITO Gino: *Dall'insurrezionalismo alla settimana rossa, per una storia dell'anarchismo in Italia, 1881-1914*, Florence, Cp editrice, 1977.
- CERUTTI Mauro: *Fra Roma e Berna, la Svizzera italiana nel ventennio fascista*, Milan, Franco Angeli, 1986.
- «Le mouvement ouvrier genevois durant la première guerre mondiale et la grève générale», in *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977.
- CHARLES Naine: *Sa pensée socialiste*, La Chaux-de-Fonds, Imprimerie coopérative, 1928.
- CLAVIEN Alain: «La naissance du Parti socialiste valaisan», in *Les origines du socialisme en Suisse romande, 1880-1920*, Lausanne, AEHMO, 1989.
- CODELLO Francesco: *Educazione e anarchismo*, Ferrare, Corso éd., 1995.
- CRUCHON Pablo et Lefebvre Guillaume: «Anarchisme, justice et répression étatique: l'exemple de l'affaire Bertoni», in *Cahiers AEHMO*, N° 26, Lausanne 2010.
- CUTTAT Ignace: «Manifestations sous surveillance, le Premier Mai à Genève durant la Seconde Guerre mondiale et contrôle policier», in *Cahiers AEHMO*, N° 26, Lausanne, 2010.
- DADÀ Adriana: *L'anarchismo in Italia: fra movimento e partito: storia e documenti dell'anarchismo italiano*, Milan, Teti, 1984.
- DE FELICE Renzo: *Mussolini il rivoluzionario*, Turin, Einaudi, 1995.
- DI LEMBO Luigi: «L'Europa tra guerra di stato e guerra di classe (1919-1939)», in *L'Antifascismo rivoluzionario*, Pise, BFS, 1993.
- DOMMANGET Maurice: *Histoire du Premier Mai*, Paris, SUDEL, 1953 (plusieurs rééditions).
- ELSIG Alexandre: *La Ligue d'action du bâtiment, 1929-vers 1935: L'éphémère emprise de l'anarcho-syndicalisme sur les chantiers genevois*, mémoire de master, Université de Fribourg, 2009.

- ENCKELL Marianne: *La Fédération jurassienne. Les origines de l'anarchisme en Suisse*, Lausanne, 1971, rééd. Genève, 2012.
- *Un journal anarchiste genevois: «Le Réveil» 1900-1940*, mémoire de licence, Université de Genève, 1967.
- Fédération communiste anarchiste de la Suisse romande, *Manifeste aux travailleurs des villes et de la campagne*, Lausanne, 1907.
- FERRACIN Luca: *La Ligue d'action du bâtiment et les réactions de la presse bourgeoise (1929-1935)*, mémoire de bachelor, Université de Genève, 2010.
- FILGUEIRAS Casal Miguel: «Mouvement anarcho-syndicaliste à Genève et volontaires libertaires», in *La Suisse et l'Espagne, de la République à Franco, 1936-1936*, Lausanne, Antipodes, 2001.
- GHIRINGHELLI A.: *Il Respiro della Rivoluzione, 1890*, Bellinzone, Salvioni, 1990.
- GIANINAZZI W.: «Speranza, delusioni e ruolo storico dell'estrema sinistra radicale ticinese 1893-1908», in *Archivio storico ticinese*, Bellinzone, 1982.
- Groupe d'études et d'instruction mutuelle du Cercle ouvrier de Saint-Imier: *La troupe et les grèves*, Saint-Imier, Imprimerie coopérative, 1905.
- GRUNER Erich: *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, Zurich, Chronos, 1987-1988.
- Le groupe révolutionnaire de Lausanne: «Le mouvement en Suisse», in *Les Temps Nouveaux*, suppl. littéraire, N° 26 et 27, Paris, 1900.
- Un groupe d'anarchistes suisses: *Les anarchistes et ce qu'ils veulent, dialogue entre ouvriers*, Genève, 1892.
- HEIMBERG Charles: «Le boycott de la Tribune de Genève, entre affirmation d'une résistance et réalité d'un baroud d'honneur (1909-1913)», in *Pour une histoire des gens sans Histoire*, Lausanne, éd. d'en bas, 1995, pp. 181-191.
- HUBACHER Charles: «Le mouvement anarcho-syndicaliste en Suisse romande», in *Union syndicale suisse 1880-1930*, Berne, 1933.
- HUMBERT-DROZ Jules: *Guerre à la guerre. À bas l'armée. Plaidoirie complète devant le Tribunal Militaire à Neuchâtel, le 26 août 1916*, Bibliothèque des Jeunesses socialistes, N° 1, éd. des Jeunesses socialistes romandes, La Chaux-de-Fonds, 1916.

- KROPOTKINE Pierre: *Autour d'une vie. Mémoires*, Paris, Stock, Bibliothèque sociologique, 1898.
- LASSERRE André: *La classe ouvrière dans la société vaudoise, 1845 à 1914*, Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, 1973.
- LUISIER Francis: *Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande à travers «La Voix du Peuple» (1906-1910)*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 1969.
- MAITRON Jean: *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, SUDEL, 1955 (plusieurs rééditions).
- MALATESTA Errico: *Epistolario 1873-1932*, éd. par Rosaria Bertolucci, Avenza, Centro studi sociali, 1984.
- MANFREDONIA Gaetano: «Gli anarchici italiani in Francia nella lotta antifascista», in *La Resistenza sconosciuta, gli anarchici e la lotta contro il fascismo*, Milan, Zero in condotta, 1995.
- MASINI Pier Carlo: *Storia degli anarchici italiani, da Bakunin a Malatesta*, Milan, Rizzoli, 1969.
- MATTMÜLLER Markus: «Mussolini in Svizzera», in *Nuova Antologia*, Florence, juillet-septembre 1981, pp. 196-212.
- MAUROUX Jean-Baptiste: *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*, J.J. Pauvert, 1968, rééd. éd. d'en bas, 1997.
- MIÉVILLE Ariane et ANTONIOLI Maurizio: *Anarchisme et syndicalisme, le congrès anarchiste d'Amsterdam (1907)*, Rennes et Paris, Nautilus, 1997.
- MINNIG Albert et GMÜR Edi: *Pour le bien de la révolution*, Lausanne, CIRA, 2006.
- Mourir en manifestant, répressions en démocratie*, éd. par Marianne Enckell, Charles Heimberg et Stéfanie Prezioso, Lausanne, éd. d'en bas et AEHMO, 2008.
- «Le Mouvement ouvrier en Suisse romande», in *Almanach du Travailleur pour 1909*, Lausanne, 1908, pp. 15-25.
- NETTLAU Max, *Anarchisten und Syndikalisten, Geschichte der Anarchie*, vol. 5, Vaduz, 1984.

PORTMANN Werner, *Die wilden Schafe: Max und Siegfried Nacht. Zwei radikale, jüdische Existenzen*, Münster, Unrast, 2008.

Rapsodia dell'antimilitarismo, éd. Gruppo per una Svizzera senza Esercito, Balerna, 1989.

SAMAJA Nino, «Conditions de la propagande anarchiste en Suisse», in *Les Temps Nouveaux*, suppl. littéraire, N° 31, Paris, 1900.

SCHREMBBS Peter, *Mosè Beřtoni, Profilo di una vita tra scienza e anarchia*, Lugano, La Baronata, 1985.

SKIRDA Alexandre, *Autonomie individuelle et force collective: les anarchistes et l'organisation*, Paris, 1987.

STUDER Monica: *L'organisation syndicale et les femmes. L'action de Margarethe Faas-Härdegger à l'Union syndicale suisse (1905-1909)*, mémoire de licence, Université de Genève, 1975.

TRONCHET Lucien: *Combats pour la dignité ouvrière*, Genève, Grounauer, 1979.
– *Un Homme dans la mêlée sociale, Louis Beřtoni* (pour son 70^e anniversaire), Quelque part en Suisse, février 1942.

Un grand lutteur, Louis Beřtoni (1872-1947), Genève, 1947.

[VUILLE Charles]: *Réponse à la brochure «Beřtoni doit-il être expulsé?»*, Genève, 1907.

VUILLEUMIER Marc: «James Guillaume et son rôle dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire», in *Il sindacalismo rivoluzionario nella storia del movimento internazionale*, Ricerche storiche, janvier-avril 1981.

– «Le Parti socialiste suisse et la II^e Internationale», in *Solidarité, débats, mouvement, cent ans du Pafři socialiste suisse*, Lausanne, 1988.

– «Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande», in *Ricerche storiche*, N° 1, nuova serie, 1975, pp. 43-73.

– «Les origines du socialisme en Suisse romande», in *Autour de la fondation du Pafři socialiste suisse: 1888*, Lausanne, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, 1989.

WINTSCH Jean: *Un essai d'institution ouvrière: l'école Ferrer*, Genève, Imprimerie des Unions ouvrières, 1919; rééd.: *L'École Ferrer de Lausanne*, Lausanne, Entremonde, 2009.

- «Le syndicalisme en Suisse. La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande», in *Le Mouvement socialiste*, Paris, 1905, pp. 68-81 et 204-230.

WIST Christiane: *La vie quotidienne et les luttes syndicales à Genève, 1920-1949*, Genève, Collège du Travail, 1984.

WYDER Bernard: *Alexandre Mairet, gravures politiques*, Saint-Pierre-de-Clages, Octogone, 1980.

TABLE

Introduction	7
1. Du libéralisme radical à l'anarchisme (1872-1897)	9
2. Anarchisme et syndicalisme (1898-1916)	23
3. «À bas les dictatures, toutes les dictatures, parlementaires, démocratiques et soi-disant prolétariennes» (1917-1935)	75
4. «Le monde ne veut rien savoir de la liberté» (1936-1947)	117
Index des noms	149
Bibliographie et sources	163

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Dernières parutions

Nanni Balestrini

Sandokan

Georges Sorel

Réflexions sur la violence

Nanni Balestrini

Nous voulons tout

Karl Marx

La Guerre civile en France

Marianne Enckell

La Fédération jurassienne

Léon de Mattis

Crises

Nanni Balestrini

La Violence illustrée

Paul Mattick

Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?

Nanni Balestrini

Blackout

Otto Rühle

Karl Marx, vie et œuvre

Maximilien Rubel

Marx théoricien de l'anarchisme

Michel Bakounine

*Considérations philosophiques
sur le fantôme divin, le monde réel et l'homme*

Yann Collonges, Pierre Georges Randal

Les Autoréductions

Otto Rühle

La révolution n'est pas une affaire de parti

Karl Marx

*Contribution à la critique
de la philosophie du droit de Hegel*

Alfredo M. Bonanno

La Foie armée

Karl Marx

Salaires, prix et profits

Voline

La Révolution inconnue (3. vol.)

Jean Wintsch, Charles Heimberg

L'École Ferrer de Lausanne

CET
OUVRAGE A ÉTÉ
COMPOSÉ AVEC LE MONDE
LIVRE CLASSIQUE CORPS 9.8 ET A
ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER LE QUATORZE
NOVEMBRE DEUX MILLE DOUZE SUR MUNKEN
PRINT CREAM ET OLIN SMOOTH POUR
LE COMPTE DES ÉDITIONS
ENTREMONDE À
GENÈVE ET
PARIS.

ISBN: 978-2-940426-13-3

ISSN: 1662-3231



IMPRIMÉ EN BULGARIE